

# #UN

LES  
CAHIERS  
DU  
CPTM



**ДИКТАТУРА  
ПРОЛЕТАРИАТА**









# **ДИКТАТУРА ПРОЛЕТАРИАТ**

**DE L'AUTOCRATIE TSARISTE AU DIRIGISME BOLCHEVIQUE**



Les *Cahiers du Centre Pluridisciplinaire de la Transmission de la Mémoire (CPTM)* ont pour projet de diffuser les productions scientifiques, pédagogiques et culturelles mises sur pied par l'association MNEMA dans le cadre du Décret mémoire. Celui-ci a pour mission principale de préserver et de transmettre la mémoire d'événements politiques et sociaux tragiques ou exceptionnels par la mise en œuvre de démarches réflexives destinées aux citoyens de la Fédération Wallonie-Bruxelles. De manière plus élargie, il vise à développer une conscience critique des faits de société marqués par une violence et un arbitraire idéologiques, à travers la production, la collection et le commentaire de documents et de témoignages divers. En complétant la variété de ses actions – conférences, débats, expositions, spectacles vivants – MNEMA asbl souhaite offrir avec ces *Cahiers* un dispositif alliant recherche et pédagogie, dans un souci d'ouverture à des publics hétérogènes et en réponse aux enjeux de citoyenneté exprimés par le Décret. Les thématiques traitées dans ce cadre couvriront un panel plus ou moins large, allant du devoir de mémoire à l'actualité des luttes idéologiques et politiques suscitées par des formes contemporaines de violence sociale. La perspective se voudra éminemment interdisciplinaire et ne se limitera pas à la seule contextualisation historique, par ailleurs nécessaire : se combineront un intérêt sociologique pour les contextes étudiés, une démarche philosophique critique et une prise en compte de l'importance des productions culturelles et artistiques émanant de ces contextes.

En croisant un travail scientifique et un souci didactique, les *Cahiers du CPTM* souhaitent initier des discussions et des débats au sein de l'espace public en favorisant un dialogue débarrassé de tout présupposé idéologique et fondé sur une conception souveraine et critique de la démocratie. Centrale dans le décret auquel répond ce projet, l'émancipation citoyenne par la culture et par la pensée vise à inscrire chacun dans une démarche de perfectionnement individuel et collectif, grâce à la compréhension de la nécessité d'une transmission de la mémoire des événements politiques et sociaux constituant l'histoire plus ou moins longue, mais non moins directe, de l'humanité. Les thématiques privilégiées par ces *Cahiers* seront épinglées dans des numéros périodiques qui forment autant de contributions à une actualité qu'ils enrichissent à la lumière du passé : c'est donc à partir du double sens du symbole # (communicationnel et musical) qu'il faut comprendre la série des *Cahiers du CPTM*, c'est-à-dire comme référence à un espace commun de discussion et comme enrichissement, comme dépassement de cet espace. Pierre Bourdieu l'avait explicité dans son hommage à Maurice Halbwachs, les enjeux du travail de mémoire ne se réduisent nullement à monumentaliser ou à archiver une histoire passée, mais consistent plutôt à « reprendre le combat » des acteurs ayant résisté aux mutilations imposées par les régimes autoritaires. Par ce projet, l'association entend répondre *stricto sensu* au *credo* de la cellule à laquelle ce travail la lie : « Démocratie ou barbarie ».

# table des matières

<b>introduction</b> .....	11
<b>chapitre premier VIOLENCES TSARISTES</b> .....	19
<i>Aux origines d'un système répressif</i> .....	19
<i>De la violence symbolique à l'insurrection politique</i> .....	24
<b>deuxième chapitre LUTTES ENTRE BOLCHEVIKS ET MENCHEVIKS</b> .....	31
<i>La constitution du POSDR</i> .....	31
<i>La fabrication de criminels en puissance</i> .....	34
<i>Du Parti comme État</i> .....	41
<b>troisième chapitre DE LA RÉPRESSION DE 1905 AU CONFLIT MONDIAL</b> .....	49
<i>L'usine Poutilov, foyer des révolutions</i> .....	49
<i>Soviet et Douma</i> .....	53
<i>Pratiques de la clandestinité</i> .....	58
<b>quatrième chapitre SPONTANÉITÉ DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1917</b> .....	63
<i>Violences et contre-violences</i> .....	63
<i>Les avancées démocratiques</i> .....	68
<b>cinquième chapitre PAYSANS EN MARGE ET AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION</b> .....	75
<i>Les bolcheviks avec et contre les paysans</i> .....	75
<i>Hétérogénéité des campagnes</i> .....	80

<b>sixième chapitre</b> <i>OCTOBRE 1917 : RÉVOLUTION OU COUP D'ÉTAT ?</i> .....	89
<i>Radicalité contre réformisme</i> .....	89
<i>La prise de pouvoir</i> .....	94
<b>septième chapitre</b> <i>TERREURS IDÉOLOGIQUES</i> .....	99
<i>La Tcheka et l'éducation à la violence</i> .....	99
<i>Les prémisses de la guerre civile</i> .....	108
<b>huitième chapitre</b> <i>LA RÉPRESSION DES RÉVOLUTIONNAIRES NON BOLCHEVIQUES</i> .....	117
<i>Grèves et soulèvements</i> .....	117
<i>Hétérodoxies révolutionnaires</i> .....	121
<b>neuvième chapitre</b> <i>DU SLON AU GOULAG</i> .....	131
<i>Camp de concentration et camp de travail correctif</i> .....	131
<i>Le camp des Solovki, antichambre du GOULAG</i> .....	135
<b>dixième chapitre</b> <i>RÉFLEXIONS SUR L'IDÉOLOGIE BOLCHEVIQUE ET SES FORMES DE VIOLENCE</i> .....	145
<i>L'interprétation du bolchevisme comme dictature sur le prolétariat</i> .....	145
<i>De la raison chez Marx à la rationalisation marxiste-léniniste</i> .....	154
<i>La question démocratique</i> .....	161
<b>ouverture</b> <i>SUR LES ENJEUX ACTUELS DE LA RECHERCHE</i> .....	169
<b>bibliographie</b> .....	175



# *introduction*

Le propos du présent *Cahier* n'est pas de répéter les nombreuses et riches synthèses relatives au système de répression et d'enfermement en Union Soviétique. L'objectif principal est d'apporter une lumière originale sur une réalité complexe, souvent investie de passions politiques et toujours source de débats polémiques mais non moins nécessaires et actuels. Cette originalité, nous souhaitons la comprendre dans la double approche qui sera privilégiée, à savoir la critique des idéologies et l'analyse politique des discours produits au sein et en marge de l'URSS. Il faut entendre par « critique des idéologies » non une dénonciation ou un jugement du contenu des idées qui s'affrontent mais plutôt une démarche de recherche interrogeant le rôle des emprunts idéologiques dans la définition d'un système politique. Ces emprunts sont souvent complexes et contradictoires et relèvent d'un contexte sociologique particulier, raison pour laquelle il est utile de développer une démarche critique ne s'arrêtant pas à l'évidence de la qualification d'un régime comme « communiste » ou « socialiste ». La deuxième approche est en ce sens complémentaire. En réunissant plusieurs discours et en les analysant sous l'angle de la critique de leur soubassement idéologique, il est possible de redéfinir la réalité du régime étudié et de lui ôter ses couches de mystification.

Bien qu'hétérogène, contradictoire et plurielle, l'URSS léninienne et stalinienne est une société répressive et autoritaire. Souvent aux antipodes des textes et des penseurs dont il se revendique, le pouvoir incarné par le parti bolchevique puis par le PCUS et par son Comité central tend avant toute chose à privilégier sa conservation et sa pérennisation, non l'instauration d'une société sans distinction de classe, révolutionnaire et émancipée du productivisme économique. Dans le même temps se développent au sein de la société soviétique des discours originaux entrant en contradiction avec ceux du pouvoir et permettant de nuancer l'idée d'une Union Soviétique monolithique et complètement acquise aux causes bolcheviques. Ces contradictions, si elles sont perceptibles dans les pratiques dictatoriales des autorités, sont aussi au cœur des différents discours qu'elles produisent et qu'elles provoquent. La singularité des événements auxquels les bolcheviks sont confrontés durant les décennies postérieures à leur prise de pouvoir est bien réelle : révolution dans un pays économiquement arriéré, guerre civile, communisme de guerre, anarchisme paysan, NEP (Nouvelle Politique Économique), plans quinquennaux, guerres mondiales, guerre froide, etc. Ces contextes obligent à repenser l'idéologie marxiste-léniniste à l'aune de ses conjonctures plurielles et à la concevoir comme potentielle mythification collective au nom d'intérêts politiques. En tant que matérialisme historique proclamé, cette idéologie nous oblige à interroger les événements (entendus comme réalités matérielles et historiques) se revendiquant de son héritage, malgré l'effectivité de nombreuses divergences entre le discours et la réalisation. On reprendra en ce sens la critique formulée par Maximilien Rubel à propos du marxisme-léninisme comme idéologie dominante voilant la réalité d'un système politique antagoniste : « les idéologies, parmi lesquelles nous rangeons le marxisme dans toutes ses variantes, ne tombent pas du ciel ; elles sont liées essentiellement à des intérêts de classe qui sont en même temps des intérêts de puissance » (Rubel 1974 : 24). Dans le premier tome des *Luttes de classes en URSS* (1974), Charles Bettelheim a montré en quoi une forme de pensée soviétique s'est fondée sur un « marxisme simplifié » et en quoi le pouvoir léniniste, loin de représenter le prolétariat dans sa dimension révolutionnaire, a vu l'avènement d'une bourgeoisie d'État consacrant des institutions reproduisant des intérêts de classe. Ce point de vue est nuancé par Charles Bettelheim lui-même dans le dernier tome consacré à la période stalinienne (1983). Staline tente en effet, comme le soutient par ailleurs Rita di Leo dans *L'Expérience profane. Du capitalisme au socialisme et vice versa* (2012), de remplacer les intellectuels de parti par une élite d'extraction populaire qui, bien qu'accédant à une forme de pouvoir politique, ne cesse pas pour autant de dominer économiquement une majorité prolétarienne et paysanne asservie à des exigences de rendement, de production et d'industrialisation.

Afin de comprendre l'ancrage social et historique de l'idéologie marxiste-léniniste, il est nécessaire de réaliser une contextualisation grâce à la collection de sources portant sur différents sujets : l'histoire longue de la Révolution russe, le fonctionnement de l'URSS, la reprise, le développement et la bureaucratisation d'un système répressif carcéral (déjà en germe sous les tsars), l'idéologie soviétique, l'idéologie bolchevique, les courants révolutionnaires et contre-révolutionnaires contradictoires, les témoignages de dissidents, les textes fondateurs du communisme, etc. Si la chronologie sera privilégiée dans ce travail, c'est dans le seul objectif de comprendre les évolutions (potentiellement contradictoires) du discours soviétique relatif à la répression de masse. Cette chronologie ne devra bien entendu pas empêcher de revenir sur les relations entre les différentes phases de l'histoire de la Russie soviétique et de ses camps, certains événements puisant leur origine dans des pratiques ou des contextes antérieurs. Pensons par exemple aux analogies entre, d'une part, les bagnes tsaristes (*katorga*) et les camps soviétiques (*SLON* puis *GOULAG*) et, d'autre part, entre la police secrète de l'Empire (*Okhrana*) et la police politique des bolcheviks (*Tcheka*, *OGPU* puis *NKVD*). On verra toutefois en quoi la logique bureaucratique de ces derniers fait de leurs pratiques répressives des institutions singulières. Afin de délimiter le contexte politique qui caractérise la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, il est donc nécessaire de revenir sur le fonctionnement du régime impérial des tsars de Russie et sur les fondements sociologiques et historiques des soulèvements de 1905 et de 1917. Pour ce faire, des références au statut distinct seront mobilisées.

D'une part, la parution, en deux tomes, de *La Révolution russe* d'Orlando Figes (2007a et b), l'analyse de la répression soviétique par Lucien Bianco dans *La Récidive. Révolution russe, révolution chinoise* (2014) ainsi que l'incontournable *Expérience profane* de Rita di Leo (2012) constituent les bases théoriques des analyses de cet ouvrage. On mentionnera également l'article important d'Enzo Traverso intitulé « De l'anticommunisme. L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle relue par Nolte, Furet et Courtois » paru dans *L'Homme et la Société* (2001), qui adopte une perspective critique sur les lectures idéologisées de l'histoire soviétique. D'autre part, plusieurs témoignages de révolutionnaires critiques envers le régime qui les réprime permettront d'apporter une lumière originale sur des événements souvent perçus au travers de lunettes partiales, soit justifiant les méthodes soviétiques soit les rejetant *a priori* par anticommunisme. Il s'agit principalement des *Mémoires d'un révolutionnaire* de Victor Serge (1951), qui dénonce, entre autres, les purges stalinienne dans le quotidien socialiste liégeois *La Wallonie* ; de *Révoltée* d'Evguénia Iaroslavskaïa-Markon (2017), anarchiste déportée et exécutée au camp des Solovki ; du *Mythe bolchevik* d'Alexandre Berkman (2017), révolutionnaire russe opposé à l'institutionnalisation des violences de la guerre civile ; de *Mes universités* de Maxime Gorki (1976), écrivain soviétique majeur ; ainsi que de *Kolyma* de Varlam Chalamov (1980), trotskiste antistalinien déporté de longues années à la Kolyma. Troisième ensemble de sources au statut distinct, les textes théoriques du marxisme – ou qui se sont revendiqués comme tels – permettront d'analyser les contradictions à l'œuvre entre des discours et des pratiques ainsi que la justification donnée par certains praticiens bolcheviques à l'instauration d'une violence de masse. Ainsi, on confrontera la littérature des penseurs du communisme, notamment Marx, Engels, Luxembourg et Rubel, à celle de leurs prétendus héritiers, principalement Lénine. Outre de nombreuses autres recherches contemporaines qui forment les assises de l'ouvrage, il faut pour finir mentionner le travail essentiel de Michel Tissier *L'Empire russe en révolutions. Du tsarisme à l'URSS* (2019). Celui-ci éclaire le fonctionnement de l'appareil répressif-carcéral des tsars et la continuité qui est à l'œuvre en URSS derrière les apparences d'une rupture radicale. L'une des thèses importantes et originales de cet ouvrage, guidant les pages qui suivent, réside dans l'approfondissement de l'idée de Peter Holquist (2002) d'un « continuum de crise » à l'origine des révolutions et des violences traversant la société russe au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

Le titre de l'ouvrage, *Dictature et Prolétariat*, mérite quelques clarifications. La violence mise en place par les bolcheviks a souvent été motivée par la notion théorisée par Marx de *dictature du prolétariat*. Selon celui-ci, la révolution orchestrée par le mouvement ouvrier devait renverser la domination de la bourgeoisie en une domination du prolétariat. Toutefois, cette domination devait être temporaire et le degré de violence devait dépendre du contexte social, c'est-à-dire de l'état des rapports entre les différentes classes en lutte pour le pouvoir. La dictature du prolétariat ne signifiait donc pas directement l'instauration arbitraire d'une violence étatique durable par un petit nombre de dirigeants mais plutôt l'auto-organisation provisoire d'un pouvoir à majorité ouvrière. Plusieurs commentateurs (Berkman 2017 et Barrillon 1999) ont montré en quoi le pouvoir bolchevique, plutôt que d'instaurer une forme de dictature du prolétariat, avait mis en œuvre une *dictature sur le prolétariat*. Rita di Leo, dans *L'Expérience profane*, a apporté des éléments de réflexion essentiels sur lesquels il sera nécessaire de revenir afin de comprendre comment les bolcheviks ont utilisé le principe de dictature du prolétariat comme « état d'exception permanent » justifiant des politiques autoritaires. Selon l'auteure, il est primordial de démystifier le mythe selon lequel l'URSS serait un pays post-bourgeois et post-capitaliste sans toutefois tomber dans une lecture non communiste de ce pouvoir. Outre les torsions de la notion marxienne de dictature du prolétariat, l'aliénation d'une partie non négligeable de la classe ouvrière, et surtout de la paysannerie, ainsi que la répression des révolutionnaires non bolcheviques qui s'instaurent dès le lendemain de la révolution justifient la qualification du régime soviétique comme « dictature sur le prolétariat ». Mais dans le même temps, ce sont le plus souvent des contextes hautement criminogènes qui amènent les bolcheviks à développer des formes radicales de violence au nom du prolétariat, justifiant ainsi l'utilisation de la notion de Marx. Après Rita di Leo, on montrera en quoi, si une partie de la classe ouvrière acquiert un certain pouvoir politique, son pouvoir économique n'en reste pas moins aliéné à des exigences de production et de rentabilité intenables. Ce travail tentera donc de comprendre en quoi les pratiques bolcheviques sont tantôt l'expression d'une *dictature du prolétariat* répondant à la domination dont cette classe est l'objet, tantôt l'instauration arbitraire et autoritaire d'une *dictature sur le prolétariat* justifiée par une idéologie consciemment détournée à des fins politiques.

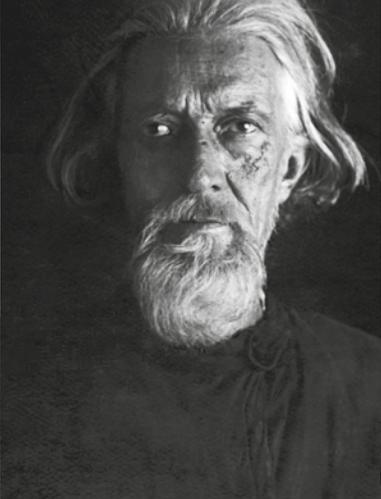
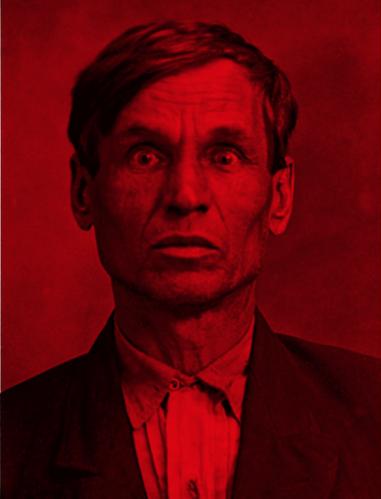
Il faut pour finir rappeler l'objectif de cet ouvrage, qui répond à la nécessité d'inscrire le travail de mémoire dans l'actualité de la réflexion politique et citoyenne. En effet, nous pensons qu'enquêter sur la violence produite par un système politique tel que l'URSS, en mettant au jour ses contradictions idéologiques, permet d'enrichir toute démarche critique en interrogeant l'actualité de ce travail de mémoire. Initié dans le cadre du développement du Centre Pluridisciplinaire de la Transmission de la Mémoire et dans la continuité de l'exposition *Goulag. Visages et rouages d'une répression* organisée par MNEMA à La Cité Miroir de mars à mai 2020, ce *Cahier* entend participer à un questionnement lucide et critique sur les différentes formes de violences politiques. Il est accompagné d'un dossier pédagogique à destination des enseignants d'Histoire et de Philosophie et Citoyenneté du 3<sup>e</sup> degré de l'enseignement secondaire. Les illustrations et leur légende sont pour la plupart extraites de l'exposition ou des ouvrages *Goulag. Une histoire soviétique* de François Aymé, Patrick Rotman et Nicolas Werth (2019) et *Goulag* de Tomasz Kizny (2003). L'enjeu de cette recherche ne réside donc pas uniquement dans l'investigation d'un passé souvent méconnu du grand public, voire de certaines autorités<sup>1</sup>, mais principalement dans l'interprétation des implications actuelles d'une telle démarche. Il est en effet fondamental de pouvoir mettre à l'épreuve différentes clefs d'interprétation d'un événement politique singulier à partir d'une analyse approfondie du soubassement sociologique, idéologique et économique d'un contexte d'extrême violence. Les causes et les origines des répressions, des déportations et des exécutions commises par le régime soviétique sont multiples et complexes. Les analyser en portant une attention aux idéologies qui les fondent amène à délimiter la manière dont se constitue progressivement une barbarie politique et, dans le même temps, à agir par la dénonciation et la critique sur la mise en place des violences à l'origine de cette barbarie. Loin de vouloir calquer ces analyses sur un présent radicalement différent et lui aussi singulier, ce travail vise à mettre en œuvre une démarche d'investigation critique qui, quant à elle, peut être étendue à des contextes contemporains de violence sociale, économique et politique. L'étude des causes violentes d'un régime autoritaire et arbitraire permet, non pas de les justifier ou de les excuser, mais au contraire d'éclairer les risques de leur acceptation et de leur institutionnalisation. Agir sur ces causes relève à la fois de la conscience aiguë de ne pas les laisser engendrer de nouvelles contre-violences et de la nécessité de repenser la pratique politique comme relevant avant tout de la critique des idéologies et de l'analyse des discours à l'origine d'une mystification collective.

<sup>1</sup> Atteste de cette méconnaissance le vote au Parlement européen de la résolution relative à « l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe » le 19 septembre 2019.

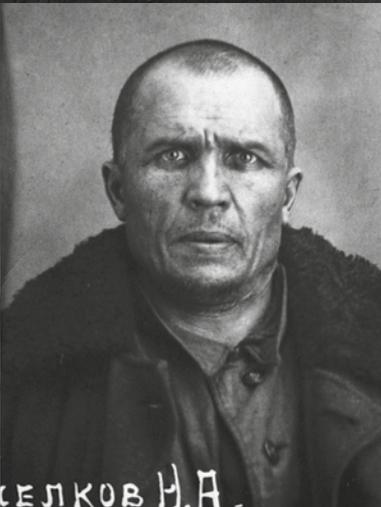


ЕКСОВ П. В.

УКО А



УМЕНАЕР, А. В.



*civils exécutés pendant  
la Grande Terreur  
1937-1938*

© Gulag Collection/Tomasz Kizny

ПАТИН, А. А.

ЕВА М. И.

СЕЛКОВ, Н. А.



## dévotion des soldats face au Tsar Nicolas II

(© Peter Newark, Bath)

« Je promets et, par la présente, jure devant le Dieu Tout-puissant, devant Ses Saints Évangiles, de servir sa Majesté impériale, l'Autocrate suprême, sincèrement et fidèlement, de lui obéir en toutes choses, et de défendre sa dynastie, sans épargner mon corps, jusqu'à la dernière goutte de mon sang » (cité in FIGES 2007a : 135)

# *chapitre premier*

## **VIOLENCES TSARISTES**

### *Aux origines d'un système répressif*

Trois ans avant sa mort, le tsar [Alexandre II] avait créé la trop fameuse Okhrana, un service de police secrète hautement spécialisé dont la G.P.U. et la N.K.V.D., de nos jours, peuvent se targuer d'employer les méthodes ; comme beaucoup d'institutions du stalinisme, le terrorisme policier de ce régime remonte aux traditions tsaristes. Les tendances paranoïdes du dictateur se concentrent sous une forme institutionnelle dans sa police secrète, motivée par la peur mortelle des hommes au pouvoir élevée en fait au rang de raison d'État (Enzensberger 2018 : 61).

Dernier bastion de l'autocratie à l'origine de la répression des opposants politiques et du conflit mondial du début du XX<sup>e</sup> siècle, la Russie tsariste a participé à l'institutionnalisation et à la conservation de diverses formes de violences, économiques, sociales, symboliques, carcérales et militaires. Les famines qui marquent la décennie 1890, à la suite d'une volonté politique d'industrialisation, la guerre avec l'Empire du Japon initiée en 1904, la répression des manifestants lors du Dimanche sanglant du 9 janvier 1905 ainsi que les nombreux pogroms perpétrés par des mouvances monarchistes ou

avec leur soutien constituent la face visible d'un pouvoir foncièrement autoritaire, inégalitaire et arbitraire. Dans un texte de 1915 intitulé « Mais le tsarisme ! », Rosa Luxembourg met le doigt sur la particularité d'un système à bout de souffle, qui allie deux logiques *a priori* contradictoires : un absolutisme autocratique de droit divin et une lente mais non moins réelle industrialisation capitaliste. Le premier se double d'une idéologie militariste, qui s'exprime sur le plan des luttes impérialistes, tandis que la seconde s'accompagne d'une domination des masses prolétariennes et, surtout,



Prisonniers au travail dans un bagne russe, sur l'île Sakhaline, dans les années 1890 (© Alamystock)



Détenus travaillant sur le Canal mer Baltique-mer Blanche (BBK), canal construit entre 1931 et 1933 sur ordre de Staline (© Gulag Collection/ Tomasz Kizny)

paysannes, dont l'agriculture est arriérée et les conditions de vie déplorables. Vient s'ajouter à cet étouffement des peuples de Russie une répression des éléments révolutionnaires hostiles au pouvoir, qui développent en retour des modes d'action politiques d'une extrême brutalité et exploitent la violence des masses à des fins stratégiques. Ces formes de violences militaires, policières, économiques et sociales vont progressivement se combiner au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles au point d'être à l'origine de la croissance des mouvements insurrectionnels et de la convergence des luttes anti-militaristes, anti-impérialistes et anti-capitalistes au sein de la social-démocratie russe.

Pour comprendre la violence inhérente à la Russie impériale, il faut remonter à ses origines, c'est-à-dire à la charnière des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles de Pierre le Grand, l'un des premiers empereurs autocrates souvent pris en exemple par les bolcheviks, dont Lénine et Staline. Outre sa structure rigoureusement hiérarchisée, le système politique et carcéral qui est mis en œuvre durant trois siècles se fonde sur une répression, un éloignement et un isolement des opposants politiques, souvent associés aux criminels. « Symbole de la cruauté arbitraire de l'autocrate » selon Julie Grandhaye (2019), le bague constitue un rouage essentiel du monde russe, rouage qui s'accompagne de châtiments corporels, d'humiliations et de déchéances des droits civils et politiques. Comme une préfiguration des pratiques bolcheviques à venir, le bague dans son acception russe (*katorga*) véhicule l'idée d'une relégation des condamnés aux marges du pouvoir et de la société civile, dans un souci de prévention et d'autoconservation. Caractérisé par le travail forcé, ce système vise dans le même temps à coloniser les territoires inhospitaliers de la Sibérie et de l'Oural. Dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont plus de 800.000 exilés qui sont envoyés au bague, chiffre certes insignifiant en regard des quelque 1.600.000 détenus en moyenne par an dans les camps du Goulag sous Staline<sup>2</sup>. Mais ce qui marque principalement et durablement l'inconscient collectif du sceau de

la violence (preuves en sont les témoignages de Dostoïevski, Leskov et Tchekhov), ce sont les longues marches effectuées par les forçats de Moscou à la Sibérie orientale : c'est la fameuse Vladimirka, longue de plus de 12.000 kilomètres. La pratique de l'humiliation et de l'épuisement par de longues marches sera reprise par Staline. En atteste la célèbre « route des ossements » de la Kolyma. Loin de fonctionner comme une institution carcérale « classique » enfermant des forçats jugés pour des crimes avérés, le bague sert, d'une part, à éloigner les éléments politiquement dangereux (paysans indociles, décembristes, révolutionnaires, anarchistes) et, d'autre part, à participer au rendement et à la production de l'Empire.

*relégation  
des condamnés  
aux marges du pouvoir  
et de la société civile*

<sup>2</sup> Ce calcul a été réalisé à partir du tableau statistique publié dans Aymé, Rotman et Werth 2019a : 210.



Isaac Levitan, *Vladimirka*, 1892. Route empruntée par les prisonniers du bagne des tsars

La violence du tsarisme ne s'exprime pas uniquement aux marges de son système mais compose le cœur idéologique de son fonctionnement politique. En effet, le Tsar détient les pleins pouvoirs et interdit, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, tout parti et tout syndicat d'opposition. L'*Okhrana*, la police secrète qui reprend les fonctions de la Troisième Section en 1881, mène une guerre secrète incessante à l'encontre des révolutionnaires ; elle peut à tout moment envoyer en exil un individu seulement suspecté de crime politique. Cette police sert donc à la fois au maintien de l'ordre politique, idéologique et économique et fonctionne grâce à des informateurs infiltrés dans les usines et les groupes de militants, surveillant



Route de la Kolyma. Transport de marchandise sur des traîneaux tirés par des attelages de rennes dans les années 1930 (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

le moindre événement et la moindre opinion. Ces pratiques, on le verra, seront elles aussi reprises et développées par les bolcheviks.

Malgré quelques tentatives de réformes sociales promues sous Alexandre II (comme l'abolition du servage en 1861), la phase d'industrialisation relative initiée par Alexandre III et dont hérite Nicolas II exacerbe les tensions sociales. Une large partie du monde ouvrier et paysan subit alors un modèle économique qui le contraint à vendre sa force de travail ou à exploiter une terre dont la production ne lui appartient pas, tandis que le mode de vie de la cour et de la très haute noblesse ne subit aucune inflexion majeure. S'ajoute à cette phase d'industrialisation, rendue possible par le soutien financier des puissances occidentales, une propension colonialiste qui se heurte à des ethnies minoritaires soumises au joug impérial et à ses politiques de russification<sup>3</sup>. L'expansion coloniale est stoppée en 1904-1905 par la guerre russo-japonaise, moment qui aboutit à un premier temps fort dans le processus révolutionnaire, puis par la Première Guerre mondiale. On peut donc définir l'idéologie tsariste du début du XX<sup>e</sup> siècle comme une alliance complexe d'autocratie autoritaire, de paternalisme, d'orthodoxie religieuse, d'exploitation des mains-d'œuvre, de colonialisme et de militarisme. Pierre Broué définit plus restrictivement cette idéologie en ces termes : « l'autocratie tsariste exerce une véritable tutelle sur la vie économique et sociale du pays, justifie ses méthodes de coercition par une idéologie paternaliste de droit divin » (Broué 1963 : 23).

*autocratie,  
paternalisme,  
orthodoxie religieuse,  
exploitation de  
main-d'œuvre,  
colonialisme  
et militarisme*

<sup>3</sup> L'Église orthodoxe tire profit de ces campagnes de russification, qui s'accompagnent souvent d'une conversion des sujets (c'est notamment le cas pour les Pays Baltes et la Pologne sous Alexandre III).

## *De la violence symbolique à l'insurrection politique*

La violence du régime autocratique se manifeste également à un niveau symbolique dans la différence de statut et de reconnaissance entre des paysans pauvres, souvent déferents envers le tsar, et une cour indifférente, méprisante et détachée des réalités sociales, vivant dans le faste et l'opulence. Commentant la célébration du tricentenaire de la dynastie Romanov en 1913, Orlando Figes met bien en avant ce paradoxe entre un pouvoir vivant dans l'opulence et un peuple que l'on veut soumis et révérencieux. Cette aliénation se réalise notamment grâce à la perpétuation d'un discours idéologique sur le peuple fait de glorification religieuse du pouvoir, d'essentialisme patriotique et d'obéissance servile :

*paradoxe entre  
un pouvoir vivant  
dans l'opulence  
et un peuple  
que l'on veut soumis  
et révérencieux*

La dynastie des Romanov présenta au monde l'image brillante de la puissance et de l'opulence monarchiques au cours de son tricentenaire. Ce n'était pas un simple exercice de propagande. Les rituels d'hommage à la dynastie et la glorification de son histoire étaient assurément destinés à inspirer révérence et soutien populaire au principe de l'autocratie. Mais leur objectif était aussi de *réinventer* le passé, de raconter l'épopée du « tsar populaire », en sorte d'investir la monarchie d'une légitimité historique mythique et d'une image de permanence durable à une époque d'inquiétude où son droit de régner était contesté par la démocratie naissante de la Russie. Les Romanov se rabattaient sur le passé dans l'espoir qu'il les sauverait du futur (Figes 2007a : 51).

Le Tsar Nicolas II se conçoit donc comme un héritier de Dieu et comme un guide du peuple mythifié, expression d'une autocratie de droit divin qui considère le sujet russe, non comme un citoyen, mais comme un être soumis et dévoué à son autorité. Sous l'influence de l'impératrice Alexandra, qui souhaite gouverner en autocrate comme au temps de Pierre le Grand, le Tsar voit dans l'État sa propriété privée, non une structure politique au sein de laquelle il serait nécessaire de négocier et de légiférer. Plutôt que de prôner des réformes au profit d'une monarchie constitutionnelle (*credo* des Octobristes et de certains KD), le pouvoir ne cesse de se penser de façon absolutiste et propriétaire. Le capitalisme qui se développe tardivement et de façon marginale en Russie ne peut nullement être comparé à celui des sociétés occidentales (en raison notamment de l'importance de la paysannerie), tout comme sa classification sociale qui n'est composée que de très peu de bourgeois et de prolétaires. La qualification par les bolcheviks d'une série de paysans comme « capitalistes » repose sur la transposition stéréotypée d'une lecture marxiste sur une réalité échappant au schème « détenteur des outils de production/ salarié exploité et privé d'une plus-value ». Cette réalité ne signifie cependant pas qu'il n'existe aucune fracture sociale ni aucune exploitation, bien au contraire : « les bureaucrates des villes ne savaient rien des affaires de la Russie paysanne, où vivait 85% de la population » (Figes 2007a : 119). La

société russe, bien qu'économiquement arriérée d'un point de vue de l'industrialisation, n'en reste pas moins une société fondée sur une stratification sociale rigide où les titres et fonctions nobiliaires donnent des droits de propriété et d'exploitation. À l'inverse, les paysans pauvres (*muzhiki*) travaillent sur de vastes étendues de terre et ne jouissent d'aucun droit sur ce qu'ils produisent. Si l'exploitation industrielle est loin d'être systématique dans certaines campagnes reculées, la domination et le conservatisme s'y opèrent sur base d'un modèle patriarcal et traditionaliste : « la domination des patriarches paysans ne reposait pas sur l'exploitation capitaliste mais, somme toute, sur une culture orale, où les coutumes du passé, transmises au fil des générations, servaient de modèles aux actions collectives du village dans le présent et à l'avenir » (Figes 2007a : 198). Cet esprit de conservation permet une reproduction de la hiérarchie sociale en même temps que la perpétuation, par un système fiscal inégalement réparti et fondé sur des privilèges, d'une misère économique de masse.

Il faut relever, face aux tendances réactionnaires et conservatrices des élites impériales, l'existence d'idéaux démocratiques libéraux (notamment au sein de petites aristocraties foncières) qui s'expriment via les *zemstvos*, ces assemblées provinciales qui souhaitent mettre en œuvre des réformes conférant un pouvoir aux localités paysannes. Si l'État tsariste, sa cour et ses bureaucrates sont le plus souvent les partisans d'un autoritarisme monarchique et d'un conservatisme autocratique, des tendances idéologiques tantôt libérales, tantôt progressistes émergent au sein de groupes restreints de la paysannerie, pour certains touchés par un appauvrissement dû à l'abolition du servage<sup>4</sup>. Malgré les quelques projets de tendance libérale d'Alexandre II, assassiné en 1881 par des militants de *Narodnaïa Volia* (un groupe populiste russe<sup>5</sup>), un rétablissement de l'autoritarisme et une perpétuation de l'exploitation s'opèrent sous Alexandre III. Il est d'ailleurs important de noter que le frère aîné de Lénine, Alexandre Oulianov, membre de *Narodnaïa Volia*, est exécuté après une tentative d'assassinat d'Alexandre III. Pour comprendre les origines complexes du populisme russe, des *Narodniki* jusqu'aux SR, on renverra à l'ouvrage important de Federico Tarragoni, *L'Esprit démocratique du populisme* (2019). Autre fait significatif d'une inculcation de l'humiliation sociale à l'origine des révoltes paysannes, la pratique du fouet qui se perpétue après l'abolition du servage permet de comprendre le sentiment de vengeance

et le désir de violence qui se sont constitués dans les franges les plus pauvres de la paysannerie.

*un sentiment de vengeance  
et un désir de violence  
se sont constitués  
dans les franges  
les plus pauvres  
de la paysannerie*

<sup>4</sup> Orlando Figes prend l'exemple de Gueorgui Lvov qui, dans la province de la Toula, tente de promouvoir dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle une conception à la fois libérale et progressiste du *zemstvo*.

<sup>5</sup> Il faut comprendre le terme *populisme* dans un sens nettement différent de l'acception actuelle. Reprenant plusieurs thèses socialistes et le *credo* de tendance anarchiste « Terre et Liberté », le populisme russe entend restituer au peuple sa souveraineté en opposition à l'exploitation impérialiste. Plusieurs courants s'affrontent, certains étant partisans d'une voie terroriste radicale, d'autres d'une voie plus légaliste et axée sur la propagande au sein de la paysannerie. *Narodnaïa Volia* signifie « liberté du peuple ». D'autres groupes populistes se sont formés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment « Droit du peuple », dont Mikhaïl Romas (proche de Maxime Gorki) est un militant important. Romas souhaite développer des coopératives bon marché en opposition au grand commerce, pratique qui sera rendue également impossible sous le régime soviétique. La singularité de l'idéologie populiste, en ce sens radicalement différente de celle des bolcheviks, réside dans la conviction selon laquelle il n'est pas nécessaire de passer par une phase capitaliste pour qu'advienne le communisme : « au cœur de leur philosophie, se trouvait l'idée que les coutumes égalitaires de la commune paysanne pouvaient servir de modèle à la réorganisation socialiste de la société. Si le village était protégé contre les intrusions du capitalisme, la Russie, croyaient-ils, pouvait s'acheminer directement vers l'utopie socialiste sans passer par le "stade du développement bourgeois" – avec tout ce qu'il comportait de traits négatifs – comme cela s'était produit en Europe occidentale. L'ancienne commune villageoise serait préservée comme base du communisme russe » (FIGES 2007a : 185). Maximilien Rubel montre également, textes et actes à l'appui, en quoi Marx pouvait être plus proche du populisme russe et de sa conception de la propriété collective que du bolchevisme.



Membres de *Narodnaia Volia*, groupe qui s'est opposé par la voie armée à l'autocratie tsariste (© Alamystock)

La combinaison d'une série d'idéologèmes propres à l'impérialisme des tsars russes trouve à s'exprimer dans la violence de deux conflits militaires du début du XX<sup>e</sup> siècle : d'une part la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et, d'autre part, le conflit mondial qui oppose les alliés aux empires austro-hongrois et allemand de 1914 à 1918. Particularisés par l'idéal d'extension et de préservation de l'empire colonial et par une exploitation extrême de la violence industrielle, ces deux conflits accéléreront le processus révolutionnaire de 1905-1917 et scelleront le sort de l'Empire. Ils rendront possibles la fédération des revendications du mouvement ouvrier et l'avènement de la social-démocratie, qui voit dans la Première Guerre mondiale une guerre de classes soumettant davantage encore les peuples aux intérêts des puissances économiques et à leurs revendications nationalistes-impérialistes. Enfermé dans une forme d'« auto-illusion » et dans un entre-soi de classe, la société tsariste a elle-même participé à l'émergence d'une conscience révolutionnaire qui, par vengeance et réaction, a voulu rompre avec un déséquilibre de plus en plus flagrant en ce début de XX<sup>e</sup> siècle.

Ces formes de violences en tout genre participent à l'institutionnalisation d'un contexte criminogène au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, contexte qui est au fondement des pratiques clandestines, radicales et insurrectionnelles de la social-

démocratie russe. Orlando Figes, qui analyse le rôle déterminant du roman social dans la formation des révolutionnaires au XIX<sup>e</sup> siècle, montre en quoi le roman *Que faire ?* de Nikolai Tchernychevski paru en 1862 a pu servir comme modèle du révolutionnaire renonçant aux plaisirs de la vie, se forgeant une volonté de surhomme et se rendant insensible aux souffrances engendrées par la révolution (Figes 2007a : 262 et Tchernychevski 2017). Plus encore, le *Catéchisme révolutionnaire* de Sergueï Netchaïev écrit en 1869, à propos de qui Bakounine (qui est peut-être le coauteur de l'ouvrage) admet qu'il fut profondément marqué par les répressions policières et par ses incarcérations, a influencé les bolcheviks par son injonction à l'endurcissement, à la froideur révolutionnaire et au crime politique (Netchaïev 2019). La génération de révolutionnaires en germe au tournant du siècle serait dès lors le résultat direct d'une époque de banalisation et d'instrumentalisation de la violence politique en même temps que l'émanation d'une pensée réagissant consciemment à cette époque. Résulte de cette situation un « effet cumulé d'années de tueries, qui nourrissent le cynisme, l'indifférence et l'insensibilité envers les victimes de la cause » (Figes 2007a : 276). On ne peut toutefois mettre sur un pied d'égalité les pratiques du régime tsariste et celles du régime soviétique à venir, ce dernier systématisant très vite, grâce à un appareil bureaucratique, une logique carcérale et répressive d'une ampleur inégalée.

Cette logique est pourtant réfutée par Gueorgui Plekhanov, théoricien de la première heure du marxisme du POSDR. Celui-ci rejette l'usage de la terreur et soutient l'idée d'une émancipation démocratique du prolétariat. C'est toutefois bien une combinaison de facteurs divers – éducation dans la violence, contexte de guerres impérialistes, terreau insurrectionnel, radicalité idéologique, système extrêmement inégalitaire, criminalisation des révolutionnaires – qui a favorisé l'émergence d'une pratique politique au sein de laquelle l'action violente est conçue comme un moteur de l'histoire.



Sergueï Netchaïev, révolutionnaire d'une extrême brutalité ayant influencé les bolcheviks

*éducation dans la violence,  
guerres impérialistes,  
insurrections,  
radicalité idéologique,  
système extrêmement  
inégalitaire,  
criminalisation  
des révolutionnaires*



*militants du POSDR,  
dont Lénine et Martov*

## deuxième chapitre

# LUTTES ENTRE BOLCHEVIKS ET MENCHEVIKS

### *La constitution du POSDR*

Le parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), créé à Minsk en mars 1898, s'inscrit en directe réaction à un contexte hostile envers l'émancipation de la classe ouvrière. D'obédience marxiste et inspiré des théories de Gueorgui Plekhanov, il se réunit dans un premier temps clandestinement et fédère diverses organisations militantes, intellectuelles et ouvrières. Dès ses origines, malgré la volonté commune de rester un parti clandestin<sup>6</sup>, le POSDR est traversé par des divergences idéologiques qui sont à l'origine de la scission entre bolcheviks (majoritaires) et mencheviks (minoritaires). Ces divergences se concentrent principalement autour du rôle du Parti dans l'action révolutionnaire et du type de dialogue que celui-ci doit nouer avec le prolétariat. Moins partisans de l'illégalisme systématique, et par conséquent considérés comme plus modérés, les mencheviks – sous la direction de Martov – soutiennent l'idée d'une exploitation de la révolution démocratique bourgeoise afin de

faire reconnaître le mouvement ouvrier et ses structures (syndicats, partis, mutuelles, presses). L'objectif est de provoquer la chute du tsarisme par l'organisation de la lutte ouvrière et d'instaurer un régime de reconnaissance démocratique au sein duquel une conquête parlementaire doit se réaliser sans compromission. *A contrario*, les bolcheviks – sous l'autorité de Lénine – défendent une conception nettement plus radicale et insurrectionnelle, n'offrant que peu de concessions aux institutions bourgeoises et se fondant sur l'idée d'avant-garde révolutionnaire. À l'inverse du *credo* davantage démocratique et parlementariste des mencheviks, les bolcheviks prônent l'alliance de la classe prolétarienne et de la classe paysanne afin de constituer une dictature du prolétariat sur la bourgeoisie. Cette dictature, qui devait selon Marx être provisoire, vise à inverser la logique capitaliste

<sup>6</sup> Le parti est en réalité contraint de s'exiler après l'arrestation du comité central et des congressistes de 1898.

afin de provoquer le passage à la révolution socialiste. La révolution s'effectuerait donc en deux temps : une révolution politique par la prise de pouvoir de l'avant-garde révolutionnaire et une révolution sociale et économique par l'insurrection du prolétariat dirigé par cette avant-garde « consciente » que forme le parti. Peu de place est donc laissée à la spontanéité révolutionnaire dans la conception léniniste (voir sa critique du « culte du spontané » dans *Que faire ?*), qui accorde une importance majeure au dirigisme et à l'appareil de parti, contrairement aux mencheviks qui défendent l'idée d'un parti de masse exploitant la « force créatrice » du prolétariat et non celle d'une avant-garde éclairée.

*peu de place  
est laissée  
à la spontanéité  
révolutionnaire dans  
la conception léniniste*

L'opposition entre bolcheviks et mencheviks trouve son origine dans le deuxième congrès du POSDR qui se tient à Bruxelles puis à Londres en 1903. Cette opposition, qui n'est pas encore une réelle scission, fait suite à une querelle de statuts, à des conceptions divergentes de l'internationalisme et à la parution du célèbre texte de Lénine l'année précédente, *Que faire ?* Ce manifeste est une réponse directe aux tendances réformistes d'Eduard Bernstein, qui est à l'origine d'un socialisme non marxiste en Allemagne, en France et en Russie. Le réformisme est un courant au sein de la social-démocratie qui rompt avec l'idée de révolution au profit d'un investissement de la voie parlementaire. L'un des tours de force de Lénine dans *Que faire ?* consiste à qualifier les réformistes et les spontanéistes d'« opportunistes » ou d'« économistes » au sein de la tendance social-démocrate, terme qui vise à discréditer un ennemi intérieur sur base de ses intentions supposées (et qui discrimine tant les mencheviks que les socialistes-révolutionnaires). Face à cette propension à l'amaigrissement de la réflexion théorique révolutionnaire au profit de l'action pratique parlementaire, Lénine répond : « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme » (Lénine 1966 : 78-79). Comme le note justement Claudie Weill (1975 : 355), la scission

entre bolcheviks et mencheviks n'est nullement évidente et recouvre une progressive prise de conscience d'un désaccord entre des camps qui ne sont pas imperméables l'un à l'autre et qui ne sont pas homogènes.

Le paradoxe de la suspicion d'opportunisme et d'économisme formulée à l'encontre des mencheviks est qu'elle peut tout à fait caractériser l'attitude des bolcheviks lors de la guerre civile de 1918-1922. Ceux-ci considèrent en effet à ce moment, une fois le pouvoir acquis, que les querelles idéologiques des anarchistes, des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires sont des causeries inutiles. Dans *Que faire ?*, Lénine insiste sur la nécessité de développer une conscience de classe au sein du prolétariat et dénonce en bloc les thèses spontanéistes de la social-démocratie. Ce parti pris théorique est perceptible dans la formule récurrente chez Lénine qui rejette « l'écrasement de la conscience par la spontanéité » (Lénine 1966 : 91-92). L'abandon de la théorie révolutionnaire au profit d'un spontanéisme se solde selon Lénine par un renforcement de l'emprise de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers. Un temps isolé entre 1903 et 1904, Lénine organise un groupe bolchevique sous le nom de « bureau des comités de la majorité » qui publie son propre journal, *V period*, à partir de janvier 1905. Un troisième congrès approuve en 1905 les orientations bolcheviques, tandis que se

développe et s'affirme progressivement en Russie le mouvement ouvrier. Celui-ci se voit investi par des formations bolcheviques, tandis que le premier Soviet de Saint-Pétersbourg est organisé par les mencheviks, dont Trotski qui en devient très vite le président. La croissance du mouvement ouvrier dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle va amener le Tsar à une réaction de violence visant à freiner ce qui s'apparente à une politisation sous l'influence des différentes mouvances sociales-démocrates et socialistes-révolutionnaires.

*la croissance  
du mouvement ouvrier  
dans les premières années  
du XX<sup>e</sup> siècle  
va amener le Tsar  
à une réaction de violence*

### ***La fabrication de criminels en puissance***

Si l'on s'attarde sur le substrat idéologique du discours léniniste du tout début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est pour comprendre la radicalisation qui est à l'œuvre dans ses écrits ultérieurs, notamment dans *L'État et la Révolution* (1917). Malgré un continuum, les thèses du théoricien social-démocrate contrastent avec les appels à la violence du praticien bolchevique. Une constante se dégage toutefois : la conception non spontanéiste et dirigiste de la révolution constitue le fondement des pratiques bolcheviques futures. La justification des moyens politiques au nom des finalités révolutionnaires dictées par le parti est au cœur de l'idéologie léninienne. Celle-ci repose sur l'idée que le prolétariat, soumis à des tendances idéologiques contradictoires, doit être guidé dans son action révolutionnaire par une avant-garde consciente, structurée et hiérarchisée. L'idéologie dirigiste et centralisée du parti est en réalité le résultat d'un contexte, celui de la clandestinité à laquelle est soumis le POSDR au tout début du XX<sup>e</sup> siècle. En effet, puisque la lutte

ouvrière ne peut se mener librement au sein du milieu ouvrier, le parti est contraint de définir son action au travers d'une discipline rigoureusement organisée et planifiée. C'est ce que plusieurs commentateurs, dont Orlando Figes, analysent comme une logique « clanique » constitutive du futur autoritarisme dirigiste du parti bolchevique. Comme le relève Pierre Broué, « c'est le caractère autocratique de l'État russe, c'est la toute-puissance de l'arbitraire policier qui ont contraint les social-démocrates [*sic*] russes à bâtir leur parti à partir d'un secteur clandestin [...]. La clandestinité est évidemment favorable au centralisme autoritaire » (Broué 1963 : 47-52). La répression des opposants politiques est en effet définitoire des politiques tsaristes ; elle peut remonter à la pratique du bagne ou aux arrestations au sein des *zemstvos*, qui furent parfois les antichambres d'une forme de radicalité libérale et démocratique<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> En 1903, un parti clandestin du nom d'« Union de libération » a tenté de se constituer autour de revendications parlementaristes et anti-autocratiques.

Les révolutionnaires sont donc sujets à des politiques de discrimination et de criminalisation qui les placent dans une marginalité voulue et organisée par le pouvoir tsariste. La dénonciation d'une justice punitive et criminalisante similaire à celle de l'autocratie tsariste est formulée par Victor Serge. Celui-ci montre, par un cas fameux, comment le bagne (français comme russe) est pour tout révolutionnaire une école de violence et de marginalité, une cohabitation avec la mort :

Cette justice m'était odieuse [...]. Dieudonné, l'innocent reconnu innocent, fut gracié, c'est-à-dire envoyé au bagne à perpétuité. Bizarre justice. Lui que j'avais vu terrifié à l'idée de la mort, vieilli en quelques mois de vingt ans, soutint pendant dix-huit ans une lutte incroyable pour vaincre le bagne, s'évada plusieurs fois, fut repris dans la selva, enfermé dans les quartiers cellulaires pendant des années, s'évada enfin sur une échelle à travers la mer tropicale, délira de soif et de fièvre, tint tête aux requins, aborda dans un lieu désert, gagna le Brésil (Serge 1951 : 48-49).

*marginalité voulue  
et organisée  
par le pouvoir tsariste*



Victor Serge, révolutionnaire d'origine russe, né en Belgique. D'abord proche des bolcheviks envers lesquels il développe une critique lucide, il devient violemment antistalinien  
(© Alamystock)

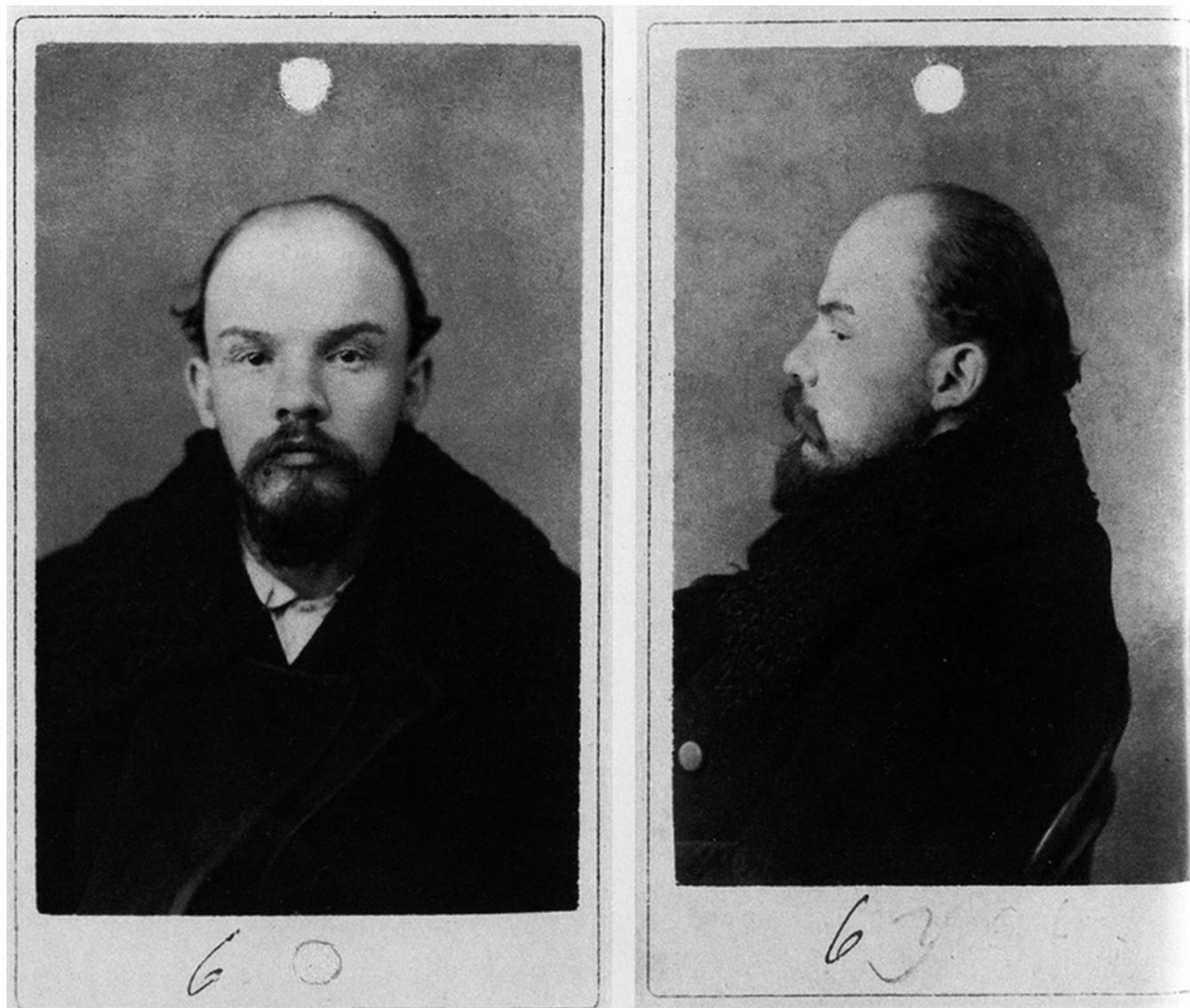
L'œuvre de Victor Serge est une clef de lecture importante pour comprendre le retournement à l'œuvre entre un système tentant de broyer les révolutionnaires criminalisés et la mise en place par ceux-ci d'une nouvelle logique de criminalisation des opposants politiques. S'il n'évoque pas directement le cas de la *katorga* tsariste, son analyse du bagne français peut être aisément étendue à la marginalisation et à la répression des révolutionnaires russes, comme le suggère son autre travail *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression* (2010), réédition des *Coulisses d'une Sûreté générale* paru en 1925. Ce texte montre en quoi les pratiques de l'*Okhrana*, la police secrète des tsars, ont servi la radicalisation révolutionnaire et comment l'agitation et la provocation créent les conditions d'une lutte violente. L'appareil carcéral des tsars au début du XX<sup>e</sup> siècle, analogue à plusieurs titres à celui instauré ailleurs en Europe (dont en France), est une véritable fabrique de « criminels professionnels » : « à la longue, cette meule fabrique des invertis, des détraqués, des êtres chétifs et viciés, incapables d'aucune réadaptation, voués en somme à devenir des clochards de la Maub' ; et aussi de "durs" irréguliers, trempés par la souffrance » (Serge 1951 : 53). L'éducation à la « dureté », à la clandestinité et à l'illégalité est l'un des facteurs explicatifs de la violence politique instaurée plus tard par les bolcheviks. Combinée à de nouveaux contextes d'extrême violence

(guerre civile, guerre mondiale, guerre froide) et à une radicalité idéologique, cette éducation justifie pour eux l'instauration d'un autoritarisme politique comme moyen de conservation du pouvoir. Comme le suggère Orlando Figes, les années de clandestinité et l'inculcation des formes d'organisation violentes et extralégales permettent de comprendre, en retour, la violence politique du pouvoir bolchevique : « on peut tracer une ligne qui mène directement des rigueurs pénales du régime tsariste au terrorisme des révolutionnaires et, en fait, à l'État policier des bolcheviks » (Figes 2007a : 252).

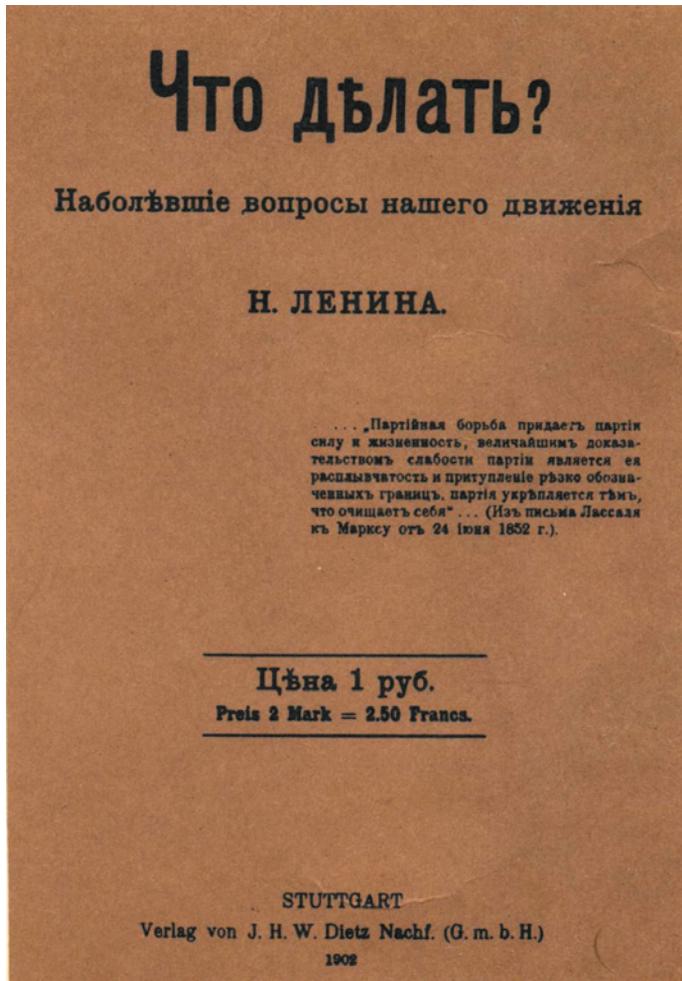
Cette dérive est d'ailleurs fort bien anticipée par Rosa Luxembourg qui dénonce en 1904 dans *Die Neue Zeit* le danger du « bureaucratisme » et de l'« ultra-centralisme » bolcheviques. Ces deux tendances propres à l'idéologie léninienne sont une directe réaction à la marginalisation et à l'éclatement de la social-démocratie russe voulus et orchestrés par l'autocratie tsariste. La critique que réalise Rosa Luxembourg à propos du dirigisme centralisé porte sur un refus des thèses anti-spontanéistes développées dans *Que faire ?* Lénine et les bolcheviks risquent en effet selon la théoricienne allemande de sanctionner les « grands actes créateurs de la lutte de classe souvent spontanée, qui cherche son chemin » (Luxembourg 2006 : 11-13). Le parti pris idéologique de Lénine serait, selon Maximilien Rubel à la suite

de Rosa Luxembourg, une trahison de la pensée de Marx, qui souhaitait avant tout fonder l'action révolutionnaire sur une confiance dans l'action concrète du prolétariat en lutte. C'est là, selon Rubel, la conception marxienne du matérialisme historique, c'est-à-dire une vision de l'histoire sociale fondée sur la concrétude des rapports de lutte entre les classes matériellement déterminées et sur leurs mouvements spontanés. Marx ne peut toutefois être défini comme un spontanéiste qui nierait l'importance de l'action consciente et organisée des partis révolutionnaires. S'il ne peut être réduit ni au communisme autoritaire du marxisme-léninisme ni au spontanéisme romantique de certaines tendances socialistes et anarchistes, c'est parce que sa pensée n'est pas faite de principes absolus apposés sur une réalité donnée mais bien d'une critique émergeant et partant de cette réalité matérielle.

*la critique que réalise  
Rosa Luxembourg  
à propos du dirigisme  
centralisé porte sur  
un refus des thèses  
anti-spontanéistes*



Lénine, 1895



Couverture de *Que faire ?* Paru en 1902

Dans *L'Empire russe en révolutions*, Michel Tissier a bien montré après Alexander Rabinowitch en quoi, en plus des oppositions idéologiques entre bolcheviks et mencheviks, il existait une diversité d'opinions entre les bolcheviks eux-mêmes, principalement à propos de la manière dont s'opère la prise de pouvoir. Lénine en personne est perçu avec beaucoup de scepticisme et de suspicion par certains révolutionnaires bolcheviques (dont ses plus proches camarades, Zinoviev, Kamenev et Kalinine) qui voient sa radicalité avec beaucoup de méfiance. La singularité du mouvement bolchevique par rapport aux autres mouvances révolutionnaires réside, bien plus que dans un meilleur leadership, dans sa capacité à exploiter tactiquement les revendications et les initiatives des masses, voire de les anticiper. Autre distinction fondamentale, l'importance de la propagande légale et extralégale définit les stratégies du groupe, guidé par un opportunisme évident. En attestent les nombreux changements de discours de Lénine au gré des évolutions sociales et politiques (période prérévolutionnaire, insurrection de février 1905, révolution de février 1917, prise de pouvoir d'octobre 1917, guerre civile, NEP, etc.). Michel Tissier parle bien de « l'opportunisme idéologique et [du] pragmatisme tactique de Lénine » (Tissier 2019 : 192). Orlando Figes note quant à lui à propos de la stratégie adoptée en préparation de la prise de pouvoir :

« la réunion cruciale du 10 octobre [1917] avait inscrit le soulèvement armé à l'ordre du jour des bolcheviks. Mais aucune date n'avait été fixée et la plupart des dirigeants bolcheviks restaient hostiles à l'insurrection immédiate que demandait Lénine, tandis que certains la repoussaient dans un lointain avenir » (Figes 2007b : 881). Bien que cette observation corresponde avant tout au moment de la prise de pouvoir d'octobre 1917, elle peut s'appliquer aux autres moments de la pensée bolchevique et à la période de la clandestinité comprise entre 1898 et 1917, marquée par de réelles dissensions. La singularité des bolcheviks par rapport aux mencheviks, aux socialistes-révolutionnaires, aux populistes et aux anarchistes repose sur les traits idéologiques suivants : dirigisme, centralisme, anti-spontanéisme, utilisation acharnée de la propagande, clandestinité et exploitation stratégique des diverses formes de violence.

*dirigisme,  
centralisme,  
anti-spontanéisme,  
utilisation acharnée de  
la propagande,  
clandestinité et  
exploitation stratégique  
des diverses formes  
de violence*

## *Du Parti comme État*

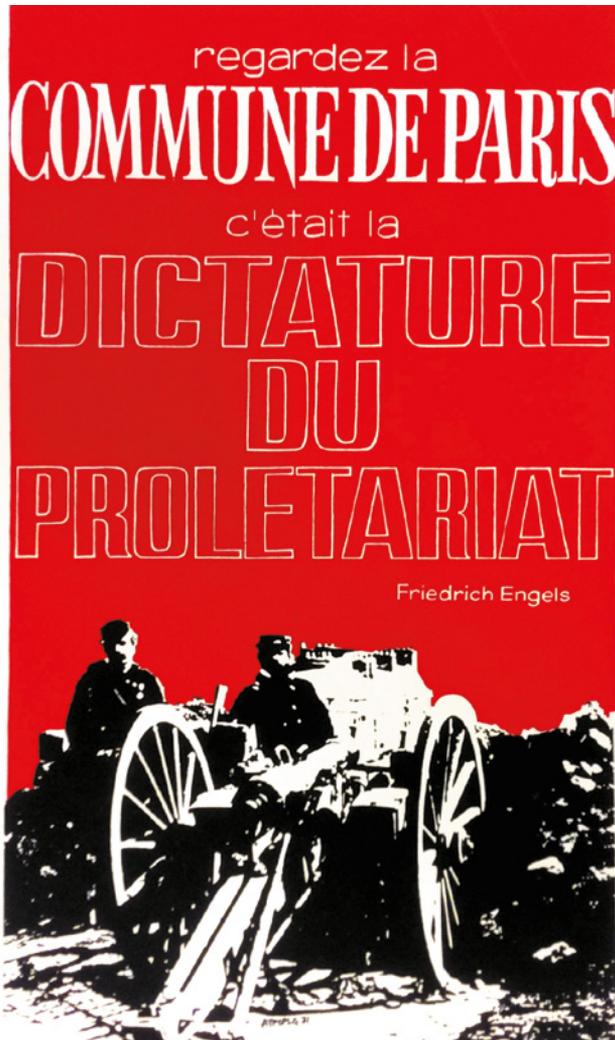
Progressivement, Lénine puise dans une interprétation originale du marxisme les justifications d'une violence exercée par l'État, qui est selon lui « la manifestation de l'antagonisme inconciliable des classes » (Lénine 1925 : 17). L'ouvrage *L'État et la Révolution* est fondamental tant pour comprendre les évolutions idéologiques de Lénine que pour interpréter les événements périphériques à la prise de pouvoir d'octobre 1917. Le livre est en effet rédigé en août-septembre 1917, interrompu en raison des événements d'octobre puis édité en 1921 et réédité après la mort de son auteur en 1925 avec plusieurs ajouts. Dans cette dernière version, que nous utilisons, Lénine invoque une série de textes de Marx et d'Engels afin de justifier l'orientation autoritaire prise par le parti bolchevique, omettant de mentionner les nombreux écrits critiques de Marx sur l'État. Le nouveau dirigeant du pouvoir bolchevique mobilise en réalité la dénonciation marxienne de l'État bourgeois comme caution du nouvel ordre « prolétarien », qui doit pour se

préservé exercer à son tour une domination d'État et non lutter pour sa disparition. Ce texte vise dans le même temps à durcir le ton envers les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks associés par un tour de force rhétorique aux théoriciens bourgeois et petits-bourgeois : « leur notion de l'État est une des preuves les plus manifestes que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks ne sont pas des socialistes, comme nous, bolcheviks, l'avons toujours démontré, mais des démocrates petits-bourgeois à phraséologie approximativement socialiste » (Lénine 1925 : 19). Ce discrédit formulé à l'encontre des opposants politiques les plus directs est typique de la rhétorique léninienne et de la séparation « ami-ennemi » analysée par Rita di Leo. La dimension caricaturale de l'argumentation léninienne vise avant toute chose à instiller dans l'inconscient collectif l'idée que les bolcheviks sont les seuls à lutter pour la révolution prolétarienne et que tous les partis s'opposant à eux sont des ennemis de classe.

La thèse de la nécessité d'un État antagoniste sert en réalité à justifier une violence systémique, comprenant forces armées, polices et prisons. *L'État et la Révolution* ne cesse de marteler, comme une obsession, l'antagonisme irréconciliable des classes. Paradoxalement, Lénine cite deux extraits critiques d'Engels à propos de l'État comme instrument de conservation du pouvoir, le premier stipulant qu'« en même temps que les classes, inévitablement, disparaîtra l'État » (Engels, cité in Lénine 1925 : 27), ce que le parti bolchevique rendra progressivement impossible, le second que « dès qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir opprimée [...], il n'y a plus rien à réprimer, et un pouvoir spécial de répression, un État, cesse d'être nécessaire » (Engels, cité in Lénine 1925 : 29). Si Engels insiste bien sur la nécessité d'un pouvoir étatique (permettant la redistribution des moyens de production et l'organisation des services), c'est pour mieux pointer la nécessité de son caractère transitoire et le processus d'autodestruction dans lequel la révolution l'a placé. Il s'agit selon Engels d'un contre-État et non d'un calque de l'État bourgeois, dont les bolcheviks préservent en réalité les principales caractéristiques et institutions (domination, logique propriétaire, productiviste et industrialiste, appareils carcéraux). Ceux-ci délaissent par ailleurs les leviers démocratiques (liberté de presse, suffrage universel, assemblée constituante, séparation des niveaux de pouvoir, liberté de pensée<sup>8</sup>). Lénine puise dans l'idée

engelsienne de la nécessité d'une révolution violente *contre* l'État le prétexte à l'exercice d'une violence *d'État*. Tandis qu'Engels voit dans la Commune de Paris (1871) la réalisation de l'idée de dictature du prolétariat, ce que Lénine n'omet pas de mentionner, celui-ci la conçoit comme l'exercice institutionnalisé d'une dictature permanente, non comme une contre-réaction momentanée luttant pour la reconnaissance des droits de la majorité.

<sup>8</sup> Victor Serge dénonce en ce sens le dogmatisme du bolchevik Krauterkrafft : refus d'une dictature sans merci, de la suppression de la liberté de la presse, de la révolution autoritaire et de l'enseignement marxiste (Serge 1951 : 71).



Affiche réalisée dans le cadre de l'Atelier populaire de Liège en 1971. Elle met en avant l'interprétation de la Commune de Paris comme « dictature du prolétariat » réalisée par Engels et Marx, preuve d'une divergence profonde entre la dictature bolchevique et le communisme marxien-engelsien (© IHOES)

Le théoricien bolchevique opère une interprétation marxiste-léniniste justifiant l'instauration d'une dictature policière et d'une répression impitoyable : « le prolétariat doit absolument posséder le pouvoir d'État, organisation de force centralisée, organisation de force brutale, afin de réprimer la résistance des exploités et *d'entraîner* la masse énorme de la population – paysannerie, petite bourgeoisie, demi-prolétariat – dans l'édification de l'économie socialiste » (Lénine 1925 : 41). Nouveau paradoxe, ces trois classes seront les cibles principales des arrestations dès le lendemain de la révolution : paysans, intellectuels, prostituées et délinquants seront systématiquement déportés et envoyés en camps. Très vite, qu'il s'agisse d'Alexandre Berkman, d'Evguénia Iaroslavskaïa-Markon ou de Victor Serge, les événements postrévolutionnaires sont qualifiés de contre-révolutionnaires et de dictature du parti sur le prolétariat. Ce renversement a été rendu possible par un contexte d'hostilité antibolchevique généralisée mais aussi par les évolutions de l'idéologie léninienne, motivée par une conservation autoritaire et sans concession du pouvoir et par une interprétation opportuniste des textes de Marx et Engels. À propos de la répression du *lumpenprolétariat*, du sous-prolétariat russe, Evguénia Iaroslavskaïa-Markon note dans son interrogatoire au camp des Solovki :

La classe à laquelle j'appartiens, selon moi, est celle de tous les déclassés, aussi bien les criminels de droit commun que les intellectuels asociaux, et, en règle générale, tous ceux qui méprisent l'opinion publique, qui la provoquent et luttent avec franchise pour affirmer leur individualité dans tout son éclat. Je trouve la politique répressive du pouvoir soviétique à l'égard de la pègre d'une scandaleuse hypocrisie (exiler, déporter, ce n'est pas résoudre le problème de la criminalité, mais l'éluider), c'est trahir un groupe qui dès le début a soutenu ardemment la révolution et n'a jamais été lié à aucune notion de propriété.

J'ai sympathisé autrefois avec le parti des bolcheviks [...], mais à présent je n'admets aucune coopération avec un pouvoir soviétique qui discrédite les idéaux de la révolution et se cache hypocritement sous le nom de soviets dont il ne fait en réalité aucun état, gouvernant selon les mots d'ordre d'une poignée d'intellectuels – le Comité central, cramponné au pouvoir (Iaroslavskaïa-Markon 2017 : 125-126).

La pérennisation des institutions policières et carcérales du nouveau pouvoir bolchevique, dans sa dimension de plus en plus étatique et bureaucratique, contraste radicalement avec la thèse du *Manifeste du parti communiste* que Lénine connaît parfaitement : « le prolétariat ne saurait terrasser la bourgeoisie avant d'avoir conquis le pouvoir politique, avant de s'être assuré la domination politique, avant d'avoir érigé en État le "prolétariat organisé en classe dominante" – et que cet État prolétarien commencera à dépérir aussitôt après sa victoire, vu que, dans une société d'où sont exclus les antagonismes de classes, l'État est inutile et impossible » (Lénine 1925 : 44). Les deux institutions définitives de l'État bourgeois selon Lénine, à savoir la bureaucratie et l'armée permanente, sont poussées à l'extrême dans

le régime bolchevique, contredisant les idées marxistes-léninistes elles-mêmes.

*la réalité montrera  
l'institutionnalisation  
d'un État autoritaire  
préservant une série  
de composantes types  
de l'État bourgeois*

Pour finir, afin de comprendre les divergences entre les différentes mouvances au sein de la social-démocratie, il faut revenir sur les attaques de Lénine envers Plekhanov, Bernstein, Kautsky et les mencheviks à propos du rôle de l'État et du parti. Il leur reproche de ne pas penser de façon suffisamment rigoureuse l'injonction à la destruction de l'État que doit mettre en œuvre le parti centralisé. Paradoxalement, le discours de Lénine interprète la dictature du prolétariat comme un « démocratisme prolétarien », une « démocratie pour le peuple » (Lénine 1925 : 146) qui rompt avec les institutions favorables à la classe bourgeoise dans la démocratie libérale (propriété privée de production, salaire avec plus-value, suprématie du capital sur le travail). Or, comme on l'a vu et comme on aura l'occasion d'y revenir dans les chapitres suivants, la réalisation de cette idée par les bolcheviks s'apparente davantage à une dictature sur le prolétariat qu'à une démocratie prolétarienne. De même, bien qu'il défende le remplacement de l'État bourgeois par un État ouvrier devant mener ensuite à sa dissolution, la réalité montrera l'institutionnalisation d'un État autoritaire préservant une série de composantes types de l'État bourgeois. Victor Serge, bien que rallié au début des années 1920 à la cause bolchevique avant de devenir antistalinien, voit dans les mencheviks, et non dans les bolcheviks, les véritables défenseurs de cette forme de « démocratie ouvrière » :

Je rencontrais les leaders mencheviks et quelques anarchistes. Les uns et les autres dénonçaient avec raison l'intolérance du régime [bolchevique], bien décidés à refuser aux dissidents de la révolution le droit à l'existence, et les excès de la terreur. [...] Ils [les mencheviks] réclamaient l'abolition de la Tcheka, ils préconisaient le retour à la démocratie soviétique. Un groupement anarchiste préconisait la Fédération des communes libres ; d'autres ne voyaient d'issue que dans de nouvelles insurrections, tout en reconnaissant que la famine rendait impossible les progrès de la révolution. [...] Les mencheviks me parurent admirablement intelligents, probes, dévoués au socialisme, mais complètement dépassés par les événements. Ils représentaient un principe juste, celui de la démocratie ouvrière, mais dans une situation si pleine de périls mortels que l'état de siège ne permettait pas le fonctionnement d'institutions démocratiques (Serge 1951 : 83).

Mais pour bien comprendre cette « situation si pleine de périls », il est nécessaire de revenir en amont de la révolution et des dérives autoritaires des bolcheviks (notamment à l'encontre de leurs anciens alliés). Le parcours idéologique qui vient d'être réalisé du *Que faire ?* à *L'État et la Révolution* doit maintenant être confronté à la réalité sociohistorique des années 1905 à 1917.







*caricature réalisée  
par Boris Koustodiev  
à propos de la répression  
de 1905 orchestrée par  
le régime tsariste*

# *troisième chapitre*

## **DE LA RÉPRESSION DE 1905 AU CONFLIT MONDIAL**

### *L'usine Poutilov, foyer des révolutions*

La première révolution de 1905 marque une réelle évolution tant dans l'histoire sociale de la Russie que dans la pensée insurrectionnelle des sociaux-démocrates. Sur fond de crise sociale et de fronde populaire<sup>9</sup>, un premier mouvement de contestation émerge en réaction aux politiques impérialistes et bellicistes du Tsar. Le contexte révolutionnaire de 1905-1907 est en effet le résultat, entre autres, de la guerre russo-japonaise qui devait paradoxalement, selon le ministre Viatcheslav Plehve, colmater les poussées révolutionnaires auxquelles il ne devait pas survivre<sup>10</sup>. Michel Tissier note que « la violence extrême des combats dans la guerre contre le Japon frappa les esprits. Du côté russe, elle signifia d'abord que les recrues paysannes, transportées en nombre sur la ligne neuve du Transsibérien pour rejoindre le front en Extrême Orient, y moururent par dizaines de milliers » (Tissier 2019 : 38). Outre cet événement emblématique de la politique coloniale du Tsar, la répression dans le sang de la manifestation des ouvriers de Saint-Pétersbourg

en janvier 1905 devant le Palais d'Hiver, symbole du pouvoir autocratique, fait de nombreuses victimes mais permet dans le même temps au prolétariat d'apparaître au grand jour et de prendre conscience de lui-même (on dénombre plusieurs dizaines de milliers de manifestants). Avant cela, en décembre 1904, d'autres manifestations d'étudiants et d'ouvriers à Moscou et à Saint-Pétersbourg sont violemment réprimées, de même que des grèves dans le Caucase et à Bakou.

<sup>9</sup> Plusieurs révoltes paysannes se déclenchent dans des propriétés foncières d'Ukraine sous l'influence d'agitateurs révolutionnaires dans les années 1901-1904, pour certains héritiers du terrorisme populiste russe du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>10</sup> Plehve est assassiné en 1904, dans un véritable contexte d'assassinats politiques (outre le ministre de l'instruction publique tué en 1901, le grand-duc Serge, oncle de Nicolas II, est assassiné en février 1905). Les socialistes révolutionnaires (SR) commettaient régulièrement des crimes perçus par une certaine opinion comme des actes de justice. Stolypine, au pouvoir comme premier ministre depuis 1906, est quant à lui assassiné en 1911.

Le mouvement insurrectionnel de janvier 1905 trouve son origine dans le conflit social de l'usine Poutilov, véritable foyer des révolutions, où les ouvriers débrayent sous le patronage du prêtre orthodoxe Gueorgui Gapone. Ceux-ci réclament un droit de représentation et d'auto-détermination, un affranchissement de la tutelle de leurs dirigeants et des avancées démocratiques réelles en réaction à la domination effective qu'ils subissent au sein des usines.

Michel Tissier a reproduit un extrait essentiel de la pétition adressée au Tsar au nom des ouvriers. Ce document traduit à la fois une forme de déférence paternaliste envers le monarque (tutoyé comme père du peuple mais constamment nommé « Sire ») et un réquisitoire à l'encontre de l'oppression quotidienne vécue dans les usines. Ce réquisitoire n'est nullement une lamentation mais au contraire une revendication (diminution du temps de travail, augmentation du salaire, modification de la maîtrise de l'usine, organisation de soins, amélioration des conditions de travail) ; il est la trace d'une forme bien particulière d'idéologie syndicaliste, à la fois ouvertement critique envers le gouvernement impérial (non envers l'*imperator* lui-même) et partisane d'un légalisme dans le processus insurrectionnel. Plusieurs fois l'analogie est faite entre une mort préférable et le marasme lié aux conditions de vie et de travail déplorables. Si une conscience de classe et une tendance autonomiste se dégagent bien de ce discours, les revendications n'en restent pas moins attachées à un respect des voies parlementaires et se centrent sur la nécessité d'un suffrage universel et une volonté égalitariste :

*l'analogie est faite  
entre une mort préférable  
et le marasme lié  
aux conditions de vie  
et de travail déplorables*

La représentation du peuple est indispensable, il faut que le peuple s'aide lui-même et se gouverne par lui-même. Lui seul en effet connaît ses véritables besoins. Ne repousse pas son aide, accepte-la, ordonne immédiatement que soient convoqués tout de suite des représentants de la terre russe, de toutes les classes, de tous les états, y compris des représentants des ouvriers. Que soient là le capitaliste comme l'ouvrier, le fonctionnaire, le prêtre, le médecin et l'instituteur, et que tous, quels qu'ils soient, élisent leurs représentants. Que chacun soit égal et libre dans le droit de vote, et pour cela ordonne que les élections à l'assemblée constituante se fassent au suffrage universel, secret et égal. C'est là notre requête principale, c'est en elle et sur elle que tout repose, c'est le principal et unique emplâtre pour nos plaies douloureuses, sans quoi ces plaies ne vont cesser de suppurer et nous conduire rapidement à la mort (cité in Tissier 2019 : 42).

On retrouve plusieurs éléments propres à une forme de démocratie sociale défendue par une part croissante de citoyens russes : auto-détermination du prolétariat, élection de représentants de classe, égalité de droit, suffrage universel. Ce discours, s'il s'inscrit bien dans la reconnaissance du mouvement ouvrier, contraste toutefois avec la méthode et la pensée bolcheviques par son respect des représentants des autres classes sociales, respect motivé par une exploitation de l'action parlementaire. Face à la conception dure de la dictature du prolétariat chez les bolcheviks et à la démocratie ouvrière radicale chez les mencheviks, cette forme de démocratie sociale représente une voie modérée face à l'autocratie tsariste. La manifestation spontanée et pacifique du 9 janvier 1905 rassemblant hommes et femmes est réprimée par les Cosaques (cette garde

rapprochée du Tsar), qui font des centaines de morts et de très nombreux blessés. Ce moment marque profondément les esprits pour plusieurs années, il constitue en quelque sorte le premier temps fort du processus révolutionnaire initié par la masse grandissante du prolétariat.



Affiche originale du *Cuirassé Potemkine* de Sergueï Eisenstein relatant la mutinerie de juin 1905

Plusieurs grèves et manifestations se succèdent alors dans l'Empire, elles aussi réprimées dans le sang, notamment à Varsovie et à Riga. Le Tsar est contraint de faire des concessions et crée une Douma (assemblée législative) et une constitution de façade, bien qu'il ne cesse de mater, jusqu'à la fin de l'année, le mouvement insurrectionnel. La Douma d'État qu'il convoque dès août 1905 ne devait avoir aucun pouvoir législatif réel et devait être élue au suffrage censitaire masculin. Toutefois, la parole se libère et plusieurs *oukases* (formes d'édits prononcés par le Tsar) permettent aux sujets russes de formuler des revendications sous forme de pétitions : « par la densité du phénomène, les pétitions contribuèrent à la politisation générale durant la révolution » (Tissier 2019 : 46). Face à une censure débordée, des discours radicalement anti-tsaristes sont tenus par des étudiants ; des violences antiseigneuriales s'expriment dans les campagnes et une propagande révolutionnaire, celle des groupes socialistes-révolutionnaires clandestins, se répand. Un événement symbolique majeur a lieu en juin 1905 à Odessa où la mutinerie des marins du cuirassé Potemkine, suivie de grèves et de manifestations, se solde par une nouvelle répression impitoyable.

## *Soviet et Douma*

L'apothéose est atteinte en septembre-octobre 1905 avec la conjonction d'insurrections qui amènent à une grève générale et à l'instauration d'un contexte d'agitation quasi anarchique. Sous l'impulsion de son ministre Sergueï Witte (pourtant représentant d'une aile droite réactionnaire, qui prône notamment une industrialisation à outrance et une gestion financière stricte et rationalisée des grands chantiers), Nicolas II publie un manifeste de réformes allant dans le sens d'une reconnaissance, certes limitée, des libertés publiques. Accepté par les Octobristes et les Cadets (respectivement partisans d'une monarchie constitutionnelle et d'un libéralisme politique), ce manifeste est jugé insuffisant par les SD (sociaux-démocrates) et les SR (socialistes-révolutionnaires). En réaction à la répression du mouvement ouvrier durant l'année 1905 et à l'insuffisance des mesures, se constituent progressivement, au sein des usines, des conseils de députés ouvriers élus : les soviets.

Cette structure va surprendre les bolcheviks et les obliger à adapter leur stratégie. Ceux-ci y voient, contrairement aux mencheviks qui soutiennent directement les soviets, une concurrence dans la prise de pouvoir. Le Soviet de Saint-Petersbourg est créé en octobre 1905 sous l'impulsion des mencheviks. Démocratiquement et directement élus, les délégués de ces comités ouvriers sont révocables à tout moment et représentent un contre-pouvoir de l'État. Trotski, qui rallie d'abord les mencheviks et qui dénonce les propensions léninistes à la « dictature sur le prolétariat », devient président du Soviet de Saint-Petersbourg. Bien que très différente de l'autoritarisme dirigiste des bolcheviks, une conception centralisée et organisée de l'action prolétarienne est déjà en germe dans cette première forme de pouvoir révolutionnaire, « soviétique ». L'appel aux ouvriers du Soviet de Saint-Petersbourg insiste sur l'importance de la « direction du mouvement » placée dans les mains du « Comité général des ouvriers » :



Ouverture de la Douma impériale, le 10 mai 1906



Assemblée du Soviet de Petrograd en 1917, héritage du premier Soviet de Saint-Petersbourg de 1905 (© Mary Evans/Alexander Meledin Collection, Londres)

Encore un effort – et le peuple sera délivré des chaînes de l'esclavage séculaire. Mais pour cet effort la classe ouvrière doit serrer solidement les rangs, elle doit se présenter comme une force organisée et unie. Il n'est pas possible que les grèves soient déclenchées ou bien éteintes de façon isolée dans les fabriques et les usines. C'est pourquoi nous avons décidé d'unifier la direction du mouvement entre les mains d'un Comité général des ouvriers (cité in Figes 2019 : 53).

L'insistance sur la nécessité d'être « une force organisée et unie » et de « serrer solidement les rangs » traduit la conscience que la résistance à l'autocratie tsariste et à ses reliquats d'exploitation ne peut se réaliser que par la cohésion d'une classe structurée. On retrouve également dans ce discours « soviétique » la conception plus englobante du parti que préconisent les mencheviks, soucieux

de grossir un parti de masse, contrairement aux bolcheviks, partisans d'un avant-gardisme de parti très restreint. En novembre 1905 se constitue un soviet à Moscou qui suscite toujours la suspicion bolchevique envers une représentation ouvrière directe, autonome et rigoureusement organisée. S'ils rejoignent finalement celui-ci, ce n'est pas pour le reconnaître comme subjectivité politique

propre mais pour des raisons stratégiques d'instrumentalisation de la lutte armée organisée par l'avant-garde révolutionnaire que doit former le parti. Ce sont d'ailleurs les partis rivaux des bolcheviks qui sont dominants dans les premiers soviets, à savoir les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires.

*A contrario*, dans la foulée des événements de 1905, des groupes ultra-monarchistes (notamment les Cent-Noirs) encouragent la répression des éléments révolutionnaires et orchestrent des pogroms à l'encontre des populations juives, dans une totale impunité (à propos du sort réservé aux juifs dans le système tsariste, et plus précisément dans les bagnes, voir Leivick 2019). À Odessa, où la population juive est importante, près d'un demi-millier de juifs sont tués lors de pogroms en représailles aux pratiques révolutionnaires du Bund (groupe de révolutionnaires juifs constitué un an avant le POSDR, soit en 1897). Une assimilation va progressivement s'instituer dans l'imaginaire collectif et, plus encore, dans celui des instances du pouvoir, à savoir celle amalgamant origines juives et propensions révolutionnaires. Cette forme d'antisémitisme est le résultat de trois facteurs : la combinaison d'une lutte pour l'émancipation de la communauté juive réprimée et d'une lutte sociale ; la création du Bund comme parti juif révolutionnaire ; la présence de plusieurs juifs dans les rangs sociaux-démocrates et, plus particulièrement, au

sein de la mouvance bolchevique. Le mythe du « judéo-bolchevisme » est né ; il fera de nombreux morts dans les décennies à venir et sera plus tard repris par la propagande nazie<sup>12</sup>.

*représentation ouvrière  
directe, autonome  
et rigoureusement  
organisée*

<sup>12</sup> Lorsque l'Armée rouge bat en retraite durant l'été 1941, plusieurs détenus des camps du Goulag sont contraints à des marches forcées, les plus faibles étant abattus. Les troupes nazies utiliseront ces massacres pour leur propagande contre le « judéo-bolchevisme ».

Le projet de révision des lois fondamentales d'avril 1906 démontre l'impossibilité pour le Tsar de penser son pouvoir en dehors de l'autocratie absolutiste. Dans la mise en œuvre de ce projet, les débats portant sur l'utilisation du terme « illimité » à propos de son pouvoir de monarque illustrent bien l'aveuglement d'une caste empêtrée dans son autoconservation autoritaire. Dans le même temps, la distinction opérée entre le « peuple » et la « société éduquée » montre bien l'aliénation dans laquelle l'autorité tente de maintenir le premier tout en dédaignant les critiques de la seconde : « les demi-lettrés et les gens éduqués peuvent susciter la confusion même chez le peuple qui pense bien. Tous les troubles viennent non pas du peuple, mais de la société éduquée, sur laquelle on ne peut pas compter » (*Protocoles de la conférence secrète d'avril 1906*, cités in Tissier 2019 : 59). La posture de l'autorité impériale est celle du père protégeant son peuple, « qui pense bien », d'une élite corruptrice et corrompue. C'est la même attitude de valorisation d'un bon sens populaire contre les mensonges de la bureaucratie qu'adoptera plus tard Staline lors des grands procès. Ce discours anti-intellectualiste souhaite maintenir les classes exploitées dans leur aliénation, ce prétendu « bon sens », et les protéger de la corruption subversive de ce que plusieurs analystes nomment « prolétariat intellectuel ». Le Tsar dissout la première Douma en juillet 1906, seulement deux mois après sa création, en réaction aux discours trop virulents

envers l'autocratie. La deuxième Douma de janvier 1907 ne tiendra quant à elle que 5 mois. Dans le témoignage historique « Les élections à la première Douma », W. A. Kizewetter a bien retranscrit l'atmosphère de « haine de classes » qui règne au tournant de l'année 1905-1906 et qui caractérise le contexte dans lequel est née la première Douma (Kizewetter 1930 : 5). Cette haine de classes est le fruit des politiques répressives à l'encontre des différentes factions révolutionnaires mais surtout du mouvement ouvrier lui-même, dont la spontanéité est étouffée par des classes luttant pour le maintien de leur autorité et de leur pouvoir.

Tandis que les bolcheviks appellent au boycott des élections de la première Douma au profit d'une action directe dans les associations ouvrières, les mencheviks souhaitent investir la voie parlementaire et délaissent quelque peu le *credo* strictement syndical. Lénine exprime ses dissensions avec les mencheviks et avec Plekhanov dans un article intitulé « Boycottage » (Août 1906), justifiant le boycott des deux premières Doumas. Face au risque d'une expansion de la démocratie directe prônée par les comités ouvriers, les dirigeants du soviet sont rapidement arrêtés et exilés par le pouvoir tsariste. Victor Serge évoque dans ses *Mémoires* cette répression conjointement aux rapports financiers entretenus entre la France et la Russie dans les années 1900 : « le tsar continuait, en empruntant de l'argent à la République française, à faire pendre et déporter les meilleurs hommes de la Russie » (Serge 1951 : 37). En 1906, bolcheviks et mencheviks réunifient le parti malgré leurs désaccords théoriques et pratiques en intégrant le Bund. En 5 ans, le mouvement ouvrier s'affaïsse progressivement sous l'action répressive du tsarisme au point d'être pratiquement étouffé en 1910. Les bolcheviks survivent tant bien que mal grâce aux « expropriations » des *boïéviki*, groupes armés extrêmement brutaux qui braquent banques et caisses publiques pour financer le parti<sup>13</sup>.

Fait tout à fait remarquable, Lénine vote en juillet 1907 avec les mencheviks contre le boycott des élections voulu par les bolcheviks, prétextant qu'au vu de la démobilisation toute forme de visibilité doit être exploitée. À ce moment, Lénine est véritablement isolé au sein de la tendance bolchevique (preuve de l'hétérogénéité réelle du mouvement), au profit d'Alexandre Bogdanov. Les années 1911-1912 marquent un regain des manifestations et des grèves ainsi qu'un redéploiement du mouvement ouvrier : le nombre de grèves, passé à moins de 1000 par an de 1908 à 1911, dépasse 2000 en 1912 et 1913 pour atteindre plus de 3500 en 1914, égalant le dénombrement de 1907 mais doublant le nombre d'ouvriers impliqués (Tissier 2019 : 95). Contre la volonté de Trotski d'unifier bolcheviks et mencheviks, la scission du parti ouvrier social-démocrate est consacrée en 1912-1913 et la *Pravda*, organe de propagande des bolcheviks, est créée afin de défendre sa ligne idéologique.

<sup>13</sup> Voici la description que donne Victor Serge de ces groupes : « en Russie, [...] les organisations de combat des sociaux-démocrates bolcheviks, avec l'extraordinaire terroriste Kamo, l'intellectuel Krassine, créateur de laboratoires, l'homme d'action Tsintsadzé, le courrier Litvinov, l'habile et obscur Koba (qui allait bientôt s'appeler Staline), soutenaient sur les grandes routes, sur les places publiques de Tiflis, sur les bateaux de Bakou, bombe et browning au poing, la lutte pour l'argent du parti ». Cette description est suivie d'un passage très lucide quant à l'influence de ce contexte de violence : « je plains ceux qui grandissaient dans ce monde sans en connaître l'envers inhumain, sans prendre conscience de l'impasse et du devoir de combattre – même aveuglément – pour les hommes. Je n'ai que le regret des forces perdues dans des luttes qui ne pouvaient être que stériles. Elles m'ont enseigné que le meilleur et le pire se côtoient en l'homme, se confondent parfois – et que la corruption du meilleur est ce qu'il y a de pire » (SERGE 1951 : 51).

## *Pratiques de la clandestinité*

La dangerosité de ces années de clandestinité, qui placent chaque militant, voire chaque ouvrier conscientisé, dans des conditions de grande précarité, est l'une des clefs d'interprétation de l'institution de la violence politique dans les années d'après-Révolution. Qu'il s'agisse de la distribution de tracts, de l'organisation de l'impression clandestine ou des meetings improvisés dans les usines, le mouvement ouvrier (partis comme soviets) souffre dans les décennies 1900-1910 des conditions matérielles et de la répression policière. L'*Okhrana* pratique très couramment l'infiltration des milieux révolutionnaires et des comités ouvriers. S'ajoutent à ce contexte de brutalité les pratiques des *boïéviki*, dont Staline a été l'un des animateurs, ainsi que le déclenchement de la guerre durant l'été 1914. Si la violence des *boïéviki* risquait de jeter un discrédit sur le parti, celle provoquée par la guerre lui a permis de redévelopper son travail antimilitariste. C'est donc bien une banalisation de la violence, voire

son exploitation à des fins politiques, qui amène les bolcheviks à développer des pratiques et un discours radicaux. Véritables professionnels de la lutte clandestine, habitués des arrestations et des exils, adeptes de l'agitation et de l'intervention armée, les membres du parti intègrent dans leur éducation et leur conscience révolutionnaires une disposition à l'action violente, souvent dès le plus jeune âge. Claudie Weill montre d'ailleurs très bien en quoi le terme *bolchevisme* est en lui-même le propre d'un jargon d'exilés (Weil 1975 : 353). La violence subie par les révolutionnaires (et la conscience qu'elle peut à tout moment se réinstaurer) s'exprimera en retour sous la forme d'une coercition brutale, expression à la fois d'une revanche politique et d'une inscription dans un contexte plus général et continu de violence sociale, des tsars jusqu'à l'égocratie stalinienne.

Avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, plusieurs centaines de militants sont arrêtés, déportés, emprisonnés ou mobilisés. Ce conflit, défini comme « l'une des expériences les plus terrifiantes de l'histoire mondiale » par Walter Benjamin (2018), représente une accentuation et une massification de la violence. Victor Serge note en ce sens : « à la veille de la première guerre européenne, la science ne travaille plus qu'à accroître les possibilités de développement d'un ordre traditionnellement barbare. On sent l'approche d'une ère de violence : nul n'y échappera » (Serge 1951 : 50). Expression d'une lutte entre empires, la Première Guerre mondiale participe à l'exacerbation des antagonismes sociaux et nationaux et à la « brutalisation générale des rapports humains » (Tissier 2019 : 116, d'après George L. Mosse). Enzo Traverso note en ce sens que la guerre civile russe est le résultat de la brutalisation de la vie politique induite par la Première Guerre mondiale : « les violences de la guerre civile russe tiennent, en premier lieu, à la brutalisation de la vie politique engendrée par la Première Guerre mondiale dans un pays arriéré, dépourvu de toute tradition démocratique, et à la confrontation sanglante entre des forces sociales et politiques antagoniques qui caractérise toute expérience historique révolutionnaire » (Traverso 2001).

Les peuples « allogènes » du territoire russe sont les premiers concernés par ce conflit en ce qu'ils se situent aux marges de l'Empire, ce qui participe à une complexification croissante de leurs identités et de leurs revendications nationales. En effet, les mouvements des combats et des invasions renforcent un sentiment d'occupation permanente (que ce soit celle des Empires germanique, austro-hongrois, ottoman ou de l'Empire russe lui-même) et favorisent des déportations sur base de critères nationaux. Un contexte de discrimination arbitraire et de xénophobie s'impose donc progressivement aux marges des empires, avec l'appui des autorités impériales et des pouvoirs économiques : « des lobbys économiques, soucieux de défendre les entreprises et les industriels considérés comme ethniquement "russes", y virent l'occasion de prendre la place de concurrents, entreprises ou branches de firmes basées dans les États ennemis, mais également propriétés de sujets russes d'origine allemande » (Tissier 2019 : 119). S'opère alors une expropriation des terres des éléments étrangers suspects au profit des éléments sûrs, procédure reprise par le système soviétique lors des conflits armés. Ces politiques entraînent une exacerbation des tensions entre peuples « allogènes » et populations russes, qui convoitent respectivement les terres expropriées. Ces populations, soumises à des invasions, à des migrations de masse et à des discriminations en tout genre, subissent selon Joshua Sanborn

une « expérience de nationalisation » qui, d'une part, leur fait endurer la pression nationaliste des empires expansionnistes en guerre et, d'autre part, les oblige à une réaction identitaire. Des populations considérées comme peu fiables sont victimes de persécutions s'apparentant à des « nettoyages ethniques », à l'instar des juifs déportés des territoires frontaliers dès 1915.

Les dernières tentatives d'unification du POSDR sont mises à mal par cette conjoncture, qui entraîne l'interdiction du congrès international prévu à Vienne en août 1914 mais qui n'empêche pas bolcheviks et mencheviks de voter ensemble contre les crédits de guerre – contrairement aux sociaux-démocrates français et allemands de la II<sup>e</sup> Internationale, qui ne survivra pas à la guerre. Se constitue en 1915 un Bloc progressiste demandant des concessions au profit du mouvement ouvrier et une libération de la parole des partis politiques. Le Tsar n'y répondra pas, préférant s'investir personnellement à la tête des troupes impériales. Il faut attendre 1916 pour que les ouvriers retrouvent véritablement le chemin de l'action collective et pour que les dirigeants bolcheviques, la plupart en exil, reprennent contact : Lénine et Zinoviev, exilés en Suisse, entrent alors en relation avec Molotov et le « bureau russe » (Broué 1963 : 78). Un événement d'une importance capitale a lieu dans l'année 1916 au Turkestan : en tant que terre d'exil en marge du front, cette région voit naître une révolte des « allogènes » en réaction au travail forcé décrété par l'Empire en juin. Cette révolte est réprimée par les colons russes qui massacrent des milliers de civils, faisant dans le même temps émerger des revendications nationales, rapportées par le très critique Alexandre Kerenski qui met directement en cause la Douma. Certes respectueux des institutions et d'un imaginaire colonial, Kerenski se fait le défenseur d'une minorité opprimée qui

ne suscite aucune considération de la part du pouvoir impérial. Progressivement, durant l'hiver 1916-1917, la situation sur le front se dégrade au point que des soldats russes fraternisent avec les soldats ennemis en même temps qu'ils se révoltent contre leurs officiers, lorsqu'ils ne désertent pas. Mais ce sont surtout les événements de février 1917 qui permettent au mouvement ouvrier et aux militants illégaux de redévelopper une lutte organisée. Un contexte insurrectionnel émerge en effet à la suite d'agitations ouvrières et de grèves dans les grandes villes en janvier 1917. La commémoration du Dimanche rouge mobilise à son tour des dizaines de milliers d'ouvriers, douze ans après la première vague révolutionnaire. La seconde scellera le sort de l'Empire russe.

*la situation sur le front se dégrade au point que des soldats russes fraternisent avec les soldats ennemis*



Exemplaire de la Pravda, journal bolchevique



КОРМИТЕ  
ДУШЕЙ  
ЗАЩИТНИКОВЪ  
РОДИНЫ

ПРИБАВКУ ПАИКА  
СЕМЬЯМЪ СОЛДАТЪ  
ЗАЩИТНИКАМЪ СВОБОДЫ  
И НАРОДНОГО МІРА.

*manifestation  
spontanée de femmes  
lors de la journée internationale  
des droits des femmes  
en février 1917*

## *quatrième chapitre*

# **SPONTANÉITÉ DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1917**

### ***Violences et contre-violences***

Dans le documentaire audio *Les Vaincus*, Florence Caeymaex met en lumière le fait indéniable que la révolution de février 1917 est, à cette époque, le seul moyen d'expression d'une contre-violence face à l'oppression subie de toutes parts par les classes ouvrières depuis des décennies : « leur violence est le prolongement d'une autre violence. C'est une contre-violence » (Collectif 2017). La relative absence de peur face à l'exposition physique de soi – dans une manifestation ou une grève par exemple – est l'expression d'une dureté inculquée jusqu'au plus profond des corps. Cette dureté a été déterminée, au cours des années, par la faim, le froid, la guerre, la privation des droits fondamentaux et l'oppression exercée par l'État et les maîtres. Comme nous l'avons vu, se sont développées depuis le milieu des années 1890 des tendances spontanéistes au sein du mouvement ouvrier, tantôt avec l'appui de la social-démocratie, tantôt sans elle. Ces tendances, jusqu'alors relativement pacifiques, trouvent à

s'exprimer dans des grèves menées par des ouvriers qualifiés, grèves durement réprimées par un État qui ne veut concéder qu'un minimum de transformations sociales par les voies légales ou insurrectionnelles. C'est notamment cet aveuglement, couplé à un contexte de privation (rationnements alimentaires, réquisitions), de mobilisation et de découragement, qui amène les bolcheviks à durcir le mouvement par l'agitation et à exploiter les voies alternatives, dont les soviets.

Malgré une exploitation des voies légales (dont la *Pravda* est l'un des principaux moyens d'expression), Lénine ne cesse d'insister sur la nécessité de l'illégalité de la pratique révolutionnaire, qui ne peut tomber sous les règles dictées par le Tsar et le pouvoir dominant. L'idéologie bolchevique se distingue ici de celle d'un Victor Serge qui, au début des années 1910, voit dans l'« illégalisme » un risque de discréditer le mouvement ouvrier, dont la situation en Belgique et en France est certes extrêmement différente de celle de la Russie tsariste. Cette différence de contexte est fondamentale puisqu'elle jette une lumière sur les dissensions idéologiques entre sociaux-démocrates français et allemands d'une part et russes d'autre part. Si les mouvements ouvriers d'Europe sont bel et bien exposés à des violences institutionnelles très dures, la singularité du pouvoir tsariste (son entêtement, son aveuglement et son autoritarisme) participe à la radicalisation du mouvement ouvrier et de la social-démocratie russes. Victor Serge entrevoit dans cette forme d'organisation illégale et dirigiste des bolcheviks les prémisses d'un communisme autoritaire, les risques des dérives d'un « étatisme futur » pouvant amener à un ouvriérisme « portant en lui les germes d'un autre arrivisme » (Serge 1951 : 39-40). Pierre Broué admet toutefois que le pouvoir tsariste, s'il concède quelques réformes modérées à la bourgeoisie, risque d'ôter toute dimension subversive à

l'action parlementaire social-démocrate, dont les tendances réformistes risquent alors de fonctionner comme une « soupape de sûreté » pour l'État (Broué 1963 : 45). C'est entre autres pour ces raisons que les bolcheviks privilégient, contre les réformistes parlementaires, une voie révolutionnaire clandestine et insurrectionnelle.

Dans plusieurs pays d'Europe naît, à la charnière des années 1916 et 1917, ce qu'avait entrevu Lénine, à savoir une transformation de la guerre impérialiste en une guerre civile. La misère provoquée par le contexte de guerre amène les ouvriers et, plus encore, les ouvrières à se soulever. C'est la révolution de février. À Petrograd, le 23 février 1917, journée internationale des droits des femmes, les ouvrières du textile manifestent. Elles sont rejointes le lendemain par les ouvriers, puis, le 25, par les soldats. Si ces journées sont le résultat d'un soulèvement pacifique, le nombre de victimes se compte par centaines. Nicolas Werth nuance, dans la continuité d'Orlando Figes, le mythe libéral selon lequel février 1917 fut une révolution absolument pacifique et met en lumière l'expression d'une violence à tous les étages, principalement au niveau du pouvoir mais également de certains groupes révolutionnaires :

À Petrograd, en quelques jours, le nombre de morts s'éleva à près de 1500. Outre les manifestants tués au cours des premières fusillades, de nombreuses victimes comptèrent parmi les représentants les plus symboliques et les plus hais de l'ordre tsariste déchu, figures honnies, tout particulièrement depuis la répression des événements révolutionnaires de 1905-1906, mis à mort, lynchés par la foule : policiers de l'*Okhrana*, Cosaques de la police montée, chargés de réprimer les manifestations ouvrières et les grèves, mais aussi un certain nombre des milices patronales, vigiles, gardes et autre personnel d'encadrement administratif et policier omniprésent dans l'univers à la fois extrêmement violent et policier de la grande usine russe. Les violences les plus graves furent cependant perpétrées par les marins de Kronstadt, qui mutilèrent et assassinèrent des centaines d'officiers (la marine était connue pour la dureté de ses règles disciplinaires et discriminatoires) (Werth 2007 : 28-29).

Michel Tissier soutient toutefois que le bilan est difficile à établir et qu'il n'est pas confirmé par les travaux russes sur la question, tandis qu'Orlando Figes recense avec précision et prudence les morts avérées des journées de février (principalement les mutineries des soldats, les combats avec la police et les victimes de la montée de la criminalité à la suite de la libération des prisons). Maxime Gorki déplore ces violences et reproche le manque de discipline et d'auto-organisation de la foule. Nombreux sont toutefois les commentateurs ayant interprété la croissance et l'avènement du mouvement révolutionnaire comme étant le résultat du système tsariste lui-même, incapable d'entrevoir ses excès et les potentielles réformes à mettre en œuvre. En restant enfermé dans un système rigide d'exploitation et de privilège et en refusant tout compromis

à la classe ouvrière, le régime a favorisé une radicalisation aux extrêmes qui est au fondement du mouvement insurrectionnel. Le 26 février, les autorités tsaristes font tirer dans la foule, moment qui constitue un point de rupture irréversible. En effet, de nombreux soldats, pour la plupart des jeunes recrues, se mutinent et rejoignent en masse les manifestants le 27 février, en directe réaction à la violence qu'ils étaient enjoins d'exercer. En parallèle d'une transition du pouvoir vers une Douma plus progressiste, sous l'autorité de l'octobriste Mikhaïl Rodzianko, qui sera remplacée par le gouvernement provisoire (qui réunit, dans une coalition, cadets, octobristes, socialistes-révolutionnaires et centristes) se constitue un contre-pouvoir, le Soviet de Petrograd. Ce contre-pouvoir va progressivement acquérir une autorité croissante au point d'exercer un contrôle véritable

sur le gouvernement de Lvov puis de Kerenski, chargé de préparer les élections de l'assemblée constituante.

Dans la foulée, tandis que Staline appelle à la discipline militaire en mars, se constituent des comités de soldats élus sous les conseils du soviet, qui transforment radicalement le règlement militaire et confèrent des droits civiques à chacun : droit de réunion, droit d'information, droit d'avoir des représentants politiques. Comme l'a montré Marc Ferro, le rôle des soldats dans le processus révolutionnaire est fondamental : « des sentiments et des attitudes aussi enracinées dans l'histoire que le patriotisme, l'obéissance et la confiance envers les chefs se perdent, naissent ou se métamorphosent à l'occasion d'une prise de conscience » (Ferro 1971 : 15). Le résultat de cette prise de conscience et de la défense du soviet est une politisation des revendications au sein de l'armée : amélioration des soldes, accroissement des allocations, assurances en cas d'invalidité, reconnaissance des minorités « allogènes ». Cette transformation profonde ne signifie toutefois pas la mort d'une discipline militaire, bien au contraire : « contrairement à ce qu'on a dit, la discipline s'est renforcée au combat car les soldats avaient désormais le sens de leurs responsabilités ; il n'y eut pas un seul défaillant au moment des coups durs » (Ferro 1971 : 17). Plus encore, les intellectuels révolutionnaires se méfient des soldats qui, connaissant des conditions pires

que les ouvriers et étant majoritairement issus des classes paysannes, cultivent un ressentiment à l'encontre du mouvement ouvrier. Mais la défiance envers les bourgeois, tenus responsables de la guerre, surpasse les idées réactionnaires au profit d'une solidarité de classe et d'un pacifisme perceptibles dans les fraternisations et dans la formule : « les bourgeois aux tranchées, les bourgeois à l'usine » (cité in Ferro 1971 : 23). Les bolcheviks, dont Lénine, se méfient dans un premier temps des fraternisations et y voient une forme d'anarchisme, avant de les encourager par opportunisme. Ce contexte d'une radicalisation et d'une politisation plus ou moins générales se double d'exigences démocratiques qui s'expriment grâce à la libération de la parole.

*contexte  
d'une radicalisation  
et d'une politisation  
plus ou moins  
générales*



Procession funéraire à Petrograd en hommage aux victimes de la révolution de février, Avenue Nevsky, le 23 mars 1917 (© Alamystock)

### ***Les avancées démocratiques***

L'idée d'une spontanéité absolue des forces révolutionnaires de février 1917 doit être nuancée par la mise en lumière du rôle joué par les différents mouvements socialistes – bolcheviks, mencheviks et SR. Ceux-ci ont une responsabilité fondamentale dans la reprise et la politisation des grèves et des manifestations déclenchées à partir du 23 février. Toutefois, il existe bien un sentiment collectif selon lequel les masses se sont spontanément fédérées et insurgées. Le soviet grossit et acquiert une importance politique grâce à l'engouement populaire mais aussi grâce à l'action de certains dirigeants proactifs, principalement les mencheviks et les SR. La fédération des ouvriers dans les soviets entraîne l'instauration d'un double pouvoir, à côté de celui du gouvernement provisoire, ce qui amène les bolcheviks à investir les conseils des soviets aux dépens du gouvernement considéré par eux comme bourgeois. Les ouvriers trouvent alors dans les soviets un mode de représentation

politique inédit qui rend possible la circulation, libre, des slogans révolutionnaires. Dans le cadre de la libération de la parole rendue possible par la révolution de février 1917, Michel Tisserand a mis en lumière les traits principaux des discours révolutionnaires au lendemain de cet événement social et politique, à savoir la *liberté*, le *droit* et la *démocratie égalitaire* :

L'invocation du « droit » et de la « liberté », à travers les questions institutionnelles abordées, donnait le ton général du langage de la révolution. Les concepts juridiques plus précis associés à ces mots d'ordre (liberté de parole et de la presse, de réunion, inviolabilité de la personne, égalité civique, droit de suffrage) y réactualisaient les espoirs de changement politique déçus par le régime tsariste, alors que le manifeste d'octobre 1905 avait promis la garantie des libertés, la représentation de la population et la participation de ses élus à la législation du pays (Tissier 2019 : 147).

Cette conception de la démocratie ne s'apparente nullement à une forme de démocratie bourgeoise mais considère au contraire la nécessité de reconnaître et de développer les revendications de la classe ouvrière contre celles des classes possédantes, en lui donnant une parole qui lui est depuis toujours refusée. C'est le prolétariat qui est visé par l'injonction démocratique des révolutionnaires, non la bourgeoisie, considérée jusque dans l'aile gauche du parti KD comme un adversaire. En réalité, plusieurs conceptions de la démocratie s'affrontent, principalement autour des questions de la guerre, du contenu social de la révolution et de la gestion du territoire impérial.

Une revendication importante, qui est la conséquence du caractère spontané de la révolution de février 1917, est le développement de proclamations d'autodétermination, voire de séparation, des populations « allogènes ». C'est entre autres le cas de l'Ukraine, de la Finlande, de la Biélorussie et de la Pologne. Souvent corrélées, la revendication sociale et la revendication nationale au sein de minorités ethniques, religieuses et culturelles voient dans la chute de l'empire la possibilité de l'affirmation de ces minorités. Ces revendications posent des problèmes politiques stratégiques évidents au nouveau pouvoir, notamment à cause des intérêts qu'en retirent les ennemis allemand, austro-hongrois et ottoman. La proclamation du 10 juin 1917 de la Rada centrale d'Ukraine exprime cette volonté d'autodétermination sans réelle séparation :

Que l'Ukraine soit libre ; sans se séparer de la Russie dans son ensemble, sans rompre avec l'État russe, que le peuple ukrainien ait le droit, sur sa propre terre, de ménager son propre avenir. Que l'organisation du régime de l'Ukraine soit établie par une assemblée nationale ukrainienne (« Seïm »), élue au suffrage universel, égal, secret et direct. Seule notre assemblée ukrainienne a le droit de promulguer toutes les lois qui seront le fondement de ce régime, ici, chez nous, en Ukraine (cité in Tissier 2019 : 166).

Teinté d'un fort nationalisme (« ici, chez nous, en Ukraine »), cet extrait illustre dans le même temps l'idéologie autonomiste ukrainienne proche du *credo* anarchiste « Terre et Liberté ». Celle-ci est faite d'autodétermination politique, de droits pour les cultivateurs sur leur terre et d'une forme toute particulière de liberté affranchie de l'État. Le gouvernement provisoire concède dans la foulée de cette revendication une autonomie administrative à l'Ukraine, ce qui entraîne une grave crise politique. Cette crise est notamment provoquée par les KD qui, en désaccord avec les concessions faites à la Rada ukrainienne, poussent leurs ministres à démissionner du parti en juillet.

Autre révolution d'une importance capitale, les revendications des femmes pour leurs droits se manifestent dans la place qu'occupent de nombreuses révolutionnaires dans les événements à l'origine de février 1917 : attentats, organisation clandestine, mouvements d'association féministes, etc. La revendication d'une égalité radicale vise à faire reconnaître une universalité du droit entre

hommes et femmes. On reviendra sur le cas emblématique de Vera Figner, révolutionnaire populiste qui défend un suffrage universel pour chaque homme et chaque femme. Fait presque inédit, le gouvernement provisoire de Kerenski reconnaît, sous l'impulsion des revendications des femmes à l'origine des manifestations de février, leur droit de vote et la possibilité de se porter candidates aux élections. La masculinité quasi absolue des représentants bolcheviques dans les décennies 1920-1950 viendra freiner une émancipation pourtant précoce par rapport au reste de l'Europe (exception faite de la Finlande). Dans un contexte de pénurie, les femmes réclamant du pain le 23 février 1917 réussissent à fédérer les ouvriers métallurgistes au profit d'une grève quasi générale le 25, enjoignant ceux-ci à mettre à bas le Tsar :

Quelque 200.000 ouvriers se joignant aux manifestations, toutes les grandes usines de la ville cessèrent leur activité. La presse ne parut pas. Il était difficile de trouver un tram ou une voiture. Quantité de boutiques et de restaurants fermèrent leurs portes. Toutes sortes de gens se joignirent aux rangs des ouvriers qui marchaient en direction du centre-ville. Balk estima que le mouvement avait le « caractère d'une insurrection populaire ». En comparaison des deux jours précédents, les manifestations avaient maintenant une coloration plus politique. Drapeaux et étendards rouges commencèrent de faire leur apparition ; dans les slogans la foule ne réclamait plus « du pain ! », mais appelait au renversement de l'autocratie. Les principales revendications étaient désormais : « À bas le tsar ! À bas la guerre ! » (Figes 2007a : 561-562).

Fait significatif, plusieurs bolcheviks, dont Alexandre Chliapnikov, ne croient pas en ce mouvement insurrectionnel et se moquent de sa prétendue teneur révolutionnaire. Bien plus qu'une masse guidée par les groupes socialistes, c'est davantage une masse suivie par eux qui se crée à la fin du mois de février.

Les symboles du pouvoir autocratique sont quant à eux renversés, à l'instar de la prison Pierre-et-Paul sur laquelle est hissé le drapeau rouge ou encore de l'armée qui se voit complètement désorganisée. L'aide aux révolutionnaires est massive : cafés, bars et maisons accueillent et nourrissent gratuitement les insurgés. Plusieurs leaders de ce mouvement spontané, tels Linde et Kirpitchnikov, sont aujourd'hui tombés dans l'oubli. S'ajoute à la rupture avec l'ordre politique des tsars un rejet de ses codes moraux et sociaux, notamment perceptible dans le chamboulement par les manifestants des modes vestimentaires, des distinctions sexuelles et des rapports interpersonnels (baisers, accolades).



Alexandre Kerenski haranguant les troupes en 1917

On peut donc relever une évolution des idées politiques autour des événements de février 1917. Cohabitent à ce moment plusieurs conceptions de la démocratie, elles-mêmes fondées sur plusieurs conceptions de la liberté et de l'égalité. L'apparition et l'affirmation du soviet, majoritairement soutenu par les mencheviks et les SR de gauche, promeuvent une forme de démocratie ouvrière où le prolétariat a un droit égal de représentation directe, d'association et d'autodétermination. Cette idée d'autodétermination se retrouve au sein de plusieurs tendances anarchistes mais aussi nationalistes : les populations « allogènes » minoritaires, souvent rurales, réclament face à la chute de l'Empire tsariste le droit de se définir librement. La notion russe de *volia* exprime cette alliance de liberté et d'autonomie, presque d'autogestion, propres à une certaine idéologie autonomiste et territoriale. Dans le même temps, une idéologie de tendance libérale trouve un écho dans le rejet du système féodal des tsars, bien qu'une part non négligeable de la bourgeoisie continue d'entretenir des relations privilégiées avec les représentants de l'ancien régime. À l'extrémité de l'échiquier politique, on ne peut nier la survivance de groupes ultra-monarchiques très durs, qui n'hésitent pas à pratiquer l'agitation politique et qui se rendent coupables de pogroms. Ceux-ci visent le plus souvent les minorités juives et sont motivés par le mythe naissant du judéo-bolchevisme. Les bolcheviks développent quant

à eux une idéologie complexe et mouvante, changeant au gré des évolutions politiques. Tantôt défenseurs d'une clandestinité radicale, tantôt d'une exploitation des voies légales, ils comprennent progressivement l'importance des soviets et l'urgence de la situation où les acquis de la révolution risquent à tout moment d'être réappropriés par les tendances réformistes, bientôt représentées par le gouvernement provisoire d'Alexandre Kerenski (voir le sixième chapitre).

*droit égal de  
représentation directe,  
d'association  
et d'autodétermination*



*pesée de sacs de grains  
dus à titre d'impôt  
par un paysan n'ayant pas  
intégré les kolkhozes*

## *cinquième chapitre*

# **PAYSANS EN MARGE ET AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION**

### *Les bolcheviks avec et contre les paysans*

La question-test que l'on vous posait – que l'on me posait – en toute circonstance était celle-ci : pour ou contre le bolchevisme ? Pour ou contre la Constituante ? J'y répondais selon mon habitude avec une imprudente netteté : la révolution russe ne peut pas se limiter à un changement de régime politique ; elle est, doit être sociale. Cela veut dire que les paysans doivent prendre la terre et la prendront aux propriétaires fonciers, avec ou sans jacqueries, avec ou sans permission d'une Constituante ; que les ouvriers imposeront la nationalisation ou tout au moins le contrôle des grandes industries et des banques. Ils n'ont pas jeté les Romanov pour rentrer à l'atelier aussi impuissants que la veille et assister à l'enrichissement des fabricants de canons... (Serge 1951 : 68)

Si le milieu de la paysannerie rurale reste dans un premier temps passif face aux événements de février 1917, répondant en ce sens à l'analyse léniniste qui en fait la « remorque de la bourgeoisie », se développent entre avril et juillet 1917 des insurrections paysannes elles aussi spontanées. Celles-ci sont davantage motivées par des considérations économiques que par une conscience révolutionnaire ; elles sont elles aussi le fruit d'une misère sociale produite par la société

des tsars, perçue de plus en plus durement à cause de la guerre, du rationnement et du ravitaillement des villes. C'est principalement la crainte de la famine qui amène les paysans à s'organiser et à pratiquer, dans certaines régions isolées, l'expropriation et la redistribution des grandes propriétés foncières : « le mouvement [paysan] n'a aucun caractère politique ni idéologique ; il est surtout l'explosion de la colère des paysans pauvres, qui regardaient depuis longtemps les

terres seigneuriales avec jalousie, et qui, tout à la fois poussés par la faim et rassurés par la faiblesse de l'autorité, ont réalisé ce dont ils rêvaient » (Sorlin 1964 : 267). L'explosion de la colère et de la violence paysanne, si elle n'est pas motivée par une conscience politique, n'en est pas moins la réaction face à un contexte d'exploitation et de misère sociale ; elle est l'expression radicale de décennies de soumission. Rapidement après la révolution de février 1917, le gouvernement provisoire de Kerenski est dépassé et le mouvement de contestation se propage, au point que Pierre Sorlin qualifie la situation d'« anarchie généralisée ».

Des comités agraires sont alors mis en place en toute autonomie par rapport aux partis politiques ; ils reprennent la fonction des *zemstvos* tout en étant dotés d'un caractère légal. Malgré une convergence en ce qui concerne l'expropriation et la redistribution des terres, les organisations paysannes s'opposent aux bolcheviks sur la question de la nationalisation et de la collectivisation des terres, ce qui rend vain l'espoir de ceux-ci de voir les comités agraires se transformer en soviets paysans. Plus encore, l'expansion des violences paysannes au cours de l'année 1917 fait prendre conscience aux bolcheviks qu'il est difficile de maîtriser les campagnes. Cette impulsivité paysanne, faite de frénésie et d'anarchie, éclaire *a contrario* l'attitude du parti à l'égard d'une



Apollon Dolmatowitsch Syrjanow,  
paysan chez qui Lénine a vécu durant son exil  
et qui est lui-même contraint de s'exiler  
au début des années 1920  
(© Memorial International Collection)

classe hétérogène, spontanéiste et peu malléable. Il faut comprendre l'hostilité des bolcheviks envers la paysannerie à partir d'une divergence idéologique et politique majeure : les premiers pensent leur insurrection à des fins stratégiques, ils visent la systématisation et la généralisation de leur action, tandis que les seconds sont avant tout motivés par une forme de contingence et d'urgence non politiques, voire par un désir de vengeance et de destruction. Désordre, pillage, anarchie, nervosité et frénésie caractérisent les campagnes durant les années de révolution, ce qui amène en retour les bolcheviks à privilégier une politique gestionnaire et suspicieuse envers le monde rural. Comme le texte important *Lénine, les paysans*, Taylor de Robert Linhart (2010), l'article de Pierre Sorlin « Lénine et le problème paysan en 1917 » éclaire les évolutions idéologiques de Lénine et des bolcheviks au gré des événements politiques au sein du monde paysan :

Lénine qui, pendant longtemps, n'avait vu dans la prise des terres qu'une phase de la révolution bourgeoise, y voit maintenant [en septembre 1917] la première étape de la révolution sociale. Il avait espéré que la campagne collaborerait volontairement à l'œuvre de socialisation ; il admet désormais que les ruraux seront un élément passif, et serviront malgré eux la cause du prolétariat (Sorlin 1964 : 277).

*il faut comprendre  
l'hostilité des bolcheviks  
envers la paysannerie  
à partir  
d'une divergence  
idéologique  
et politique majeure*

Le milieu rural sous le tsarisme puis sous le bolchevisme ne forme pas une classe homogène au sein du territoire russe et ses conditions de vie dépendent souvent des situations géographiques – pays de la Baltique, Biélorussie, Ukraine, Russie centrale, Russie méridionale, Sibérie et régions asiatiques. Autre élément important, la diversité ethnique et culturelle est une donnée constitutive des territoires paysans périphériques. Si l'Ukraine est la population la plus proche culturellement des Russes, les Arméniens, les Géorgiens, les Tchétchènes, les Azéris et les Daghestanais sont traversés par plusieurs influences linguistiques et religieuses (islam, religion grégorienne, religion orthodoxe) au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. De même, les identités polonaise et biélorusse ne sont nullement évidentes, leurs sujets n'ayant pas clairement conscience d'appartenir à une culture commune. Orlando Figes note en ce sens : « en Biélorussie et dans le nord de l'Ukraine, le brassage ethnique et religieux était tel – dans une région de la taille du Cambridgeshire, il pouvait y avoir un mélange de populations biélorusse, ukrainienne, russe, polonaise, juive et lituanienne – que ne pouvait guère s'enraciner dans la conscience populaire tout au plus une forme d'identité ethnique localisée » (Figes 2007a : 170). Cette diversité ethnique, religieuse, linguistique et culturelle est essentielle pour comprendre les difficultés que rencontrera plus tard le pouvoir

soviétique, confronté à des populations rurales extrêmement hétérogènes. Si de nombreux citoyens soviétiques développent la conscience d'appartenir à une communauté multi-ethnique et multiculturelle fédérée autour d'un projet socialiste commun, le pouvoir (principalement stalinien) n'hésitera pas à utiliser certains de ces critères distinctifs (souvent fantasmés) pour réprimer et déporter les « éléments socialement étrangers » et les « ennemis du peuple ». La hiérarchisation ethno-nationale trouve son origine dans le régime tsariste, qui confère des statuts légaux distincts, qui discrimine juridiquement certaines minorités et qui soumet celles-ci à des campagnes de russification<sup>14</sup>. Contrairement aux Russes et au Allemands de la Baltique, les juifs, cantonnés dans une « zone de résidence » (Tissier 2019 : 26), constituent la catégorie la plus dominée et discriminée de cette hiérarchisation. La discrimination dont sont victimes les juifs, mais aussi les autres communautés « allogènes » minoritaires, est à l'origine, par réaction, d'une prise de conscience révolutionnaire-nationaliste.

<sup>14</sup> L'utilisation du qualificatif « allogène » (*inorodtsy*) pour parler de ces populations traduit une connotation dédaigneuse et civilisatrice et conduit à une partition binaire entre « eux » et « nous ». Une pétition des musulmans du Caucase adressée au comité des ministres en 1905 témoigne de la conscience du caractère problématique de ce statut de peuple « allogène » au sein de l'Empire russe, qui considère les minorités religieuses comme des « éléments étrangers », formule que l'on retrouvera plus tard sous la plume du régime bolchevique. Parfois, les animosités entre communautés non-russes étaient réelles, à l'instar des paysanneries lettones et estoniennes opposées aux nobles propriétaires germano-baltes.

Victimes de nombreux pogroms sous les tsars, les juifs se fédèrent (comme les autres minorités culturelles : Baltes, Arméniens, Ukrainiens, Finlandais, Polonais, Géorgiens, etc.) autour d'une double émancipation, sociale et nationale.

À l'instar du Bund, la conscience révolutionnaire est le résultat d'une réaction à la double oppression orchestrée par le Tsar, celle de l'aristocrate exploiteur et celle de l'empereur colonial russe.



Paysans « dékoulakisés », déportés et transportés par péniche en Sibérie occidentale, en 1932. Chaque famille déportée avait le droit d'emporter une centaine de kilos de ravitaillement (ici sans doute des sacs de grains) et d'effets personnels (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

## Hétérogénéité des campagnes

Des tendances nationalistes émergent donc dans certaines campagnes appartenant aux territoires non intégralement russifiés en réaction à la domination de la centralité des tsars. Le discours d'émancipation sociale (marqué par une forte présence du socialisme et du populisme) se double donc souvent d'un discours d'émancipation nationale. Comme Lénine et certains sociaux-démocrates, Rosa Luxembourg ne cesse d'affirmer la nécessité de ne pas concéder du terrain à ces tendances nationalistes en affirmant deux principes essentiels : la dimension internationaliste de la lutte ouvrière et l'autodétermination, non des nations, mais du prolétariat dans son hétérogénéité. « La SD a donc vocation, non pas à réaliser le droit des nations à l'autodétermination mais seulement le droit à l'autodétermination de la classe ouvrière, de la classe exploitée et opprimée – du prolétariat » (Luxembourg, citée in Tissier 2019 : 77). Cette forme de pureté prolétarienne propre à l'idéologie d'une intelligentsia européenne et russe se heurte

à la réalité de sentiments nationaux et nationalistes suscités par le pouvoir tsariste, qui fonde son administration sur des discriminations et qui est à l'origine d'un réel ressentiment au sein des minorités culturelles et nationales. Ces populations trouvent notamment dans l'idéologie anarchiste-autonomiste et dans le *credo* « Terre et Liberté » des porte-voix de leurs revendications. Également attentifs aux revendications nationales, mais dans une perspective fédéraliste, les SR défendent une conception à la croisée des bolcheviks et des anarchistes :



Familles de dékoulakisés (© Memorial International Collection)



Nous faisons appel à toutes les forces socialistes révolutionnaires de tous les peuples attachés l'un à l'autre par les mêmes chaînes de la centralisation bureaucratique et nous les invitons à former une union fédérative pour la lutte contre le pire ennemi commun de tous ces peuples, en commençant par le peuple russe, contre l'absolutisme rapace, bureaucratique, seigneurial, et ploutocratique. Cette union sera le meilleur précurseur de la future fédération libre des peuples, débarrassés du joug de l'absolutisme et du capitalisme (*Rapport du parti socialiste révolutionnaire de Russie au congrès socialiste international d'Amsterdam, août 1904, cité in Tissier 2019 : 79*).

Durant le gouvernement provisoire, Staline considère, à la différence de Lénine, que la campagne n'a aucun rôle à jouer dans la révolution. Si les thèses des deux dirigeants divergent sur la question paysanne, Lénine n'en reste pas moins sceptique envers le monde rural, qui doit servir d'appui, non de moteur à la révolution (lorsqu'il ne sert pas de simple ravitaillement des villes), et qui risque à tout moment d'être la « remorque de la bourgeoisie »<sup>15</sup>. Plus encore, l'expansion des violences paysannes au cours de l'année 1917 fait prendre conscience aux bolcheviks qu'il est difficile de maîtriser les campagnes. Cette impulsivité paysanne, faite de frénésie et d'anarchie, éclaire à rebours l'attitude du parti à l'égard d'une classe hétérogène, spontanéiste et peu malléable, qui sera soumise à des politiques de dékoulakisation<sup>16</sup>.

Il faut dès lors comprendre la place des paysans dans la pensée bolchevique comme n'étant pas celle de sujets politiques mais celle d'éléments utilisables dans la lutte menée par le prolétariat sous l'autorité du parti. Véritable expression d'une réification des sujets sous l'action d'un pouvoir politique autoritaire, cette utilisation des masses paysannes est motivée par une stratégie politique, non par un souci d'émancipation. Ce mépris relève en réalité d'un contexte plus profond de marginalisation des zones rurales depuis le tsarisme et d'un éclatement géographique et idéologique rendant difficiles toute conscientisation de classe et toute fédération.

Le contexte de marginalité auquel est confrontée la paysannerie depuis des décennies permet d'interpréter la manipulation opportuniste qui en découle, les soviétiques lui ôtant toute subjectivité au profit de son exploitation objective. Cette suspicion des révolutionnaires russes à l'égard de la paysannerie trouve à s'exprimer dans un extrait de *Mes universités* de Maxime Gorki empreint d'une animalisation propre au discours soviétique :

<sup>15</sup> À propos des représentations de la paysannerie dans les milieux intellectuels russes, il faut insister sur le fait que les idéaux d'une émancipation paysanne se sont souvent heurtés à une réalité beaucoup plus complexe. Si Fiodor Dostoïevski, Constantin Aksakov, Léon Tolstoï et Gleb Ouspenski furent marqués par les idéaux romantiques quelque peu naïfs d'une paysannerie bonne et souveraine, Anton Tchekhov et Ivan Boutnine furent quant à eux beaucoup plus critiques envers le peuple rural.

<sup>16</sup> La dékoulakisation visait à éliminer les koulaks (paysans capitalistes ou considérés comme tels) en tant que classe. Ce projet s'est mué, dans les faits, en une répression arbitraire et aveugle de tout paysan, koulak ou muzhik, hostile à la réquisition de sa production.

Leur servilité canine [celle des paysans] envers les grands se fait jour, et ils sont alors odieux à voir. Ou, brusquement, une férocité de loup s'empare d'eux : hérissés, montrant les dents, ils s'injurient sauvagement, prêts à se battre, et ils se battent en effet pour des vétilles. En ces instants ils sont terribles, et capables de démolir l'église où, la veille au soir, ils entraient encore, doux et dociles comme des brebis à l'étable (Gorki, cité in Figes 2007a : 187).

À propos des pratiques barbares à l'œuvre dans le monde rural sous les tsars puis durant la révolution et la guerre civile, Orlando Figes admet qu'il est difficile de trouver une cause unique mais suggère de prendre en compte le rôle de la révolution et de la guerre civile dans la radicalisation des pratiques paysannes :

Au cours de la révolution et de la guerre civile, la paysannerie imagina des formes encore plus macabres de tuerie et de torture, mutilant les corps des victimes, leur tranchant la tête et les étripant. La révolution et la guerre civile sont des situations extrêmes, et rien ne garantit que le premier venu, quelle que soit sa nationalité, n'agirait pas de même dans des circonstances identiques (Figes 2007a : 204).

Les origines d'une expression arbitraire de la violence paysanne sont éminemment complexes, elles s'inscrivent dans une ruralité pauvre et reculée. La rudesse des conditions de vie, la récurrence des famines, la persistance de pratiques archaïques (humiliations, châtements corporels, rites de fécondité) ainsi que les discriminations légales dont étaient victimes les paysans amènent à la convergence d'une cruauté que la révolution ne fait que raviver. Cette brutalité ne doit toutefois pas cacher l'existence d'une réelle idéologie paysanne, d'une vision du monde propre à la ruralité russe du début du XX<sup>e</sup> siècle. Les trois traits principaux de cette idéologie sont (I) le concept de propriété collective de la famille, (II) l'idée d'une corrélation quasi sacrée entre le travail et la terre (d'où découle le principe selon lequel la terre doit être entre les mains de ceux qui la travaillent) ainsi que (III) l'approche subjectiviste du droit, approche conférant une large importance au facteur social dans la décision finale (cette conception est proche de la justice révolutionnaire selon les bolcheviks). Ce que visent les paysans peut être compris dans le terme de *volia*, cette « vieille notion paysanne de liberté et d'autonomie sans contraintes exercées par quelque pouvoir que ce soit » (Figes 2007a : 212). Lors des réquisitions forcées et de la perception des impôts sur la production paysanne dans le courant des années 1921-1922, les bolcheviks reproduisent à leur tour les formes les plus

humiliantes de la violence paysanne : violences envers les femmes, pratique du fouet, humiliations collectives, exécutions, etc.

En ce qui concerne les interprétations d'économie politique à propos de la paysannerie russe, la lecture léninienne selon laquelle la croissance des inégalités au sein de la paysannerie est le résultat direct du développement capitaliste n'est pas entièrement juste. En effet, l'un des facteurs de cette croissance réside dans les différences majeures entre le centre et les périphéries. Plus riches, ces dernières cultivent également de meilleures terres, tandis que le centre, plus arriéré dans les méthodes, ne développe pas de réelle économie de marché. Mais, plus encore, la raison de la pauvreté paysanne est le résultat d'une croissance constante de la population, qui entraîne une pénurie de terre. Cette même terre, à force d'être surexploitée, risque de s'épuiser et de voir ses récoltes diminuer. Il faut cependant mettre en évidence le système d'asservissement des paysans pauvres envers les propriétaires fonciers qui, en louant leurs terres à des prix élevés et en souhaitant les rentabiliser au maximum, maintiennent la main d'œuvre la plus pauvre dans une condition d'extrême précarité, souvent contrainte de payer son loyer en travail sur le domaine. En outre, il est avéré que nombre de paysans pauvres sont obligés de migrer, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle,

vers des zones plus industrialisées afin de se faire embaucher dans de grandes exploitations commerciales, dans des usines, des mines ou des grands chantiers. La surexploitation des paysans venus travailler comme ouvriers est rendue possible par leur plus grande frugalité et par une satisfaction plus rapide que les ouvriers d'Europe et des États-Unis, ce qui constitue une aubaine pour les entreprises russes. Celles-ci pratiquent de très bas salaires et exploitent hommes, femmes et enfants grâce à une progressive mécanisation des usines.

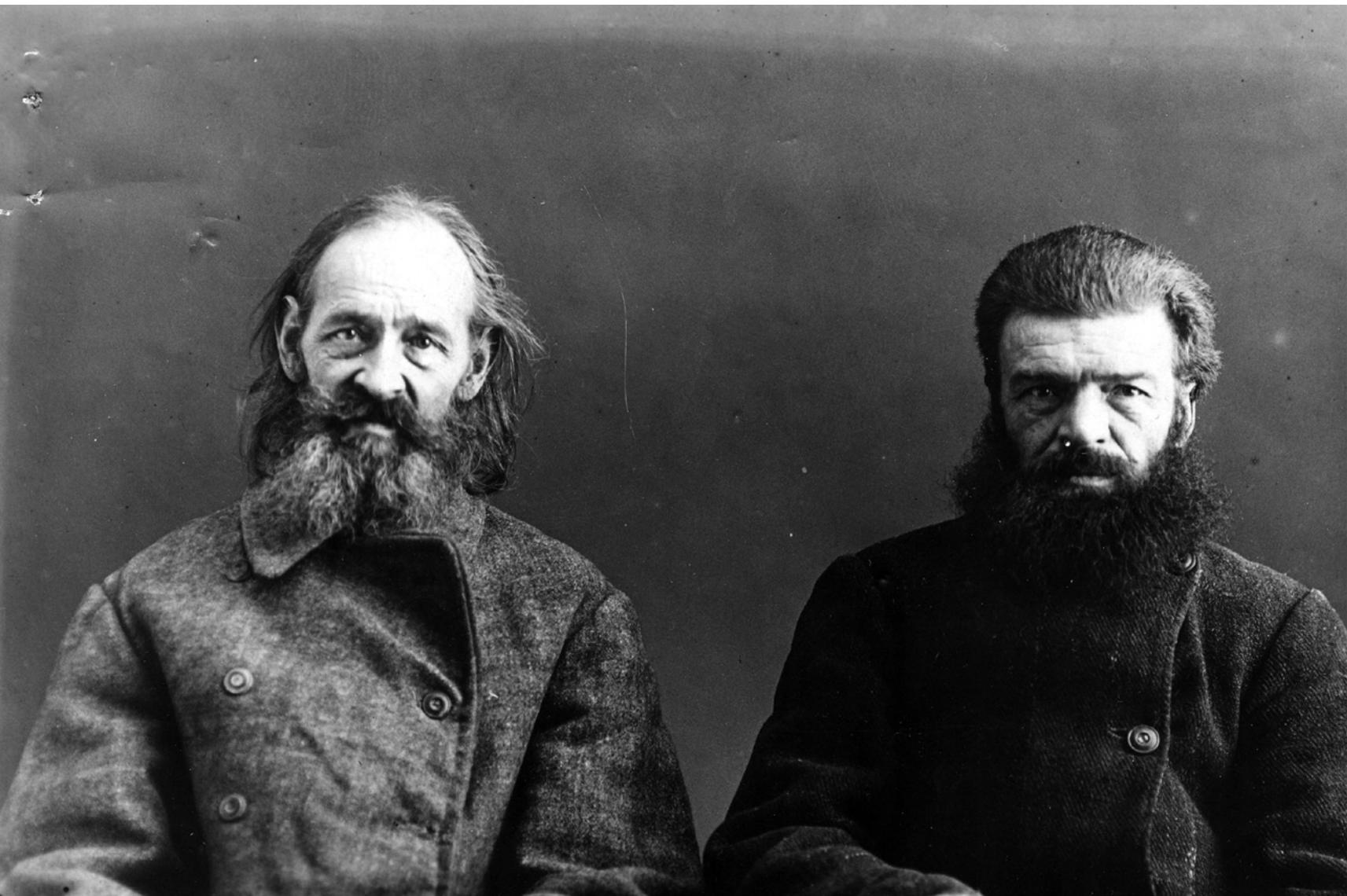
Nicolas Werth a montré en quoi la redéfinition du *koulak* dans le jargon soviétique était en partie une construction idéologique sur base d'un schéma marxiste stéréotypé et d'une méconnaissance profonde des réalités rurales : « [le koulak est] défini comme un "paysan exploiteur" dans un schéma marxiste de "lutttes des classes" plaqué sur les réalités complexes d'un monde paysan que le nouveau pouvoir bolchevique ignore

et méprise pour son "arriération asiatique" » (Werth 2009). Cette méconnaissance, qui doit certes être nuancée par les résistances effectives du milieu rural, et ce mépris de l'hétérogénéité des classes paysannes seront au fondement des pratiques de dékoulakisation mises en œuvre par les bolcheviks après la révolution. Ils justifieront une exploitation d'individus dont la réalité sociale et économique est étrangère aux schèmes de pensée de nombreux révolutionnaires, concentrés sur les grandes villes et sur la grande industrie. Comme on vient de le voir, on ne peut nier la croissance de la misère et de l'exploitation au sein de la communauté paysanne ni l'augmentation des tensions sociales, ce qui nuance le rejet intégral des schèmes marxistes appliqués à la paysannerie russe. Si les campagnes ont joué un rôle important dans la période insurrectionnelle comprise entre février et octobre 1917, la prise de pouvoir orchestrée par les bolcheviks va progressivement les priver de leur autonomie et les aliéner à un système étatisé et centralisé. La révolte de la Makhnovchtchina ukrainienne (voir le huitième chapitre) et les résistances des campagnes lors de la guerre civile illustrent les luttes constantes entre des paysans harassés, avides de liberté et d'autonomie, et un pouvoir bolchevique étranger, voire indifférent, à leurs conditions d'existence.

*croissance de la misère  
et de l'exploitation*



Photographies de paysans déportés ayant fui leur lieu d'assignation à résidence en Sibérie occidentale et rattrapés par la police, en 1932. Les photos ne reprennent pas les noms de ces paysans (© Memorial International Collection)





*prise de pouvoir  
d'octobre 1917*

## *sixième chapitre*

### **OCTOBRE 1917 : RÉVOLUTION OU COUP D'ÉTAT ?**

#### ***Radicalité contre réformisme***

Dans un article consacré au rôle de Marx dans l'organisation de la lutte ouvrière au sein de la Première Internationale et sur son rapport complexe à la spontanéité révolutionnaire et au dirigisme, Maximilien Rubel cite cet extrait important :

L'œuvre de l'Association internationale est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux *mouvements spontanés* des classes ouvrières, mais non de les diriger ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire. Par conséquent, le Congrès ne doit pas proclamer un *système spécial* de coopération, mais doit se limiter à l'énonciation de quelques principes généraux (Marx, cité in Rubel 1974 : 38).

S'il concède que le contexte nécessite l'emploi de forces organisées dans la lutte que mènent « les classes ouvrières elles-mêmes », Marx développe ici une conception qui ne peut nullement se réduire à un communisme autoritaire, contrairement à plusieurs mouvances « marxistes » qui ont succédé au penseur hostile à cette qualification<sup>17</sup>, dont la mouvance bolchevique. La prise de pouvoir menée par les bolcheviks en octobre 1917, bien qu'elle puisse se laisser interpréter comme un cas d'urgence visant à éclairer et à fédérer la classe ouvrière dans un contexte de guerre impérialiste, doit être analysée comme l'initiation d'une auto-proclamation autoritaire aux dépens d'un prolétariat entré en révolution depuis plusieurs années. Les termes « coup d'État », s'ils sont utilisés par Lénine lui-même, doivent être entendus comme une critique politique d'une forme d'autoritarisme non communiste. Contre la prudence d'un Kamenev et d'un Zinoviev, qui tentent de freiner Lénine, celui-ci planifie un « coup d'État militaire » qui ne jouit d'« aucun soutien de masse » (Figes 2007b : 883). Selon Orlando Figes, Chliapnikov va encore plus loin : « un soulèvement bolchevik n'est pas populaire et la rumeur qu'il s'en prépare un crée même une vague de panique » (Chliapnikov, cité in Figes 2007b : 883). La progressive instauration d'un système de répression brutale dans le courant de l'année 1918 s'accompagne d'une coercition et d'une criminalisation d'une large



Groupe de bolcheviks où l'on distingue notamment Kamenev, Lénine, Kalinine et Rykov

part de la société civile. Cette répression et cette criminalisation sont la continuité d'une idéologie déjà profondément ancrée dans le groupe bolchevique, plus encore dans la pensée de Lénine, et se concrétisent grâce à la prise de pouvoir d'octobre 1917. Afin de ne pas rouvrir une vive polémique historiographique, nous utiliserons les termes, plus neutres et objectifs, de « prise de pouvoir » et non de « coup d'État ».

<sup>17</sup> On rappellera la phrase célèbre de Marx : « Tout ce que je sais, c'est que moi je ne suis pas marxiste ».

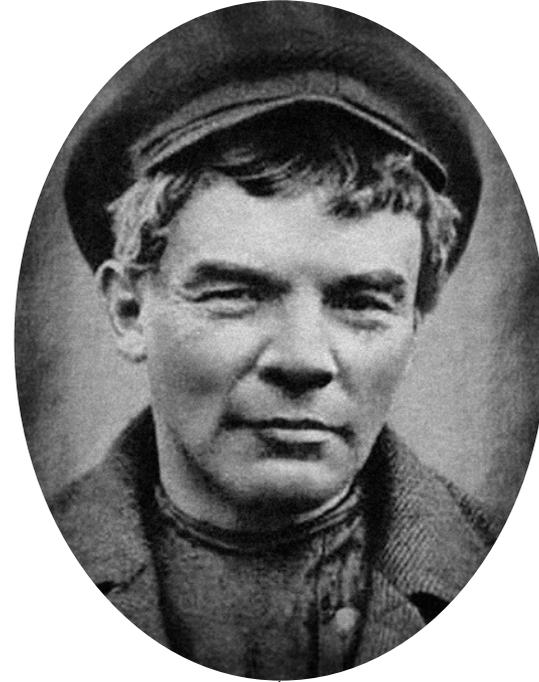
La question de la guerre est cruciale ; elle constitue le moteur de la prise de pouvoir des bolcheviks. La décision du gouvernement provisoire sous Gueorgui Lvov et sous Alexandre Kerenski de ne pas mettre fin à la guerre amène à une réaction des soviets qui en appellent en mars 1917 aux « camarades prolétaires, travailleurs de tous les pays », au « peuple du monde entier » (cité in Tissier 2019 : 139). Les soviets souhaitent lutter contre l'esprit de conquête des classes dominantes et mettre en œuvre une action commune des peuples d'Europe en faveur de la paix, sans toutefois stopper directement la guerre contre les volontés impérialistes étrangères. Plus radical, Lénine développe dans ses thèses d'avril une position pacifiste internationaliste, une fois revenu de Suisse avec l'appui de l'Allemagne. À Petrograd, il entend lutter contre la « guerre impérialiste de brigandage » (cité in Tissier 2019 : 154). Son projet vise précisément à diriger les masses vers une nouvelle forme de révolution afin de transférer le pouvoir des classes dominantes dans les mains des responsables bolcheviques, considérés par lui comme l'avant-garde du prolétariat. Grâce à la libération de la parole, Lénine entend exploiter les voies légales et la propagande pour faire comprendre aux masses qu'elles doivent suivre une orientation précise dans le processus révolutionnaire. La lutte contre la guerre prônée par Lénine, contrairement à la continuation du conflit voulue par le gouvernement provisoire et au

défensisme révolutionnaire des soviets, constitue donc un élément tactique indéniable dans la progressive prise de pouvoir des bolcheviks. C'est par cette critique antiimpérialiste et antimilitariste, dénoncée comme « défaitiste » par le gouvernement provisoire (dont les mencheviks et les SR), que les bolcheviks acquièrent progressivement leur légitimité. L'alliance de certains socialistes avec la bourgeoisie dans l'engagement pour la guerre impérialiste amène en effet les bolcheviks à critiquer cette compromission et à la dénoncer au sein des masses ouvrières.



Soulèvement contre le gouvernement provisoire en juillet 1917

La progression du mécontentement en juillet à Petrograd entraîne de nouvelles manifestations spontanées d'ouvriers, de soldats et de marins (essentiellement ceux de Kronstadt), manifestations face auxquelles les bolcheviks restent passifs. Cette attitude attentiste vaut à plusieurs d'entre eux d'être arrêtés, tandis que Lénine est contraint à un nouvel exil en Finlande. Progressivement, les bolcheviks radicalisent encore leur position en réclamant contre le gouvernement provisoire « tout pouvoir aux soviets ». Il semble que cette radicalisation de l'idéologie des bolcheviks et de leur stratégie politique soit le résultat d'un double processus contradictoire : d'une part les mesures prises par les partis dits « bourgeois » et les compromissions de plusieurs fractions socialistes



Lénine, grimé lors de son exil en Finlande, avant la prise de pouvoir d'octobre 1917

sont à l'origine d'une réaction révolutionnaire et, d'autre part, le caractère très social de certains libéraux oblige les bolcheviks à se positionner toujours plus à l'extrémité de l'échiquier politique. Le terrain de la gauche russe des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle est miné par de multiples fractions divergentes, de la gauche du parti KD aux bolcheviks, en passant par les SR de gauche, les mencheviks et les anarchistes.

La radicalisation bolchevique s'accompagne d'une « radicalisation des masses » (Werth, cité in Tissier 2019 : 171), qui multiplie les grèves et s'oppose de plus en plus au gouvernement provisoire au profit du soviét investi stratégiquement par les bolcheviks. Ces soulèvements sont motivés par une hausse conjointe du chômage et du coût de la vie et sont le résultat d'un ressentiment envers les sociaux-démocrates qui troquent leur idéologie révolutionnaire pour une conciliation entre classes. Dans les campagnes, le mécontentement est tout aussi manifeste : des émeutes et des pillages de propriétés éclatent en réaction aux réquisitions qui profitent aux villes et au front. S'ajoute à ce contexte la compromission de Kerenski avec le général Lavr Kornilov, héros de la guerre russo-japonaise d'origine cosaque, qui rétablit la peine de mort sur le front. Avec le retour des KD au gouvernement à la fin juillet et la croissance de l'autorité de Kornilov, le gouvernement prend un tournant ouvertement conservateur qui risque de se retourner en contre-révolution, voire en dictature militaire. Kornilov tente alors contre Kerenski un coup d'État qui est mis en échec par la mobilisation du Soviet de Petrograd et des militants révolutionnaires. Face aux risques d'une contre-révolution et face à la tentative de Kerenski de tenir à distance ceux qui le soutiennent au profit des KD, les mouvements de gauche s'ouvrent à une collaboration avec les plus radicaux de la révolution, les bolcheviks.



Lavr Kornilov

## *La prise de pouvoir*

Alors que se préparent les élections de l'assemblée constituante à l'automne 1917, les bolcheviks planifient une prise de pouvoir, dans la continuité de l'élection de Trotski à la tête du soviet de Petrograd, qui a constitué un comité militaire révolutionnaire. Citant Marx pour Engels, Lénine avance sa stratégie depuis son exil dans le texte « Conseil d'un absent », qui préfigure déjà sa conception de la guerre civile :

Choisir les éléments les plus résolus (nos « troupes de choc » et la jeunesse ouvrière, ainsi que les meilleurs matelots) et les répartir en petits détachements pour qu'ils s'emparent de tous les points essentiels et pour qu'ils participent partout, à toutes les opérations importantes, par exemple :

Encercler Petrograd et l'isoler, s'en emparer par une attaque concertée de la flotte, des ouvriers et des troupes – tâche qui exige de l'art et une triple audace.

Constituer des détachements des meilleurs ouvriers qui, armés de fusils et de bombes, attaqueront et cerneront les « centres » de l'ennemi (écoles militaires, télégraphe, téléphone, etc.) et qui auront pour mot d'ordre : périr jusqu'au dernier, mais ne pas laisser passer l'ennemi (Lénine Octobre 1917).

Comme on l'a déjà observé dans la section consacrée aux luttes entre bolcheviks et mencheviks, ce genre de position laisse également perplexes certains bolcheviks, dont Zinoviev et Kamenev, restés à Petrograd. Selon Lénine, l'insurrection ne sera violente que dans la mesure où les contradictions de classe le seront et dépendra de la fédération des autres forces socialistes. Contre le gouvernement provisoire et la lutte parlementaire, Lénine théorise une lutte armée de concert avec la lutte sociale du soviet. Lorsque Kerenski ordonne la censure des journaux bolcheviques le 24 octobre 1917, le comité militaire révolutionnaire du soviet parvient à exercer une pression, à isoler les membres du gouvernement provisoire et à mettre Kerenski en fuite. Dans la nuit du 25 au 26 octobre, les ministres du gouvernement provisoire sont arrêtés dans le Palais d'Hiver. Dans le même temps, les bolcheviks confèrent les pleins pouvoirs au congrès des soviets, qui se voit « vidé de toute opposition » (Tissier 2019 : 192).

Trois principaux décrets sont votés dans la foulée de la prise de pouvoir, le premier sur la paix, le deuxième sur la socialisation des terres et le troisième sur la constitution du Conseil des commissaires du peuple (dont l'acronyme en russe est *Sovnarkom*, pour *Soviet Narodnykh Kommissarov*), placé sous l'autorité de Lénine qui ne concède aucune place aux autres fractions révolutionnaires. Comme en miroir des mesures de censure et de répression dont ils ont été jusque là les victimes, les bolcheviks interdisent le journal des cadets. Dans plusieurs villes, ils bénéficient du ralliement des soviets locaux avec le pouvoir autoproclamé, à l'exception de l'Ukraine qui refuse de reconnaître le nouveau gouvernement bolchevique. Celui-ci laisse alors se dérouler les élections à l'assemblée constituante à la mi-novembre, auxquelles les SR obtiennent une majorité de près de 55%, contre 23% pour les bolcheviks. Les KD perdent une grande partie du terrain conquis avant la révolution de février, tandis que plusieurs petits partis nationalistes obtiennent plus ou moins 10% des voix, les mencheviks n'engrangeant quant à eux que quelques pourcentages des suffrages exprimés. Le 28 novembre se rassemblent plusieurs députés antibolcheviques à l'initiative du SR Victor Tchernov et une manifestation de cadets s'organise. Les bolcheviks répriment et arrêtent plusieurs responsables cadets, mencheviques, SR et anarchistes, tandis que certains SR de

gauche leur apportent leur soutien, comme Maria Spiridonova. C'est à ce moment que le *Sovnarkom*, dans lequel entrent plusieurs SR de gauche à la fin du mois de novembre, décide de prendre le pouvoir, de dénoncer toute forme d'opposition comme contre-révolutionnaire et de réprimer les grèves et les manifestations. Afin d'affaiblir la légitimité de l'assemblée constituante au profit du *Sovnarkom*, les bolcheviks assènent alors leur *credo* des pleins pouvoirs aux soviets contre celui de l'opposition socialiste qui réclame « tout le pouvoir à l'assemblée constituante ». Face aux réticences de cette opposition, les bolcheviks font dissoudre l'assemblée en janvier 1918, justifiée en ces termes par Maria Spiridonova :

*les bolcheviks  
font dissoudre  
l'assemblée en janvier  
1918*

Ces derniers temps le caractère de la révolution n'a cessé de se préciser toujours davantage, ses contours ont pris une netteté toujours plus grande, et l'idée s'est imposée à la conscience des partis socialistes et à celle de leurs chefs que toute institution parlementaire dans laquelle on cherche, par des résolutions sans fin, des débats interminables, des votes fastidieux, etc., à résoudre des problèmes qui ne peuvent l'être dans l'intérêt du peuple que par sa participation directe, bref que le parlementarisme ne peut dégager de la servitude les rapports entre les hommes. Et seulement alors toutes nos illusions parlementaires ont commencé à se dissiper. Et dès lors que cette idée s'est définitivement imposée, la question s'est posée de faire prévaloir par d'autres moyens la volonté du peuple, par des moyens inspirés par le caractère même de notre mouvement. Ces moyens, vous les connaissez. Dès 1905, le peuple avait commencé à se donner des organisations de type nouveau : les Soviets des Députés ouvriers, soldats et paysans (Spiridonova, citée in Tissier 2019 : 201).

Ce discours est marqué par l'antiparlementarisme propre aux bolcheviks, suspicieux envers toute forme de réformisme issu d'un modèle de représentation, qu'il soit direct ou indirect. Partisane d'une démocratie directe où le Soviet élu a plus de droit que l'assemblée de représentants, Spiridonova s'inscrit dans une logique de lutte de classe, logique selon laquelle l'ouvrier ne peut être représenté autrement que par un ouvrier. Seul le Soviet est selon elle susceptible de répondre à cette exigence, ce qui justifie sa supériorité par rapport à l'assemblée. Ce discours illustre un tournant dans la pensée bolchevique. En effet, avant la révolution, assemblée constituante et soviets n'étaient pas nécessairement opposés. La lecture qu'opère Lénine de la nécessité d'une révolution anticipée et d'une prise de pouvoir est une interprétation réformiste et opportuniste du marxisme, qui diffère profondément de la conception en deux phases de Plekhanov directement inspirée de Marx. Selon plusieurs révolutionnaires, dont Martov, une phase de cohabitation libérale était nécessaire avant l'instauration d'une nouvelle révolution sociale. Contre l'idée d'une prise de pouvoir plus tardive et transitoire défendue par de nombreux marxistes, la tactique bolchevique laisse entrevoir l'instauration d'une dictature du prolétariat permanente, motivée par un contexte de guerre civile latente. Une opposition binaire est alors instaurée entre d'une part les

bons révolutionnaires, les bolcheviks et les membres des classes ouvrières, et d'autre part la bourgeoisie, englobant tant les anciennes classes exploiteuses que les partisans d'une démocratie parlementaire, qualifiés de « petits-bourgeois ». Afin de lutter contre la deuxième catégorie, celle des « contre-révolutionnaires », est créée la Tcheka, bras armé et bouclier du *Sovnarkom*.



Prise du Palais d'Hiver reconstituée par Eisenstein en 1927



*image des premières  
arrestations successives  
à la prise de pouvoir  
bolchevique*

# *septième chapitre*

## **TERREURS IDÉOLOGIQUES**

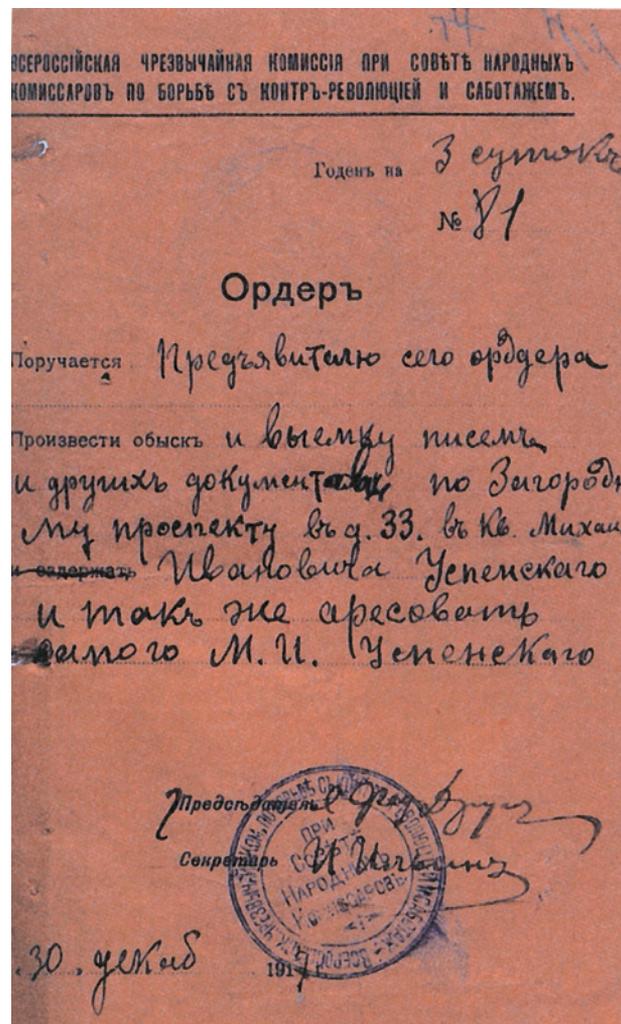
### ***La Tcheka et l'éducation à la violence***

Aux redondances occasionnées par le dualisme parti-État s'ajoute la présence de deux autres organismes indépendants de l'État, sinon du parti : l'armée et la police politique. Cette dernière joue un rôle particulièrement important. Elle est le principal instrument de la terreur, essence du totalitarisme aux yeux de Hannah Arendt. Elle est aussi la première source d'information confidentielle pour les dirigeants... et pour les historiens de l'URSS aujourd'hui, au fur et à mesure que s'élargit l'accès aux archives de l'OGPU (Bianco 2014 : 92- 93).

Dès le lendemain de la prise de pouvoir d'octobre 1917 est mise sur pied la Tcheka (le 7 décembre 1917), acronyme de « Commission extraordinaire », abréviation de Vétchéka, « Commission extraordinaire pan-russe de lutte contre la contre-révolution et le sabotage ». L'adjectif *extraordinaire* est en lui-même révélateur du caractère exceptionnel et extra-légal de son fonctionnement. Il conviendra très vite à la qualification de la violence de ses pratiques répressives, cette commission détenant des pouvoirs quasi illimités et n'ayant

aucun compte à rendre à la police ni aux instances judiciaires. Placée sous l'autorité de Félix Dzerjinski, la Tcheka a pour mission, dans un premier temps, de lutter contre la contre-révolution puis, très rapidement, d'instaurer une Terreur rouge décrétée par Lénine à la suite d'une tentative d'assassinat contre lui en août 1918. Composée d'anciens criminels, elle est dès ses premières années animée par un sentiment de vengeance, par une frénésie de violence qui s'exprime dans des massacres, des viols, des vols (au nom de la réquisition

des spéculateurs) et par une consommation remarquable d'alcool et de cocaïne. La Tcheka prend alors une tournure ouvertement répressive et arbitraire dès septembre 1918, en pleine guerre civile, contexte qui marque profondément l'esprit des bolcheviks et qui jette une lumière sur la dimension paranoïaque des arrestations futures. La guerre civile (1918-1922) est marquée par une multiplication des fronts pour les bolcheviks qui s'opposent tant à leurs anciens compagnons de lutte qu'aux partisans d'une Russie impériale et de ses anciens alliés de guerre (voir notamment Jevakhoff 2019).



L'un des premiers mandats d'arrestation, daté du 30 décembre 1917, émis par la Tcheka à l'encontre d'un intellectuel de renom, Ouspenskii, et signé de Dzerjinski (© Memorial International Collection)

Fait significatif, Dzerjinski a passé une très grande partie de sa vie dans les bagnes tsaristes et il connaît mieux que quiconque ses méthodes. Orlando Figes établit un rapport de causalité direct entre la violence subie et la violence exercée par ces révolutionnaires à partir de la guerre civile et de l'instauration de diverses formes de terreurs, rouges et blanches :

On peut tracer une ligne qui mène directement des rigueurs pénales du régime tsariste au terrorisme des révolutionnaires et, en fait, à l'État policier des bolcheviks. Comme disait Flaubert, « dans tout révolutionnaire, il y a un policier ». Félix Dzerjinski (1877-1926), le père fondateur de la Tcheka, en est un exemple classique. En 1917, il avait passé la majeure partie de sa vie d'adulte en prison ou en relégation, et notamment les trois dernières années dans la prison d'Orel, tristement connue pour les tortures sadiques que l'on y pratiquait, où, en tant que meneur d'une grève de la faim, il fut isolé pour le punir (son corps, disait-on, était couvert de balafres) (Figes 2007a : 252).

*rapport  
de causalité direct  
entre la violence subie  
et la violence exercée*

Hannah Arendt va également dans le sens de cette causalité : « la tradition de la révolution russe de 1917 est, pour une part assez substantielle, un succédané de la police secrète russe » (Arendt, citée in Enzensberger 2018 : 104). En réaction à la réelle minimisation de la réalité carcérale sous les tsars opérée par Anne Applebaum, qui vise à accentuer par contraste la barbarie des camps soviétiques<sup>18</sup>, il nous semble nécessaire d'interroger les relations qui sont à l'œuvre entre les deux systèmes. L'insistance d'Orlando Figes sur les stigmates corporels de Dzerjinski permet de comprendre l'importance de l'expérience de la répression tsariste à l'encontre des révolutionnaires. Ceux-ci ont intégré, physiquement et psychiquement, une violence politique orchestrée par un État, ils ont évolué – souvent depuis le plus jeune âge – dans un contexte de domination et de répression, ils ont été stigmatisés pour ce qu'ils étaient, socialement et idéologiquement.

Dans *Origins of the Gulag*, Michaël Jakobson mentionne les propos de Trotski dénombrant les années passées par les délégués bolcheviques en prison, dans les *katorga* ou en exil (Trotski, cité in Jakobson 1993 : 18). Loin de justifier ou d'excuser la barbarie de la Tcheka, du SLON et du GOULAG, la prise en compte de l'expérience carcérale des bolcheviks eux-mêmes éclaire les origines d'une extension et d'une banalisation de la violence politique. Ce point de vue n'en fait nullement les victimes d'un système mais plutôt les instruments inconscients d'une violence exercée de façon continue par des pouvoirs successifs, dont le point idéologique commun est une volonté d'isoler et de rééduquer des éléments idéologiquement déviants, au profit de l'autoconservation d'un système autocratique et arbitraire. Rita di Leo insiste quant à elle sur l'analogie entre la monarchie et le système soviétique du point de vue de l'absence de droit, d'autonomie et de dissension :

<sup>18</sup> N'évoquant pas, dans son introduction de *Goulag*, le cas de Dzerjinski, l'auteure utilise une formule malheureuse qui, à propos d'autres régimes totalitaires, sonnerait, sinon comme une forme de négationnisme, du moins comme une ironie déplacée : « [...] en comparaison à ce qui allait suivre, la route de la Sibérie paraît désormais, *sinon exactement agréable*, du moins comme un châtement pas très lourd pour le petit groupe d'hommes qui devaient conduire la Révolution russe » (Applebaum 2005 : 27, c'est nous qui soulignons). Bien que l'ampleur de la violence ne soit pas comparable entre le régime bolchevique et le pouvoir tsariste, il ne nous semble pas utile de minimiser la réalité carcérale de ce dernier.

Le pouvoir soviétique avait les mêmes caractéristiques que le pouvoir des monarchies : il ressemblait au pouvoir absolu d'avant 1789, qui n'admettait ni médiations ni dissensions, ni droits ni autonomies. À ce pouvoir correspondait une politique de puissance, un projet d'expansion de ses propres domaines territoriaux de la part du monarque, soutenu financièrement par les banquiers et les marchands, et rejeté par les autres princes-monarques (di Leo : 60).

*tandis que la spéculation  
devient un crime politique,  
les délits qui constituaient  
une petite délinquance  
se voient  
plus sévèrement punis  
au nom de leur prétendue  
teneur politique*

L'idée marxiste selon laquelle il n'existerait que peu de responsabilité individuelle dans la création des criminels et qu'une disparition complète des circonstances politico-économiques à l'origine de la criminalité abolirait en même temps celle-ci peut paradoxalement être appliquée aux bolcheviks et à leur système de répression. Si la criminalité ne disparaît nullement après la révolution, c'est parce que ce sont les criminels qui sont au pouvoir et que ce sont eux qui mettent en œuvre des circonstances criminogènes pires encore que sous les tsars et le capitalisme. Tandis que la spéculation devient un crime politique, les délits qui constituaient une petite délinquance se voient plus sévèrement punis au nom de leur prétendue teneur politique (de 5 à 10 ans pour des vols ou des formes d'insoumission), ce qui tend à marginaliser encore davantage certains individus à la limite du sous-prolétariat. À propos de la criminalisation d'une frange déjà marginalisée de la société russe, Evguénia Iaroslavskaïa-Markon – qui a soutenu dans un premier temps les bolcheviks – note :

La classe à laquelle j'appartiens, selon moi, est celle de tous les déclassés, aussi bien les criminels de droit commun que les intellectuels asociaux, et, en règle générale, tous ceux qui méprisent l'opinion publique, qui la provoquent et luttent avec franchise pour affirmer leur individualité dans tout son éclat. Je trouve la politique répressive du pouvoir soviétique à l'égard de la pègre d'une scandaleuse hypocrisie (exiler, déporter, ce n'est pas résoudre le problème de la criminalité, mais l'éluider), c'est trahir un groupe qui dès le début a soutenu ardemment la révolution et n'a jamais été lié à aucune notion de propriété.

J'ai sympathisé autrefois avec le parti des bolcheviks [...], mais à présent je n'admets aucune coopération avec un pouvoir soviétique qui discrédite les idéaux de la révolution et se cache hypocritement sous le nom de soviets dont il ne fait en réalité aucun état, gouvernant selon les mots d'ordre d'une poignée d'intellectuels – le Comité central, cramponné au pouvoir (Iaroslavskaïa-Markon 2017 : 125-126).



Photographie d'identité d'Evguénia Iaroslavskaïa-Markon, militante anarchiste. Condamnée en 1929, elle tente de rejoindre son mari, le poète Alexandre Iaroslavski, incarcéré aux Solovki. Arrêtée en juillet 1930, elle est exécutée en juin 1931 après avoir essayé de frapper le commandant du camp (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

Afin de comprendre encore plus précisément les causes de la violence terroriste de la Tcheka, il faut pointer le rôle de la Terreur blanche qui, dès décembre 1917, tente d'instaurer une dictature militaire sur base d'une idéologie impérialiste-nationaliste et qui organise, selon Pierre Boutonnet, une « violence vengeresse et aveugle » (Boutonnet 2010 : 569). En analysant différentes archives qui ne s'inscrivent pas dans des logiques de propagande, Pierre Boutonnet montre en quoi la terreur des unités de Denikine et de Kolcak était elle aussi motivée par des questions idéologiques et qu'elle pouvait être planifiée et organisée à des fins stratégiques. Les archives de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Paris montrent en quoi Judenic, général de Nicolas II, combat « méthodiquement

le bolchevisme, sans épargner ceux qui collaboraient avec lui », tandis que l'armée de Denikine exerce une « répression extralégale, dépassant le cadre du bolchevisme ». Par ailleurs, les archives du Service historique de la Défense font état de « l'exécution de prisonniers rouges, fusillés sans preuve pour bolchevisme ». Mais c'est surtout l'ataman Annenkov qui pratique la terreur la plus brutale en se rendant en partie responsable d'un pogrom à Ekaterinbourg qui aurait fait plus de 2000 morts en juillet 1919 et du massacre de prisonniers à Kamychlov. On synthétisera ici les propos de Riabikov et de Diterichs, deux militaires influents, qui sont représentatifs de l'organisation violente de la terreur blanche :

Que notre armée avance ou recule c'est partout le même tableau : vol, pillage, ruine des paysans, ce que ne fait pas notre armée est achevé par notre vaillante administration avec les châtiments. [...] Pas plus tard qu'hier, vous m'avez dit, mon général, que vous trouviez indispensable de balayer du front toute la politique gauche sans pitié. [...] C'est maintenant qu'il faut extirper les tendances gauches qui nous conduiraient à de nouvelles souffrances [...]. Au nom de la renaissance du Pays, j'exige l'extirpation radicale du travail du parti des socialistes révolutionnaires (Riabikov et Diterichs, cités in Boutonnet 2010 : 573).



Collège de la Tcheka, l'organe dirigeant de la police politique, réuni autour de Dzerjinski en 1920 (© Droits réservés)

Produisant une animalisation complète de l'ennemi, le commandant de l'armée responsable du massacre des prisonniers politiques d'Annenkov justifie l'exemplarité de son geste : « les chiens ne méritent que la mort des chiens. C'est bien que les soldats voient comment nous traitons nos ennemis » (cité in Boutonnet 2010 : 576). La propagande antisémite des blancs amalgamant bolchévisme et identité juive se rend alors coupable d'une répression sanglante au sein de la communauté juive qui fait, directement ou de manière collatérale, plus de 100.000 morts dans le sud de la Russie, en Pologne, en Biélorussie et en Ukraine (voir Miliakova et Ziuzina 2008 et Miliakova 2010). Le rôle des armées de Denikine et plus largement des chefs blancs dans la répression de centaines de milliers de sujets, principalement juifs, dans le courant de l'année 1919 met en lumière une réalité trop peu étudiée, celle d'un antisémitisme meurtrier dans les territoires périphériques à la Russie (voir à ce propos Bensoussan-Bursztein 2018)<sup>19</sup>. Dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire*, Victor Serge réalise un état des lieux de la situation à la fin de l'année 1919, moment où les armées blanches, soutenues par les Français et les Britanniques, sont sur le point de renverser la révolution :

<sup>19</sup> Notre propos n'est pas d'analyser précisément les causes, complexes, des différents pogroms en Russie. On renverra à ce propos aux travaux mentionnés en bibliographie en précisant toutefois qu'une distinction doit être faite entre les pogroms perpétrés entre les années 1903 et 1907 et ceux qui ont cours durant la guerre civile.

L'armée nationale du général Denikine occupait toute l'Ukraine et prenait Orel. L'amiral Koltchak, « Chef suprême » de la contre-révolution, tenait toute la Sibérie et menaçait l'Oural. Les Britanniques occupaient Arkhangelsk, où l'un des plus vieux révolutionnaires russes, Tchaïkovski, ancien ami de mon père, présidait un gouvernement « démocratique » qui fusillait les Rouges. Les Franco-Roumains venaient d'être chassés d'Odessa par l'armée noire (anarchiste), mais une flotte française était dans la mer Noire. La Hongrie soviétique s'était écroulée. Somme toute, quand nous dressions le bilan, le plus probable était que la révolution entraînât en agonie, qu'une dictature militaire « blanche » s'imposerait bientôt et que nous serions tous pendus et fusillés. Cette conviction nette, au lieu de répandre le découragement, galvanisa l'esprit de résistance (Serge 1951 : 98).

Ce contexte d'insécurité et d'extrême précarité entraîne une escalade de violence en réaction à la menace d'une dictature militaire blanche, dont la barbarie menace d'entraîner l'ancien Empire dans un chaos généralisé. Si la dictature militaire blanche ne s'institutionnalise certes pas, le chaos n'est quant à lui pas évité. La période de la guerre civile est un moment de grande brutalité, elle est marquée par différentes terreurs idéologiques et par une spirale de violence. Cette spirale, cette banalisation et le contexte qui les ont rendues possibles sont essentiels pour comprendre le tournant autoritaire et totalitaire pris par le pouvoir bolchevique, qui applique une domination absolue sur toute forme d'opposition de peur que s'instaure une « dictature militaire blanche ».

*la période  
de la guerre civile  
est un moment  
de grande brutalité*

## ***Les prémisses de la guerre civile***

La volonté des dirigeants de l'armée blanche de « balayer » et d'« extirper » les courants révolutionnaires, principalement le courant bolchevique, donne lieu à une réaction de violence sans précédent, qui se soldera elle aussi par une terreur de masse sans distinction. Dans la section qu'il consacre à la Terreur rouge dans son *Histoire du terrorisme*, Gilles Ferragu reproduit les termes utilisés par la *Krasnaya Gazeta*, revue de l'Armée rouge : « c'est par centaines que nous allons tuer sans merci nos ennemis. Tuons-les par milliers, noyons-les dans leur sang. Pour le sang de Lénine et d'Ouristki, faisons couler à flots le sang des bourgeois » (cité in Ferragu 2019). Cette violence verbale, qui traduit une frénésie meurtrière, entraîne une escalade de violences à la suite du meurtre d'Ouristki et de la tentative d'assassinat de Lénine en août 1918. Ce dernier est visé non par une action des chefs blancs mais par une socialiste-révolutionnaire, Dora Kaplan, qui le dénonce comme traître du socialisme. Lénine s'attire en effet les foudres de nombreux militants du mouvement ouvrier et d'adversaires socialistes au bolchevisme, en raison notamment d'un revirement contre-révolutionnaire et autoritaire opéré dès le lendemain de la révolution jusqu'à sa mort en 1924. Comme le suggère Maximilien Rubel, cette défiance de plusieurs groupes révolutionnaires se fonde sur une

opposition commune à la mystification produite par les bolcheviks. Le marxologue relève en effet la fascination de Lénine pour une forme de capitalisme d'État, voire de taylorisme, et ses tendances autoritaristes, qui n'épargnent ni les groupes révolutionnaires hétérodoxes ni les mouvements ouvriers autogestionnaires :



Terreur rouge (© Goulag. Une histoire soviétique/Arte-Seuil)



Terreur blanche (© Alamystock)

Parlant de l'édification et de l'organisation de l'appareil de production en Russie, Lénine ne cachait pas son admiration et son respect pour les méthodes américaines (taylorisme) et allemandes (discipline draconienne du travail, entreprises étatisées) alors que les initiatives spontanées des ouvriers en vue d'échapper à la tutelle des dirigeants politiques et administratifs en prenant en main la production et la gestion des entreprises ne rencontraient chez lui aucune compréhension (Rubel 1974 : 67).

La réalité socioéconomique qui s'instaure en Russie soviétique, qui tente de se camoufler derrière un discours marxiste antibourgeois et anticapitaliste, participe à l'augmentation du ressentiment des masses ouvrières ainsi que des anciennes élites dirigeantes à l'égard des bolcheviks. Résulte de ce paradoxe une multiplication des fronts de violence durant la guerre civile (1918-1922) : s'opposent progressivement au pouvoir bolchevique les partisans des tsars, les libéraux-conservateurs, les libéraux, les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes, soit tout l'échiquier politique. Au tout début de septembre 1918, en réponse au double attentat contre Lénine et Ouritski, environ 1.300 détenus des prisons de Petrograd et de Kronstadt sont massacrés. Ceux-ci sont présentés comme des « otages de la bourgeoisie ». Nicolas Werth estime, sur base des archives du journal tchékiste *Ejenedelnik VCK*, qu'environ 10.000 à 15.000 victimes sont exécutées dans les mois de septembre-octobre 1918 à Moscou, Petrograd, Tver, Nijni-Novgorod, Viatka, Perm, Ivano-Voznessensk et Toula (Werth 2009).



Dora Kaplan, socialiste-révolutionnaire à l'origine de la tentative d'assassinat de Lénine en août 1918

Face à ce contexte d'hostilité généralisée, dans lequel « aucun camp n'a eu le monopole de la violence », Lénine et les bolcheviks reprennent l'idée de « terreur de masse », qui se caractérise par une « politique volontariste, théorisée et revendiquée, sans la moindre inhibition, comme un acte de régénération du corps social » (Werth 2009). Il s'agit dans cette volonté de « régénération du corps social » d'une logique d'hygiénisation justifiée par l'instauration, dans le vocabulaire et les mentalités, de la notion d'« ennemi de classe ». Cette hygiénisation est liée à une animalisation de l'ennemi, comme le montre le texte de Lénine « Comment organiser l'émulation ? » (Décembre 1917). Usant à plusieurs reprises des termes « parasite », « meute », « écrasement », ce texte est l'expression caricaturale de la pratique de l'insulte, récurrente dans la propagande de la *Pravda* :

*contexte d'hostilité  
généralisée,  
dans lequel  
« aucun camp  
n'a eu le monopole  
de la violence »*

Le recensement et le contrôle, indispensables pour passer au socialisme, ne peuvent être que l'œuvre des masses. Seule la participation bénévole et consciencieuse de la masse des ouvriers et des paysans, dans l'enthousiasme révolutionnaire, au recensement et au contrôle sur *les riches, les filous, les parasites et les voyous*, peut vaincre ces survivances de la maudite société capitaliste, ces déchets de l'humanité, ces membres irrémédiablement pourris et gangrenés, cette infection, cette peste, cette plaie que le capitalisme a légués au socialisme (Lénine Décembre 1917).

Si cette accumulation d'insultes peut surprendre par ses ridicules caricatures, elle n'en a pas moins participé à transformer le statut des ennemis en sous-hommes à éliminer : « parasites », « déchets de l'humanité », « pourris », « gangrénés », « infection », « peste », « plaie » sont autant de qualificatifs médicaux justifiant une élimination physique. La Tcheka, créée le même mois que la parution de ce texte, trouve donc dans cette rhétorique les justifications de son action aveugle : « il est indéniable qu'un tel langage prépare le meurtre en déshumanisant les victimes qui, bien que condamnées par l'évolution historique, restent néanmoins, par un tour de passe-passe dialectique, perçues comme une menace imminente et mortelle » (Werth 2009).

*reproduction stéréotypée  
d'une argumentation  
applicable sans distinction  
à toutes les formes  
d'opposition*

On retrouve bien au fondement de ce discours purificateur (encore exacerbé sous Staline) une idéologie hygiéniste couplée à une animalisation des sujets et des groupes sociaux : les termes « nettoyer », « saleté », « purifier », « parasite », « insecte », « vermine » sont l'expression de ce que Maxime Gorki dénonce, dans le *Novaia Zhijn*, comme une « explosion d'instincts zoologiques ». Lénine affirme en effet qu'il faut « nettoyer la terre russe de tous les insectes nuisibles » ; Wilhelm Liebknecht écrit quant à lui *Les Araignées et les Mouches*, ouvrage largement diffusé par les bolcheviks dont l'imaginaire joue sur une symbolique animale stéréotypée. Plus largement encore, la métaphore du capital comme vampire suceur de sang développée par Marx dans le *Capital* est déplacée au profit d'une animalisation des rapports sociaux : les bourgeois sont ces insectes « assoiffés de sang », ces parasites « qui sucent le sang du peuple ». Cette image de la ponction sanguine est également utilisée par Mikhaïl Lashevich à propos des insurgés de Kronstadt et de Petrograd en février 1921, preuve de la reproduction stéréotypée d'une argumentation applicable sans distinction à toutes les formes d'opposition. Les insurgés sont qualifiés de « sangsues qui ne cherchent qu'à extorquer » (cité in Berkman 2017 : 242).

L'animalisation de la classe bourgeoise, dans laquelle sont amalgamés tous les ennemis potentiels, ainsi que l'hygiénisation médicalisée de la société dans son entier participent à l'instauration d'un racisme de classe. La progressive institutionnalisation de la dékoulakisation (la répression des paysans koulaks, c'est-à-dire capitalistes ou supposés comme tels) en élimination de classe s'est muée, dans un cas précis, en un véritable projet d'élimination d'une communauté, à savoir la « décosaquisition ». Il s'agit dans ce cas d'un groupe ethnoculturel associé à l'autorité des tsars et qui est à l'origine de nombreuses répressions des mouvements ouvriers. Ce glissement sémantique d'une stigmatisation sociale à une stigmatisation ethnique illustre une contradiction idéologique majeure du discours soviétique, à savoir la discrimination ethnique-nationale opposée à l'idéal originel d'internationalisme. Il fonde la tendance à l'animalisation de la lutte de classe à l'œuvre de façon insidieuse dans le discours soviétique.

Une causalité argumentative se développe progressivement dans l'impensé collectif, celle d'une assimilation entre l'origine sociale, l'orientation idéologique et l'origine ethnographique : si le Cosaque (puis plus tard l'Allemand, l'Ukrainien ou le Polonais) est dangereux, c'est parce qu'il est forcément sujet au déviationnisme idéologique propre à son supposé statut de « contre-révolutionnaire bourgeois nationaliste ». S'opère alors un triple processus dans le discours soviétique à partir de l'expérience de la guerre civile : une répression des minorités sur base de critères nationaux et ethniques, une animalisation de la lutte de classe et une hygiénisation de la société. Alexandre Berkman relève en ce sens le processus de nettoyage de tous ces éléments nuisibles lors de la réception des délégations étrangères à Moscou en juin 1921 :

La ville se pare d'un air de fête. Des drapeaux rouges et des bannières décorent les bâtiments officiels et les résidences des bolcheviks importants. Les ordures accumulées depuis des mois dans les rues sont enlevées, des nuées de gamins vendeurs à la sauvette sont arrêtés, les mendiants ont disparu de leurs repaires habituels, et la rue Tverskaïa est débarrassée de ses prostituées. Les artères principales sont pavoisées de slogans révolutionnaires et des affiches colorées illustrent le « triomphe du communisme » (Berkman 2017 : 255).

114

Au travers de cet idéal hygiéniste et purificateur (qui vise tant la bourgeoisie que le *lumpenproletariat*), également critiqué par Evguénia Iaroslavskaïa-Markon, le discours soviétique mêle trois formes de discriminations (le plus souvent fondées sur des fantasmes) : idéologique, sociale et nationale. Cette intrication tend à inoculer dans l'inconscient un rapport de causalité entre l'origine nationale, l'appartenance de classe et les prédispositions idéologiques des individus.

La décosaquisation, qui vise essentiellement les Cosaques du Don et du Kouban, relève d'une décision politique du parti bolchevique. En janvier 1919 est en effet rédigée par le Comité central une résolution secrète stipulant que les riches cosaques devront être exterminés physiquement. Toujours dans une logique d'exécution des otages de la bourgeoisie, 8.000 Cosaques sont tués entre février et mars 1919. D'autres sont enfermés avec leur famille dans des camps de concentration, dont celui de Maïkop. D'octobre à novembre 1920, plusieurs villages cosaques sont vidés de leurs habitants et déportés vers le Donbass afin d'être mis au travail forcé dans les mines. Cette décosaquisation orchestrée au nom de la dékoulakisation de manière chaotique à la fin de l'année 1920 s'est réalisée par convois ferroviaires, souvent destinés au transport de marchandises, procédé qui sera repris dans l'organisation des camps du Goulag.

S'il n'est pas question de comparer le caractère planifié, plus ou moins idéologique et stratégique des Terreurs rouge et blanche, il est toutefois possible de trouver dans un contexte plus large les causes communes d'une barbarie collective. L'exemple d'Alexei Broussilov, qui fut général dans l'armée impériale, commandant de l'armée de Kerenski puis haut conseiller dans l'Armée rouge, permet d'illustrer la continuité de violence qui est à l'œuvre dans la société russe dans les décennies 1910-1920. Le revirement militariste des bolcheviks et l'instauration d'un « communisme de guerre » durant la guerre civile s'inscrivent dans la volonté de défendre le pouvoir politique coûte que coûte au nom de la lutte, par les armes et la répression, contre un ennemi héréditaire. Le plus souvent construit par un discours de propagande, cet ennemi englobe en réalité tout opposant politique, qu'il soit partisan d'un retour du pouvoir impérial, d'un État socialiste non conforme à la vision bolchevique ou d'une abolition anarchiste de l'État. C'est sur ces différents groupes révolutionnaires dissidents que se concentre le chapitre suivant.



Arrestation de religieux durant la guerre civile (© Goulag. Une histoire soviétique/Arte-Seuil)



*répression de révolutionnaires  
non bolcheviques au début  
des années 1920*

(© Goulag. Une histoire soviétique/Arte-Seuil)

# *huitième chapitre*

## **LA RÉPRESSION DES RÉVOLUTIONNAIRES NON BOLCHEVIQUES**

### ***Grèves et soulèvements***

Chaque jour les preuves accablantes s'accumulaient. Je voyais la tragique nécessité révolutionnaire institutionnalisée en terreur irresponsable, le sang de milliers d'êtres versé sans raison ni retenue. Je voyais la lutte des classes, terminée depuis longtemps, devenir une guerre de vengeance et d'extermination. Je voyais les idéaux d'hier trahis, le sens de la révolution perverti, son essence caricaturée en réaction. Je voyais les ouvriers abattus, la totalité du pays réduit au silence par la dictature du Parti et sa brutalité organisée. Je voyais des villages entiers dévastés par l'artillerie bolchevique. Je voyais les prisons remplies – non pas de contre-révolutionnaires, mais d'ouvriers et de paysans, d'intellectuels prolétaires, de femmes et d'enfants affamés. Je voyais les éléments révolutionnaires persécutés, l'esprit d'Octobre crucifié sur le Golgotha de l'État communiste tout-puissant (Berkman 2017 : 273-274).

Les prisonniers du régime bolchevique durant la guerre civile sont répartis en différentes catégories incarcérées dans deux types de camps : d'une part, les « ennemis du peuple » (bourgeois et anciens membres de l'administration tsariste) et, d'autre part, les prisonniers de droit commun. La première catégorie est gérée par la Tcheka de Félix Dzerjinski grâce à des

*konstslager* (des « camps de concentration »), tandis que la seconde expérimente les « camps de travail correctif », destinés à transformer la peine de prison en peine de travail. Dans les deux groupes, on trouve tous types de profils sociaux ciblés par une volonté de rééducation, preuve de l'arbitraire de ces catégories et du caractère très flou de leur distinction (Jakobson 1993 : 25- 26).

Progressivement sont également visés les révolutionnaires non bolcheviques, à savoir les mencheviks, les anarchistes, les héritiers du populisme russe et, surtout, les socialistes-révolutionnaires de gauche et de droite.

Si l'on connaît relativement bien le massacre (plus de 2000) et la déportation en Sibérie (plus de 2500) des marins de Kronstadt en mars 1921 par l'Armée rouge (voir notamment Marie 2005), rares sont les études consacrées aux répressions des grèves qui eurent lieu presque exactement deux ans plus tôt. Henri Arvon revient sur l'interdiction de toute grève proclamée en novembre 1917 par le Conseil des Commissaires du Peuple, décision on ne peut plus surprenante pour un régime prétendument communiste, et sur la « fierté prolétarienne » (la formule est de Victor Serge) ayant amené de nombreux ouvriers à s'insurger contre l'autorité dictatoriale du parti (Arvon 1987 : 41-42). Nicolas Werth (2009) recense au moins trois vagues d'exécutions sommaires de grévistes en mars 1919. La première, à Astrakhan, est le résultat d'une fédération de soldats mutinés et de grévistes, qui protestent contre les normes de rationnement et les arrestations de militants socialistes non bolcheviques. La Tcheka exécute – parfois par noyade – plusieurs centaines de grévistes requalifiés par les autorités de « bourgeois ». Cette tuerie de masse est le plus grand massacre d'ouvriers par les bolcheviks avant Kronstadt. La

deuxième vague de répression a lieu à Petrograd contre les ouvriers grévistes de l'usine Poutilov, qui fut le foyer des révolutions spontanées de février 1905 et de février 1917. Après avoir réclamé une liberté d'élection aux soviets, une suppression des mesures de restriction alimentaire et une libération des militants des « authentiques partis révolutionnaires », environ 200 grévistes sont exécutés par la Tcheka. Enfin, l'écrasement d'une grève à Toula en réaction à l'arrestation des mencheviks fait près de 30 morts, plusieurs centaines d'arrestations et de licenciements.

*interdiction de  
toute grève proclamée  
en novembre 1917  
par le Conseil  
des Commissaires  
du Peuple*



Marins insurgés de Kronstadt



Nestor Ivanovitch Makhno, anarchiste, aux côtés d'Alexandre Berkman  
(© Alamystock)

La fin de la guerre civile et l'institutionnalisation de la barbarie de la Tcheka constituent le point de rupture pour la plupart des intellectuels anarchistes et des révolutionnaires critiques. Tant Victor Serge que Nestor Makhno et Alexandre Berkman voient dans le tournant de la révolte de Kronstadt un moment « totalitaire » (Serge 1951 : 141), un reniement des idéaux de la révolution : « Le monopole du pouvoir, la Tcheka, l'Armée rouge ne laissent plus subsister de l'"État-Commune" rêvé qu'un mythe théorique. La guerre, la défense intérieure contre la contre-révolution, la famine créatrice d'un appareil bureaucratique de rationnement avaient tué la démocratie soviétique » (Serge 1951 : 142).

Il faut noter que s'était développée dans l'esprit de nombreux révolutionnaires non bolcheviques la conviction qu'une nouvelle révolution était nécessaire face à la dictature sur le prolétariat instaurée par les bolcheviks. Après la révolution libérale de février 1917, après la révolution soviétique d'octobre 1917, une révolution antiétatique était nécessaire. Comme l'illustre notamment le travail d'Yves Ternon (1981), ce sont principalement les anarchistes qui développent cette idée au fur-et-à-mesure que leurs relations avec les bolcheviks se dégradent. C'est le cas de la Makhnovchtchina ukrainienne, nom donné aux groupes de paysans insurgés et fédérés autour de Nestor Makhno. Formé en prison, notamment à la

Boutyrka de Moscou, où il a découvert les théories de Bakounine et de Kropotkine, condamné à mort en 1908 et très souvent puni pour son caractère récalcitrant, Makhno est un nouvel exemple de l'éducation par la violence politique de la Russie tsariste à la Russie soviétique. Comme membre du soviét, il collabore dans un premier temps avec les bolcheviks avant d'être contraint de s'opposer à eux au cours des années 1920-1921. En effet, en janvier 1920, le Comité central du parti communiste ukrainien déclare les troupes de Makhno hors la loi, entraînant une lutte sans merci entre les deux parties. Les bolcheviks pratiquent alors une répression sans distinction, fusillant en Ukraine de nombreux paysans soupçonnés d'appartenir à des guérillas et enfermant les agitateurs anarchistes. Le coup de grâce est donné par l'Armée rouge en novembre 1920, après une trêve qui était destinée à lutter conjointement contre Wrangel, successeur de Denikine dans le combat des blancs contre les rouges. Une fois Wrangel défait, Makhno refuse de soumettre ses troupes à l'Armée rouge, ce qui

lui vaut d'être considéré comme un ennemi du pouvoir. Une traque se met alors en place dans les premiers mois de l'année 1921 afin de retrouver Makhno, qui traverse l'Ukraine, de Kiev à Dniestr, avant de s'enfuir du territoire soviétique par la Roumanie.

Ce contexte, marqué par des violences de toutes parts, par des pogroms et des exécutions sommaires, est à nouveau le fruit d'une escalade et d'une banalisation de la violence. Durant la guerre civile, les armées rouge, blanche et verte se rendent coupables de crimes de guerre envers des populations rurales au nom d'un projet de pacification contre tous les opposants politiques. Ces opposants constituent une menace pour le pouvoir centralisé et autoritaire des bolcheviks, qui vont en retour exercer une répression envers toute forme d'hétérodoxie révolutionnaire n'entrant pas dans le cadre de leurs conceptions.

## *Hétérodoxies révolutionnaires*

Deux exemples significatifs de dissidents proches des bolcheviks sont, d'une part, celui de l'internement psychiatrique, pour « hystérie », de Maria Spiridonova en 1919, leader de la gauche du parti socialiste-révolutionnaire ayant dénoncé la Terreur mise en œuvre par la Tcheka, et, d'autre part, celui de Victor Tchernov, SR dont toute la famille se voit arrêtée et emprisonnée en 1920. Tchernov avait été ministre de l'agriculture dans le gouvernement provisoire de Kerenski, son discours ayant à ce moment délaissé, comme plusieurs mencheviks, une radicalité révolutionnaire au profit d'un réformisme de tendance libérale. D'abord tolérés, les SR et les mencheviks sont exclus du Comité exécutif central des soviets en juin 1918 puis rapidement enfermés et considérés, à l'instar des blancs, comme des otages (Werth 1997). Dans plusieurs textes de 1919, Lénine ne cesse de discréditer les révolutionnaires non bolcheviques en les associant à la bourgeoisie et en prétendant qu'ils

jouent le jeu des contre-révolutionnaires. Dans sa « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique », on peut lire :

*les SR  
et les mencheviks  
sont exclus du Comité  
exécutif central  
des soviets en juin 1918  
puis enfermés  
et considérés,  
à l'instar des blancs,  
comme des otages*

Contre Liebknecht se dressent les Scheidemann, les *Südekum*, et toute cette bande de méprisables valets du Kaiser et de la bourgeoisie. Ce sont des traîtres au socialisme, tout comme les Gompers et les Victor Berger, les Henderson et les Webb, les Renaudel et les Vandervelde. C'est cette mince couche supérieure d'ouvriers corrompus par la bourgeoisie que nous, les bolcheviks, avons qualifiés (en appliquant cette appellation aux mencheviks, ces *Südekum* russes) d'« agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier », et que les meilleurs parmi les socialistes d'Amérique ont baptisés d'une épithète excellente par sa force d'expression et sa profonde vérité : « *labour lieutenants of the capitalist class* ». C'est le type « moderne » de la trahison socialiste, car dans tous les pays civilisés, avancés, la bourgeoisie pille – en exerçant l'oppression coloniale ou en soutirant des « avantages » financiers aux peuples faibles, formellement indépendants – une population infiniment plus nombreuse que la population de « son propre » pays. D'où la possibilité économique, pour la bourgeoisie impérialiste, de tirer des « surprofits » et d'employer une part de ces surprofits pour corrompre une certaine couche supérieure du prolétariat, pour la transformer en une petite bourgeoisie réformiste, opportuniste, craignant la révolution (Lénine Janvier 1919).

Par un tour de force rhétorique, Lénine applique aux mencheviks la même critique qu'à une social-démocratie réformiste. En prenant des personnalités hétéroclites de la mouvance non marxiste, voire antimarxiste, de la social-démocratie européenne – l'Allemand Philipp Scheidemann, le Britannique Sidney Webb, le Français Pierre Renaudel ou encore le Belge Émile Vandervelde –, le dirigeant bolchevique occulte volontairement la substance révolutionnaire et ouvertement marxiste de certains mencheviks. Malgré leur relative modération politique, ceux-ci ne peuvent nullement

être associés à des « agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ». En outre, Lénine réalise en Russie l'exacte copie inversée de ce qu'a entrepris Scheidemann en Allemagne (responsable de la répression des spartakistes en janvier 1919) en stigmatisant la social-démocratie modérée. Les bolcheviks, qui savent à quel point la clandestinité peut être le terreau d'une nouvelle révolution, instaurent progressivement un contexte de semi-légalité pour ces partis révolutionnaires, fait de rapprochements et de répressions successifs, afin de les maintenir dans l'étau de la Tcheka.



| Maria Spiridonova, SR de gauche



| Victor Tchernov, SR de gauche

Conjointement se met en place une militarisation du travail voulue par Trotski à partir du IX<sup>e</sup> Congrès du Parti en mars 1920. La disciplinarisation par les armes du prolétariat s'accompagne d'une interdiction des grèves, d'un renforcement de la discipline au sein des usines, d'une extension des pouvoirs des directions, d'une subordination absolue des syndicats et des comités, d'une obligation de maintenir son poste à l'usine, d'un système de punition sévère des absentéismes et des retards ainsi que d'un rationnement alimentaire inégal. En ajoutant à ce tableau les « samedis communistes » et le travail du dimanche, ce fonctionnement ferait pâlir de jalousie un patron d'usine en régime capitaliste. Le X<sup>e</sup> Congrès, en mars 1921, vient ajouter une libéralisation économique à un fonctionnement politique clairement assumé comme un capitalisme d'État, mettant ainsi fin au « communisme de guerre ». La Nouvelle politique économique consiste en effet en une phase de relative libéralisation et d'ouverture des marchés. La réquisition de la surproduction des campagnes n'est plus systématique ; les surplus peuvent alors être échangés, puis vendus ; le commerce intérieur est progressivement rétabli ; des petites entreprises sont autorisées. Il faut toutefois directement nuancer l'idée selon laquelle ce passage se serait réalisé subitement en mars 1921, les répressions, les réquisitions et la militarisation du travail perdurant, voire s'accroissant. Piatakov,

haut responsable du développement industriel, met en œuvre un système d'exploitation ouvrière inédit qui augmente la productivité, les horaires de travail et envoie les moins rentables en déportation.

*système d'exploitation  
ouvrière inédit qui  
augmente la productivité,  
les horaires de travail et  
envoie les moins rentables  
en déportation*

Lénine, pour qui « entre le capitalisme monopoliste d'État et le socialisme, il n'y a aucune étape transitoire », ne cache pas son parti pris économique et critique « l'infantilisme "de gauche" ». La pensée léninienne, qui varie constamment au gré des évolutions historiques (clandestinité, révolution, guerre civile, communisme de guerre, NEP), soutient l'instauration d'un capitalisme d'État motivé par l'urgence de la guerre civile :

Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre 1<sup>er</sup> pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie (Lénine Mai 1918).

Certes les bolcheviks suppriment une série d'institutions capitalistes (marché, propriété privée de production et spéculation), mais ils restaurent, grâce à un appareil d'État monopoliste, au moins six logiques fondamentales du capitalisme : accumulation, industrialisation, rendement, production, concurrence et croissance. Sous la pression des marins de Kronstadt, qui réclament le retour du pouvoir aux soviets libres, la constitution d'une assemblée démocratiquement élue et la cessation des réquisitions, le pouvoir bolchevique transforme son « communisme de guerre »

(appellation derrière laquelle il faut entendre un capitalisme d'État fait de réquisitions forcées et de corruption organisée) en une forme hybride de capitalisme d'État et de capitalisme privé – à propos de cette question du rapport entre le régime soviétique et le mode de production capitaliste, voir le dixième chapitre.

En systématisant la mise à mort par noyade initiée à Astrakhan en mars 1919 puis préconisée dans le camp de Kholmogory dès juin 1920 par le tchékiste Mikhaïl Kedrov, le régime bolchevique

noie plusieurs mutins de Kronstadt dans la Dvina, après les avoir déportés à Kholmogory (voir notamment Camous 2015). Plusieurs milliers sont déportés en Sibérie. À propos de l'élan révolutionnaire initié par la révolte de Kronstadt, Evguénia Iaroslavskaïa-Markon déclare :

Les mains et l'âme me démangeaient de prendre une part active à la révolte de Kronstadt : ce n'était pas un vulgaire petit complot de la garde blanche ; c'était une vraie révolution, et non pas une révolution bolchevique abrutie par le pouvoir ; et elle avait été déclenchée par les mêmes qui, en leur temps, avaient fait celle d'Octobre : les marins de la Baltique (Iaroslavskaïa-Markon 2017 : 36).

Très proche des analyses d'Alexandre Berkman, Evguénia Iaroslavskaïa-Markon considère la révolution comme un soulèvement permanent contre toute forme de pouvoir institué et interprète en ce sens la prise de pouvoir bolchevique comme une contre-révolution (voir à ce propos Rouhart Octobre-Décembre 2018).

Plus tard, vers novembre 1921, ce sont des milliers de détenus paysans qui sont envoyés, dans le cadre de la « pacification » des campagnes, dans les camps de Petrominsk et de Kholmogory. Y sont également relégués les révolutionnaires socialistes gênants, adeptes des grèves de la faim, dont la Tcheka voulait taire les revendications. C'est le cas de la jeune anarchiste Olga Romanova, enfermée dans le camp de Narym en Sibérie. Ces exemples d'anarchistes libertaires illustrent le sort réservé à ceux que les bolcheviks appellent des contre-révolutionnaires et qui se considèrent, pour leur part, comme les adversaires de la contre-révolution mise en œuvre par le nouveau pouvoir.

La transformation des réquisitions forcées des récoltes en un système d'impôts en nature extrêmement dur va favoriser, dans le courant des années 1921-1922, l'une des famines les plus meurtrières (voir Sasson 2016 et Werth 2020). L'imposition de quotas intenable est rendue possible par le mépris envers la masse paysanne et par une méconnaissance de la réalité rurale (voir cinquième chapitre). Cet événement fait suite à l'écrasement d'une dernière grande révolte paysanne, celle menée par Alexandre Antonov, socialiste-révolutionnaire de gauche assassiné par la Tcheka. De manière générale, la paysannerie ne voulait nullement un retour des propriétaires fonciers, mais au contraire l'instauration d'une libre autogestion qui fût rendue possible par des soviets démocratiquement élus. La sécheresse, l'arriération technique et les réquisitions (qu'elles soient forcées ou sous forme de quotas fiscaux) sont à l'origine de cette famine. La responsabilité des autorités est indéniable ; celles-ci ont constamment gonflé les estimations des récoltes et ont mésestimé les effets de leurs réquisitions. Malgré les aides de la Croix rouge, de l'American Relief Association et de la Commission centrale d'aide aux affamés, plusieurs millions de personnes subissent la famine de 1921-1922. Bien avant cet événement, la Croix rouge avait été le théâtre d'une lutte aux côtés des révolutionnaires incarcérés par les bolcheviks. Obtenant la libération de révolutionnaires malades et l'autorisation de

transmettre des colis aux détenus, les militantes Vera Figner et Ekaterina Pechkova peuvent être considérées comme des éléments critiques au sein même de la mouvance bolchevique – toutes deux sont très proches de leurs dirigeants.



Alexandre Antonov, SR de gauche

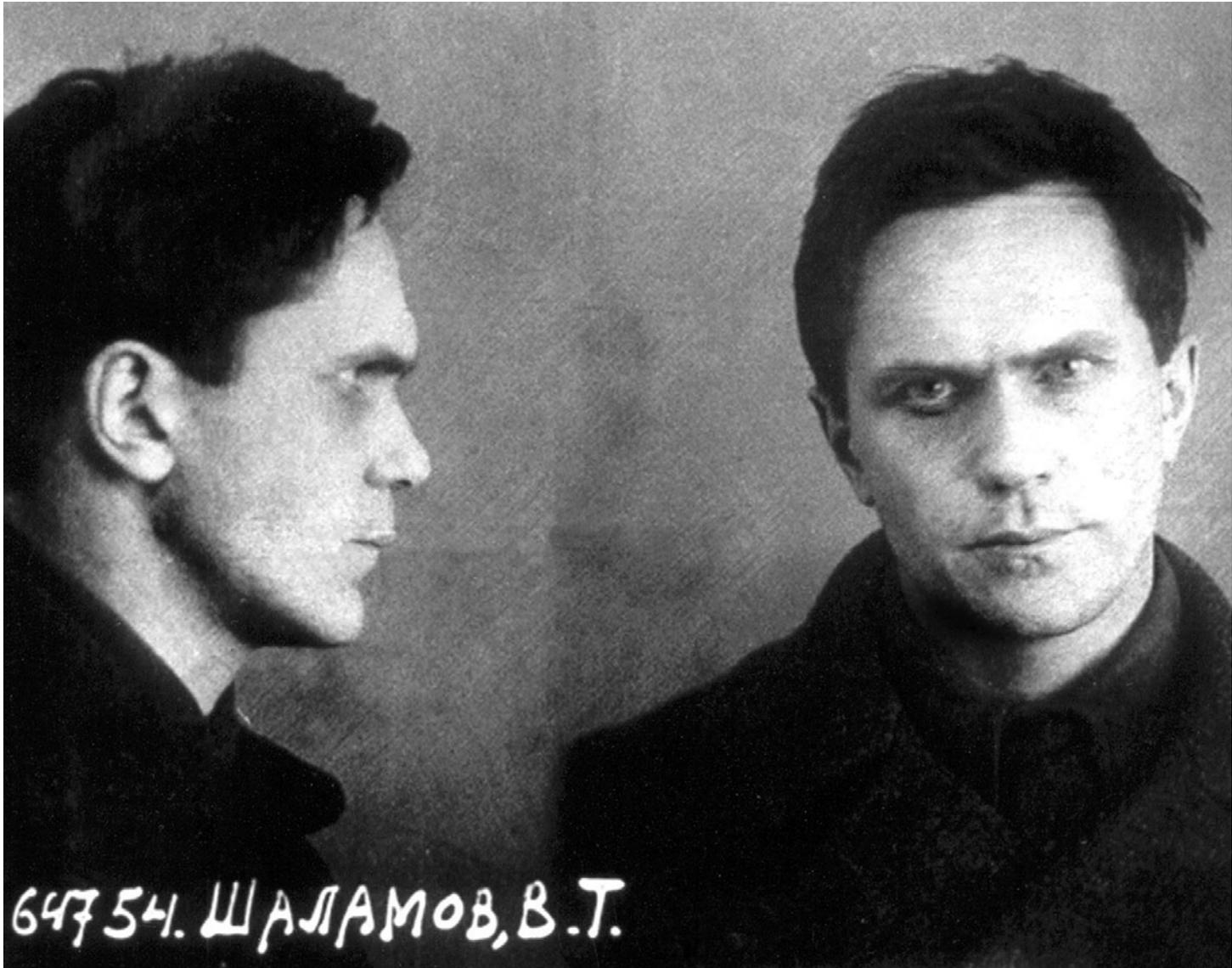
Ces années d'intensification de la docilité au travail, de la répression des grèves ouvrières et de la soumission des milieux paysans marquent le début des condamnations au camp de travail ou à l'exil pour de nombreux militants, paysans (koulaks ou supposés comme tels) et ouvriers. Pour la plupart tombés dans l'oubli, ces hommes et ces femmes forment la partie immergée d'une répression dont les quelques figures tutélaires mentionnées dans ce chapitre ne sont que la face visible.



Ekaterina Pechkova, révolutionnaire soviétique



Vera Figner, révolutionnaire de tendance populiste-anarchiste



Photographie d'arrestation de Varlam Chalamov, trotskiste anti-stalinien (© Droits réservés)



*monastère des Solovki,  
transformé en camp*

(© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

## *neuvième chapitre*

### **DU SLON AU GOULAG**

#### ***Camp de concentration et camp de travail correctif***

La Tcheka est renommée GPU en 1922, acronyme de « Direction politique d'État », puis OGPU en 1923, devenant la Direction politique d'État « unifiée ». La suppression de l'adjectif *extraordinaire* marque la volonté d'instituer un appareil répressif pérenne qui sera désormais géré par l'OGPU. L'année 1923 est également le moment d'un développement systématique du premier grand camp soviétique, le camp des Solovki, situé sur un archipel de la mer Blanche. La relégation et la déportation deviennent alors progressivement des pratiques constitutives du régime bolchevique, soucieux de se protéger, après la guerre civile, de toute forme de contestation. Michaël Jakobson, dans *Origins of the Gulag*, étudie en ce sens les premiers décrets publiés par les bolcheviks et les journaux de la Tcheka, du GPU et de l'OGPU. Cette police concentre donc rapidement tout le pouvoir judiciaire-carcéral, tandis que le Conseil des commissaires du peuple gère, en façade, les pouvoirs exécutif et législatif. C'est en réalité

le Politburo du Parti qui décide des grandes lignes du Conseil, l'OGPU étant son bras armé. On comprend donc aisément la totale absence de séparation des différents niveaux de pouvoir. Quelques dirigeants du parti (Lénine, Dzerjinski, Trotski, Staline, Zinoviev) gèrent les principaux lieux du pouvoir : Politburo (exécutif-législatif), Conseil des commissaires du peuple (exécutif-législatif), Commissariat du peuple à la Justice et à l'Intérieur (carcéral-judiciaire), OGPU (carcéral-judiciaire), Armée rouge (militaire).



Félix Dzerjinski

Les premiers camps mis en œuvre à la toute fin des années 1910 et au début des années 1920, parmi lesquels Kholmogori, Petrominsk (tous deux à Arkhangelsk) et Narym (en Sibérie), ont une visée essentiellement rééducative et sont destinés à rediriger l'idéologie de la bourgeoisie mais aussi des groupes révolutionnaires non bolcheviques en les soumettant à un travail obligatoire ou à un enfermement (quelque peu anarchique). De 1918 à 1920, quelque 100 camps voient le jour sur le territoire russe, dans les villes ou à leur périphérie, dans des prisons, des fermes ou des monastères. Symbole emblématique de l'héritage des tsars, la prison de la Boutyrka à Moscou sert de lieu d'enfermement où transitent des détenus en tout genre. Face aux difficultés de financement en contexte de guerre civile, les premiers camps sont rapidement contraints de s'autofinancer, leurs dirigeants développant en ce sens les prémisses des camps économiquement rentables. Atteste de ce souci la volonté de plusieurs responsables de camps (dont Naftali Frenkel) de reléguer dans d'autres lieux les détenus non productifs, malades ou faméliques. Dans la deuxième moitié des années 1920, bien que rééducation idéologique et travail rentable soient intimement corrélés, au profit de ce que Dzerjinski nomme une « école du travail », l'utilité et la rentabilité des détenus priment, dans bien des cas, sur leur dignité et leur rééducation idéologique. Il existe à l'automne 1921 plus ou moins 200 camps concentrant quelque

120.000 détenus. La criminalisation croissante des éléments révolutionnaires non bolcheviques et des religieux, victimes d'une dure répression dès le printemps 1922, grossissent encore ces effectifs et contraignent les autorités à mettre en place un système plus rigoureusement structuré. En 1923, s'ajoute donc à ces camps du Nord le premier complexe de grande ampleur, le camp des Solovki sur l'archipel du même nom qui est, comme ceux de Kholmogori et de Petrominsk, structuré autour d'un ancien monastère orthodoxe. Fondée sur la croyance selon laquelle le travail, essentiellement manuel, a une vertu correctrice, cette logique de rééducation se définit comme une lutte contre la fainéantise, la négligence et l'oisiveté de la bourgeoisie. Le travail constitue donc le présupposé du nouvel État soviétique, il en sera l'armature jusqu'à sa mort, avec les privations, la discipline et la rigueur organisationnelle voulues par les planifications économiques.



La prison de la Boutyrka à Moscou (© Memorial International Collection)

Très mal organisés, les premiers camps vont progressivement être systématisés sous l'impulsion de Dzerjinski. Les nombreuses révoltes (souvent sous forme de grèves de la faim ou de refus de travailler) ainsi que la cohabitation dangereuse d'opposants politiques (qui circulent parfois librement dans la Boutyrka) amènent les autorités à développer une administration pénitentiaire, principalement dans le nord de la Russie. C'est ce qui pousse les bolcheviks à mettre en œuvre le système du SLON, l'ensemble de « camps du Nord à destination spéciale » (*Severnnye lagueria ossobogo naznatchenia*), dont Solovki est l'emblème dès 1923. Ce camp enfermera, durant plusieurs années, des détenus très différents, notamment des

politiques, des membres de la classe bourgeoise et des religieux. Tandis que la guerre civile avait vu naître deux types de camps, des camps de concentration gérés par la Tcheka et des camps de travail correctif à destination des criminels de droit commun, la période postérieure à cette guerre civile (1923-1929) est marquée par une fusion de ces deux types de camp au profit des camps de travail « soloviétiques ». Les religieux, tenus à l'écart des autres détenus, préservent jusqu'en 1930-1931 le droit de célébrer leur culte mais sont toutefois sujets aux humiliations. Les différences de traitement, constitutives des premiers camps du SLON, créent chez les détenus les plus discriminés un *ressentiment* à l'encontre des « privilégiés », c'est-à-dire des individus dominés par l'appareil répressif mais avantagés par rapport à des catégories subalternes. Ce mécanisme socio-psychologique (bien analysé par Adorno à la suite de Nietzsche à propos du fonctionnement des systèmes inégalitaires) permet aux oppresseurs réels, les autorités soviétiques et soloviétiques, une relative tranquillité au profit d'une lutte entre catégories dominées.



Groupe de prêtres de l'Église orthodoxe détenus au Camp des Solovki, en 1926 (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

*les religieux,  
tenus à l'écart  
des autres détenus,  
préservent jusqu'en  
1930-1931 le droit  
de célébrer leur culte*

## *Le camp des Solovki, antichambre du GOULAG*

C'est aux Solovki que se met progressivement en œuvre une équation aux antipodes des idéaux égalitaires de la révolution : quantité de travail fourni = quantité de nourriture. Cette équation sera au cœur du fonctionnement du Goulag. Si nous utilisons la formule d'« antichambre du Goulag » pour insister sur la préfiguration de méthodes et de pratiques concentrationnaires, Francine-Dominique Lichtenham (2004) suggère celle de « laboratoire », qui véhicule un imaginaire calculateur de gestion quasi scientifique, ce qui semble forcé à propos du SLON, dont les camps sont souvent administrés de façon anarchique. À ses débuts, le camp des Solovki, dirigé par Alexandre Nogtev, ne fait pas travailler la totalité de ses détenus, octroyant un régime spécial aux prisonniers socialistes relégués dans un camp périphérique afin qu'ils ne transmettent pas aux autres détenus leur goût pour les grèves. Les conditions de ces détenus socialistes connaissent des variations en fonction des politiques plus ou moins répressives instaurées par les bolcheviks.

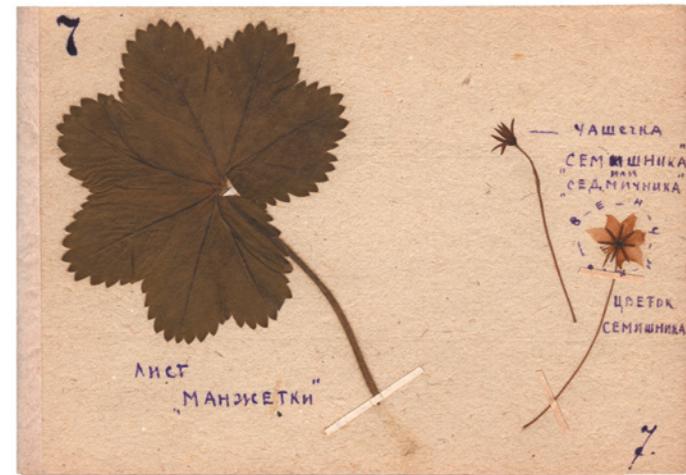
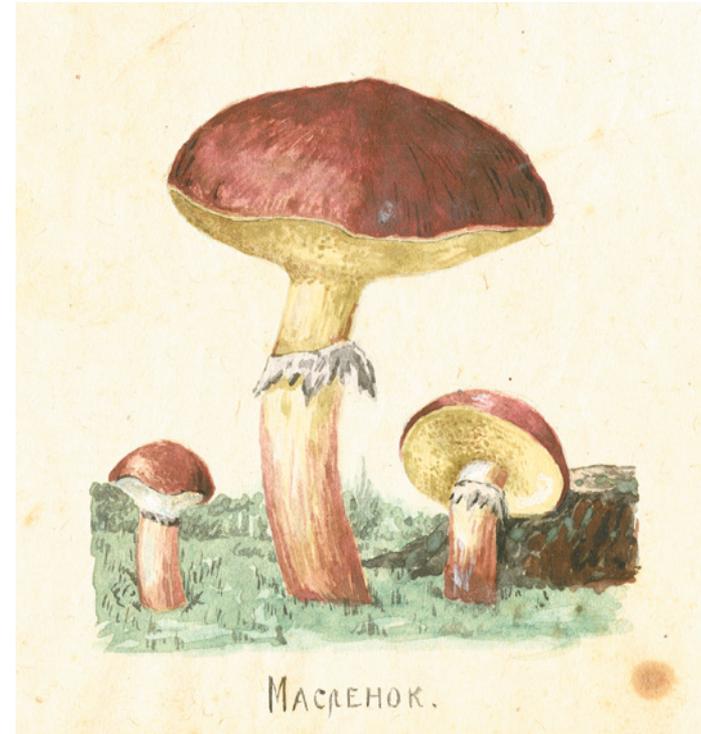
Contrairement aux premiers mois passés à la Boutyrka ou à la Loubianka de Moscou, les premières années aux Solovki sont, de l'aveu de la SR de gauche Elinor Olitskaïa (citée in Applebaum 2005 : 58), relativement agréables, ce qui n'est pas le cas des autres détenus, ceux du kremlin des Solovki. On retrouve parmi cette dernière catégorie de détenus des spéculateurs, des aristocrates ainsi que des marins ayant pris part à l'insurrection de Kronstadt. Déjà dans les années 1925-1926, des épidémies de typhus touchent de nombreux détenus à cause des conditions d'hygiène et de promiscuité dans les différents régimes de camp. Le typhus fera également des ravages dans les camps du Goulag dans les décennies postérieures. Les privilèges octroyés aux détenus socialistes au milieu des années 1920 s'estompent progressivement à la fin des années 1920 au point que ceux-ci deviennent, aux côtés des trotskistes et des droit commun, des détenus inférieurs, suite à l'impulsion répressive donnée par la montée en puissance de Staline.



Infirmerie des Solovki, dans l'ancien hôpital du monastère, en 1924 (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

En marge de la culture du travail obligatoire imposée par le régime des Solovki s'est également développée une culture qui peut s'apparenter tantôt à une forme de résistance, tantôt à un besoin de préserver une humanité au sein de la communauté des détenus. Qu'il s'agisse de l'élevage de renards noir argenté, de la culture botanique, de la création de journaux ou des représentations théâtrales, l'hétérogénéité des détenus a favorisé une remarquable originalité. On relèvera à ce propos les travaux du météorologue Alexeï Vangengheim, déporté et exécuté aux Solovki dans les années 1930, ainsi que les pièces de théâtre mises en scène par des collectifs de détenus (Tchekhov, Gorki, Gogol) dans les années 1920. La censure

rend toutefois difficiles l'expression et la diffusion d'une pensée libre et oblige les détenus à mettre en place des stratégies de détournement. En juin 1929, Gorki en personne rend visite aux détenus des Solovki et, bien qu'il rédige un rapport louangeur du camp (certainement sous la pression de la censure), n'est nullement dupe des conditions, notamment celles des malades de l'infirmerie, ni de la mise en scène orchestrée par les autorités. Dans *Intellectual Life and Literature at Solovki 1923-1930. The Paris of the Northern Concentration Camps* (2018), Andrea Gullotta a réalisé plusieurs études littéraires d'œuvres issues des Solovki et a analysé leurs conditions de production, les difficultés rencontrées par les prisonniers dans leur élaboration ainsi que leurs relations ambivalentes avec l'administration du camp. Tout au long de l'histoire des camps du Goulag, nombreux seront les détenus qui, individuellement ou collectivement, tenteront de préserver la trace d'une expérience de mutilation et d'aliénation extrêmes. Une véritable culture du camp s'instaure des années 1930 à 1950 et de nombreuses productions intellectuelles et culturelles émanent comme en réaction à l'indicible de la déportation, de l'exil et de l'incarcération. Parler de l'inhumanité des conditions en camp est une nécessité pour de nombreux détenus qui tentent de préserver l'humanité de leur condition réduite à l'état d'asservissement.





Représentation des *Bas-Fonds* de Gorki aux Solovki, en 1928 (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

Face au tournant productiviste pris par le camp dans la deuxième moitié des années 1920, les travaux culturels n'ont plus vraiment droit de cité et, bien que le théâtre perdure à des fins de propagande, ils sont remplacés par des travaux productifs. Le travail des détenus des Solovki consiste essentiellement dans la coupe du bois et dans la récolte de la tourbe, dans des conditions extrêmement difficiles, tant en hiver (gel) qu'en été (moustiques). Au milieu des années 1920, le camp n'a pas atteint l'objectif d'être autosuffisant et de développer une véritable « culture de travail » (termes utilisés par Piatakov dans une lettre à Dzerjinski). Comme le montrent les archives de Carélie, le tournant productiviste peut être

en partie imputé à Naftali Frenkel, détenu puis responsable de l'administration des Solovki. Dans les bonnes grâces de Staline et de Iagoda, il gagne en notoriété dans la deuxième moitié des années 1920 au point d'être affecté comme dirigeant sur l'un des premiers grands chantiers du Goulag, le Canal mer Baltique-mer Blanche (dit « BBK » ou « Canal Staline ») construit de 1931 à 1933. Frenkel va tirer parti de la concurrence des camps du SLON avec les autres entreprises, au point de leur ponctionner une part de leur travail et de s'octroyer un profit aux dépens d'une main d'œuvre libre. S'ajoutent à la coupe de bois et à la récolte de la tourbe, l'exploitation d'une centrale électrique et un développement de la pêche. L'organisation rigoureuse prônée par Frenkel, mais déjà existante avant lui, va jusqu'à diviser les détenus en différentes catégories selon leurs capacités physiques et à les nourrir en conséquence, c'est-à-dire en fonction de leur production, non de leurs besoins réels. On imagine aisément la perversité d'un tel mécanisme qui place les plus faibles dans un rouage infernal, celui de la production à outrance et de la sélection quasi darwinienne. Se couple à cette mécanique une atténuation de la distinction entre les détenus de droit commun et les politiques, chacun devenant un élément corvéable au service de l'industrialisation productiviste du pays.



Photographie prise à Povenets, sur le canal mer Baltique-mer Blanche, en juillet 1932. On peut voir à droite Naftali Frenkel, ancien détenu des Solovki devenu directeur en 1927. Il est à l'origine de la rentabilisation économique des camps (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

*le système soviétique  
a favorisé  
la marginalisation  
de révolutionnaires  
et de membres  
du sous-prolétariat*

Le témoignage d'Evguénia Iaroslavskaïa-Markon à propos du camp des Solovki est précieux et il permet de comprendre comment le système soviétique a favorisé la marginalisation de révolutionnaires et de membres du sous-prolétariat. Ainsi, dans *Révoltée*, elle relate ses relations difficiles avec son mari, enfermé aux Solovki, son passage par le camp de transit de Kem et ses errances dans les rues de Moscou et de Léninegrad :

Nous nous sommes revus quand nous étions déjà à Léninegrad, où Iaroslavski avait été transféré avant son départ pour le camp de concentration et où (à Léninegrad, veux-je dire) je l'avais immédiatement suivi. Durant notre entretien, j'eus le temps de lui raconter où et comment j'avais vécu les derniers temps ; Iaroslavski me fit promettre de loger à nouveau dans un appartement normal ; si c'était à Léninegrad, chez ma mère, si c'était à Moscou, chez ma tante. J'ai tenu parole, mais je n'ai pas rompu pour autant mes liens avec les voyous moscovites et ai également noué de nouveaux avec ceux de Léninegrad... Cela dit, quand je revins à Moscou un an plus tard, dès ma descente du train, je courus retrouver ma cagna... Mais j'appris que, pendant mon absence, tous les gars avaient été attrapés, quand ils ne s'étaient pas eux-mêmes égaillés dans la nature, tandis que la cagna abritait désormais de nouvelles gens, venus des campagnes, qui n'avaient rien en commun avec le monde du crime...

Un mois après le transfert de Iaroslavski de Léninegrad vers le Nord, je me rendis à Kem pour obtenir une visite. Cette fois-là, j'en fus pour mes frais, et ne fis que flamber toutes mes économies : pour regagner Léninegrad, je brûlai dur : dans un wagon transportant des traverses, sur un tampon entre deux wagons de marchandises, dans un train de voyageurs, cachée sous un banc... Après que j'eus été témoin, à Kem, des sévices infligés aux détenus, ma haine et mon mépris envers le pouvoir « soviétique » sont devenus encore plus implacables. Mais, craignant de nuire à Iaroslavski, j'essayais de ne pas trop manifester ces sentiments. L'idée de travailler dans une administration soviétique m'était odieuse... Je ne perdais pas mon temps cependant : peu à peu, je m'étais mise à voler (Iaroslavskaïa-Markon 1917 : 88-90).

La révolte exprimée par l'auteure est une contre-réaction à l'autoritarisme grandissant du pouvoir bolchevique qu'elle a pourtant soutenu lors de la révolution. La marginalisation du monde de la rue (petits criminels, sans logis, prostituées), auquel elle s'associe, est une réalité dans un État qui tente de s'organiser et de s'ordonner en reléguant aux

marges les plus marginaux. L'idéal révolutionnaire visant à mettre fin à l'iniquité des prisons se mue en un objectif de nettoyage et de pacification des rues, qui dans les faits se traduisent par une sur-répression des « éléments socialement nuisibles ». Cette pratique est un héritage de l'hygiénisme propre à la gestion capitaliste des grandes villes européennes

au XIX<sup>e</sup> siècle et de l'idéal d'une société purifiée de ce qui n'intègre pas le modèle de l'« homme nouveau ». Paradoxalement, la volonté de supprimer les prisons donne lieu à la mise en œuvre des premiers camps, qui ont pour fonction de remplacer celles-ci. Aux Solovki, Evguénia Iaroslavskaïa-Markon est accusée par les autorités de mener une propagande antisoviétique et de préparer des actes terroristes contre le dirigeant du camp, Ouspenski. Son récit ainsi que les interrogatoires, ordonnances et procès-verbaux annexes ont été retrouvés dans les archives du FSB et sont la trace précieuse d'une vision extrêmement lucide et critique du monde soviétique des années 1920. La militante a appelé les détenus à de nombreux soulèvements et au refus du travail, frappant les gardes et préparant (assez mal) des actions violentes. Sur base de l'article 58, dont elle a enfreint de nombreux points, elle est isolée puis exécutée. Enfin, est joint au récit de la militante un extrait de témoignage d'un gardien de camp, écœuré par les pratiques d'Ouspenski et par



Le mont Sékirnaïa, surnommé la « Colline de la Hache », où sont exécutés les détenus indociles, dont Evguénia Iaroslavskaïa-Markon. On distingue l'Église de l'ascension du Seigneur, qui servait d'isoloir (© Goulag. Une histoire soviétique/Arte-Seuil)

le tournant répressif pris par les Solovki, notamment sur le mont Sékirnaïa où sont exécutés plusieurs insoumis, dont Evguénia Iaroslavskaïa-Markon et son mari :

Mon poste était près de la porte, devant le narthex de l'église. On en faisait sortir les condamnés pour les fusiller dans l'enceinte. Sept ou huit gardiens chargeaient les cadavres, encore chauds, encore agités de spasmes, sur des chariots et les emportaient. Si vous les aviez vus, ces gardiens : leurs visages n'avaient plus d'expression – les yeux perdus, les gestes incohérents –, ils étaient totalement hagards (cité in Iaroslavskaïa-Markon 2017 : 140).

Ce témoignage montre en quoi les gardiens sont pris dans une forme de froideur incohérente, agissant en automates au service d'une barbarie organisée dans une société marquée par une violence banalisée. Cette froideur va rendre possible la progressive institutionnalisation bureaucratique du Goulag sous Staline et la terreur de masse instaurée dans les années 1930 contre les dissidents, qu'ils soient à nouveau des prolétaires ou des sous-prolétaires, des communistes déviants, des militants de parti devenus gênants ou des membres les plus divers de la société civile. Comme on l'a vu au cours de ces neuf chapitres, la croissance de la violence en Russie, de l'autocratie tsariste au dirigisme bolchevique et jusqu'à ses camps du Goulag, est le résultat de facteurs complexes. Ceux-ci peuvent difficilement être résumés, mais une tentative d'analyse critique doit être réalisée dans le dernier chapitre, à partir d'un questionnement du soubassement idéologique du régime en question.

*les gardiens sont pris  
dans une forme de  
froideur incohérente,  
agissant en automates  
au service d'une  
barbarie organisée  
dans une société  
marquée par une  
violence banalisée*



Infirmerie d'un camp du Goulag, Sazlag, années 1930. Les détenus sont torse nu car l'été en Asie centrale est très chaud (© Gulag Collection/Tomasz Kizny).



*chantier du Canal  
mer Baltique-mer Blanche,  
construit sur ordre de Staline  
de 1931 à 1933*

# dixième chapitre

## RÉFLEXIONS SUR L'IDÉOLOGIE BOLCHEVIQUE ET SES FORMES DE VIOLENCE

### *L'interprétation du bolchevisme comme dictature sur le prolétariat*

En régime socialiste, *tout le monde* gouvernera à son tour et s'habituera promptement à ce que personne ne gouverne (Lénine 1925 : 155).

La notion de rééducation constitue un élément essentiel de l'idéologie léninienne et plus généralement du parti bolchevique puis du parti communiste soviétique. Elle se fonde notamment sur l'idée d'une coercition des sujets et d'une soumission à un travail manuel destiné à inculquer physiquement une contrainte morale et politique. Les analyses qui suivent tentent de comprendre les origines d'une telle violence autoritaire en partant de deux contre-points idéologiques par rapport auxquels nous tenons à mettre une distance critique. D'une part, *Goulag. Une histoire* d'Anne Applebaum, certes remarquable par sa minutie et son exploitation des archives, reprend une posture héritée de l'introduction de Stéphane Courtois au *Livre noir du communisme*, à savoir une prétendue neutralité axiologique mettant constamment en corrélation idéologies nazie



Une *Koulbrigada* (équipe culturelle) de détenus présentant un spectacle de propagande, dit « journal vivant », aux détenus travaillant sur le chantier du Canal mer Baltique-mer Blanche. République de Carélie, 1932 (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

et soviétique au travers d'analogies rapides<sup>20</sup>. Malgré des similitudes réelles de fonctionnement, et parfois de méthode, l'idiosyncrasie de chacun de ces régimes ne peut être déniée sous prétexte d'un travail de mémoire conjoint ou d'une perspective comparatiste sommaire et partielle. Et ce point de vue ne doit en aucun cas être compris comme la caution d'un système au nom d'une distinction de fait, ni comme la victoire idéologico-politique d'un régime supposé plus pragmatique sur un autre plus totalitaire. Chacun souffre de ses propres absurdités bureaucratiques et aucun n'a le monopole du génie de barbarie. Regrettant ceux qui, comme McCarthy, ont terni la « cause de l'anticommunisme » (Applebaum 2005 : 16), le parti pris d'Anne Applebaum empêche d'interpréter le système soviétique comme un dévoiement d'une série de valeurs inhérentes aux communismes philosophiques et de comprendre la singularité doctrinaire de l'idéologie bolchevique. En souhaitant éviter les « émotions et les considérations politiques qui ont longtemps entouré l'historiographie des camps soviétiques » (Applebaum 2005 : 20), l'historienne reconduit paradoxalement une série de lectures polémiques, empreintes de présupposés hautement politiques, qu'il est nécessaire d'interroger et de critiquer à partir d'une analyse rigoureuse des soubassements idéologiques des discours et des réalités soviétiques. Comme le relève judicieusement Enzo Traverso, le régime stalinien

trouve sa singularité par rapport à l'Allemagne nazie dans le chamboulement de l'ordre social et dans l'arbitraire de sa répression, plus anarchique et nettement moins systématique que sous Hitler :

<sup>20</sup> Fait courant, ce discours antitotalitaire (sans nuance ni distinction) sert en réalité la mise sur un pied d'égalité d'idéologies et de phénomènes historiques différents. Ce comparatisme rapide fonctionne comme un alibi pour l'acceptation d'autres formes de violences et de dominations socioéconomiques. Il sert la neutralisation des débats idéologiques au service d'un *statu quo* politique. Chantre d'un néo-conservatisme dur, Anne Applebaum s'inscrit dans cette démarche consistant à utiliser à des fins idéologiques (inavouées) la dénonciation d'un totalitarisme, dont la singularité par rapport aux autres ne doit nullement empêcher d'en dénoncer la barbarie.

À la différence de l'Allemagne, où les élites économiques, sociales, bureaucratiques et militaires n'avaient pas été touchées, cette révolution avait « égalisé » la population vis-à-vis du pouvoir. Dans la mesure où le régime politique reposait sur une nouvelle structure sociale, dans laquelle le statut et les privilèges traditionnels avaient été abolis, personne n'était à l'abri de la répression et des déportations. À l'époque de la Grande Terreur, chaque koulak pouvait devenir un ennemi du socialisme, chaque membre du parti pouvait cacher un espion, chaque technicien pouvait être un saboteur, tout ex-menchevik devenait un contre-révolutionnaire, tout vieux membre du parti pouvait être soupçonné de trotskisme, donc être condamné comme traître, etc. En Allemagne, en revanche, la violence du régime était strictement codifiée et ne visait, au-delà des opposants politiques, que des catégories de population qualifiées d'étrangères au *Volk* allemand et d'ennemies de la « race aryenne » [...] (Traverso 2001).

D'autre part, les travaux fondamentaux de Maximilien Rubel, dont son ouvrage *Marx critique du marxisme*, ont analysé avec beaucoup de clairvoyance et de précision les trahisons de la pensée de Marx et la mystification qu'est devenu le marxisme-léninisme comme idéologie dominante totalitaire. On ne pourra cependant suivre complètement les lectures de Maximilien Rubel, qui tendent à faire de l'URSS un parfait contre-exemple du communisme, voire l'expression d'un capitalisme d'État anti-communiste. C'est là plus encore le point de vue d'Alexandre Berkman dans *Le Mythe bolchevik* (2017) et de Michel Barrillon dans « L'URSS, un capitalisme d'État réellement existant » (1999). Ce dernier soutient l'interprétation de ce modèle politique comme une véritable forme

de capitalisme d'État, ce que des théoriciens comme Lénine et Preobrajenski ont par ailleurs explicitement assumé :

Les bonnes âmes qui ont estimé subtil d'opposer à la « comptabilité macabre » établie par les auteurs du *Livre noir du communisme*, le recensement non moins funèbre des victimes du capitalisme, ont été suffisamment aveugles sur la signification de leur entreprise pour ne pas se rendre compte que, en prétendant mettre ainsi en balance les crimes du capitalisme et ceux du « communisme », ils cautionnaient *de facto* la fausse dichotomie sur laquelle les idéologues marxistes-léninistes et leurs homologues bourgeois fondent, depuis des décennies, leurs discours mystificateurs. Ils eussent été bien mieux inspirés s'ils avaient fait précéder leur étude d'un avant-propos précisant : premièrement, que le titre *Le Livre noir du communisme* est inapproprié étant donné la réelle inexistence du communisme dans les ex-pays de l'Est ; deuxièmement, que les deux bilans arithmétiquement dressés doivent figurer, non pas dans deux comptes séparés, mais au passif d'un seul et même compte, l'un à la rubrique des « crimes du capitalisme privé », l'autre à celle des « crimes du capitalisme d'État » (Barrillon 1999 : 30-31).

Si cette interprétation est tout à fait pertinente, tout comme l'insistance de Maximilien Rubel sur la nécessité de la libre discussion et du développement intellectuel au sein des classes ouvrières selon Marx, il ne nous semble pas possible qu'un système se soit revendiqué d'une idéologie tout en l'ayant dévoyée de manière intégrale, à une si large échelle et aussi longtemps. De plus, la lecture d'un Marx en quasi anarchiste libertaire semble quelque peu forcée (voir l'article « Marx théoricien de l'anarchisme » dans Rubel 1974 : 42-59). Certes le philosophe ne peut être intégré sans obstacles majeurs au communisme autoritaire, mais plusieurs de ses analyses insistent sur l'importance de « l'emploi de forces organisées » (Marx, cité in Rubel

1974 : 38) et se fondent sur une compréhension de la violence révolutionnaire comme une nécessité politique dans le processus historique de lutte des classes<sup>21</sup>.

<sup>21</sup> Cette violence révolutionnaire, selon la lecture que réalise Maximilien Rubel à partir de Marx, aurait d'ailleurs été nécessaire face à l'oppression bureaucratique de la classe bolchevique.

La volonté de Marx et d'Engels de dépasser l'État au profit de l'émancipation individuelle de chacun ainsi que leur projet d'abolir le travail salarié ne doivent pas occulter leur conception d'une dictature du prolétariat, dont ils auraient cependant vu davantage la réalisation dans l'autogestion de la Commune de Paris que dans la dictature *sur* le prolétariat, dirigiste et bureaucratisée, des bolcheviks<sup>22</sup>. Il apparaît plus judicieux de penser les événements politiques de l'URSS à partir d'une lecture critique permettant d'éclairer une interprétation particulière d'un « communisme réel », dont les contradictions et les ambiguïtés résident dans l'emprunt à d'autres idéologies, impériales, coloniales, autocratiques, répressives-carcérales et capitalistes. Enfin, notons qu'à la différence du marxologue Maximilien Rubel, notre intention n'est nullement de donner raison à Marx contre les bolcheviks – la victoire d'une pensée individuelle ne pouvant guider une démarche critique – mais bien de révéler les falsifications idéologiques à l'œuvre dans la pensée, hétérogène, de ces derniers.

*une vision binaire  
s'instaure en Russie  
soviétique au lendemain  
de la révolution*

On se focalisera, par souci de clarté, sur la pensée de leur principal dirigeant, des années 1917 à 1924, sans oublier qu'une réelle diversité traverse les idéologies bolchevique et léninienne.

Le 9 août 1918, Lénine adresse un télégramme aux autorités de la ville de Penza, qui est considéré comme l'un des actes fondateurs d'un système carcéral-concentrationnaire dont la fonction est avant tout celle d'une rééducation des éléments peu sûrs : « il est impératif d'organiser une escorte renforcée composée de gens fiables, triés sur le volet pour mener une impitoyable terreur de masse contre les propriétaires terriens, les popes et les gardes blancs. Les éléments douteux devront être enfermés dans un camp de concentration hors de la ville » (Lénine, cité in Prazan 2019). Cet extrait est représentatif de la vision binaire qui s'instaure en Russie soviétique au lendemain de la révolution, structurée entre « gens fiables » et « éléments douteux », entre révolutionnaires et « ennemis du peuple », entre honnêtes communistes et menteurs capitalistes. Tandis que Lucien Bianco note simplement l'opposition « eux »/« nous » entre les éléments pathogènes et les sacro-saintes masses (Bianco 2014 : 96), Rita di Leo utilise l'idée de dualisme « ami-ennemi » pour expliquer la vision binaire des bolcheviks :

<sup>22</sup> On voit bien dans cette opposition toute l'importance de l'antiétatisme de Marx. En effet, selon la lecture de Maximilien Rubel, la dictature continue mise en œuvre par Lénine au nom d'un État fort et centralisé est l'antithèse de la tentative de fédération contre-violente et autogestionnaire des communards face au pouvoir français.

Les intellectuels bolcheviques avaient un programme inspiré d'un projet issu de la culture marxiste et sociale-démocrate allemande du dix-neuvième siècle. Ce projet consistait à créer une société post-capitaliste et post-bourgeoise. L'utopie du communisme était le ciment théorique pour obtenir l'assentiment pour la réalisation du projet – la construction du socialisme – dans un univers nettement divisé entre ceux qui y étaient favorables et ceux qui y étaient opposés, sur la base du principe ami-ennemi. Avec l'état d'exception permanent, le principe ami-ennemi servait à l'exercice du pouvoir : l'administration locale, l'économie, la science, la culture et la défense du pays étaient confiées aux amis-alliés, parce qu'on soupçonnait que les ennemis-opposants les auraient sabotées (di Leo 2012 : 34).

Le 8 août, Trotski soumet l'idée d'utiliser un *kontslager* à Mourom et à Arzamas pour mater les groupes insoumis ou idéologiquement déviants, ces « ennemis-opposants ». Les premiers décrets officiels relatifs aux camps sont quant à eux publiés au printemps 1919, établissant une distinction entre camp de concentration et camp de travail correctif. Cette vision de l'incarcération et de l'élimination sociale, puis physique, des éléments non révolutionnaires va à l'encontre du travail de libre discussion, de transformation culturelle et d'éducation prolétarienne théorisé par plusieurs penseurs du communisme, dont Marx, Gramsci et Luxembourg, eux-mêmes victimes de répressions qu'ils ne pouvaient logiquement pas cautionner. Préférant une conception spinozienne de la liberté aux lectures hégéliennes de l'État, Marx pense l'action politique démocratique comme une libre expression détachée de toute forme de médiation coercitive, autoritaire et aliénante :

« la démocratie ne peut se réaliser et s'épanouir que dans une société où les hommes, librement associés, n'aliènent plus leur personnalité à travers des médiations, politiques et économiques » (Rubel 1974 : 172).

L'identité sociale constitue donc le premier critère de discrimination et de répression. Celles-ci se soldent en mai 1918 par l'instauration d'un décret sur la corruption visant essentiellement les classes possédantes, mais touchant dans les faits quelques petits « spéculateurs » (catégorie abstraite englobant toute personne qui tente de survivre par le vol ou le troc). Ce décret répond à la demande de Lénine que les délits de corruption soient « punis au minimum de dix ans de prison et, en sus, de dix ans de travaux forcés » (Lénine, cité in Marie 2018). Les décrets des printemps 1918 et 1919 sont en quelque sorte l'ébauche du futur article 58 du code pénal russe de 1922 (repris en 1926 et radicalisé en 1934) qui définit notamment la catégorie d'« ennemi du peuple », les crimes contrerévolutionnaires et les peines associées. La délimitation floue de cette catégorie tout comme des délits de corruption et de spéculation – qui correspondent parfois à la vente de biens par des populations très pauvres – va permettre l'instauration d'un arbitraire policier et d'une répression de toute catégorie rebelle ou indocile. La prison de la Boutyrka puis, plus tard, celle de la Loubianka (sinistre siège de la Tcheka puis du NKVD) dans le centre de Moscou servent alors de lieu de détention dès le début de la guerre civile. La Boutyrka se caractérise rapidement par son surpeuplement et par l'incompétence des nouvelles autorités carcérales. Cette incompétence généralisée est une caractéristique des premiers camps de rééducation et des premières prisons



Portail d'entrée dans le site spécial du NKVD à Moscou où sont enterrées, selon différentes estimations, entre 6.500 et 14.000 personnes. Le NKVD est l'héritage de la Tcheka et de l'OGPU et est responsable de l'exécution de nombreuses personnes issues des classes sociales les plus diverses (© Tomasz Kizny)

soviétiques, au sein desquels quelques criminels de droit commun exercent une autorité sur les autres détenus. C'est ce qui va contraindre la Tcheka de Dzerjinski à développer de nouvelles méthodes de concentration et de rééducation par le travail, qui seront radicalisées par l'OGPU (sous Dzerjinski puis Menjinski) puis par le NKVD (où se succèdent les dirigeants les plus violents, Iagoda, Iejov et Beria).

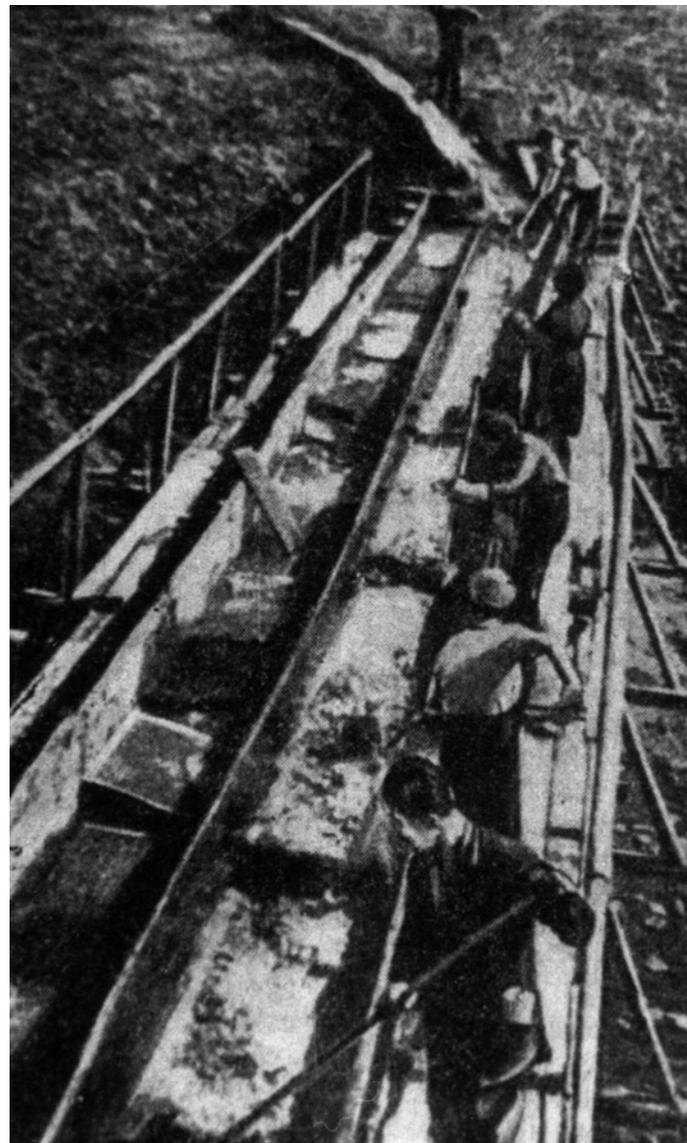
152

Nombreuses sont les analyses opérant une distinction nette entre l'idéologie léniniste et l'idéologie stalinienne. Si, dans les faits, les périodes et les méthodes sont singulièrement différentes, on retrouve une continuité entre les deux dirigeants, notamment à propos de la stigmatisation de toute forme d'opposition. Orlando Figes montre à ce propos la manière dont Lénine préfigure, dès la préparation de la prise de pouvoir d'octobre 1917, les purges staliniennes. Zinoviev et Kamenev sont déjà victimes, à la veille de la révolution, de la violence dictatoriale du tyran bolchevique :

*Zinoviev et Kamenev  
sont déjà victimes,  
à la veille  
de la révolution,  
de la violence  
dictatoriale du tyran  
bolchevique*

Lénine enrageait [face aux oppositions à son projet de coup d'État] et, signe du type de purges à venir, il dénonça Kamenev et Zinoviev dans la presse bolchevik. « Briseur de grèves », « trahison », « jaune », « mensonges calomnieux » et « crime » : autant de mots qui parsemaient les lettres virulentes qu'il rédigea les 18 et 19 octobre. « M. Zinoviev et M. Kamenev » (c'était l'insulte ultime : ils n'avaient même plus droit à « camarades ») devaient être « chassés du parti ». C'était la conduite d'un tyran (Figes 2007b : 884).

Cet autoritarisme en germe dans la pensée de Lénine se fonde sur une croyance en la supériorité morale et idéologique de son action et sur un dogmatisme absolutiste ne laissant aucune place à la contestation, au nom de l'unité révolutionnaire. Cette supériorité morale justifie l'usage d'une police politique (où sont placés les plus proches collaborateurs de Lénine puis de Staline) et l'organisation d'une terreur de masse planifiée. Dans les faits, le parti bolchevique a consacré une désunion des forces révolutionnaires et démocratiques au profit d'un parti-État empêchant la liberté d'opinion, d'opposition et de contestation (qu'elle soit collective ou individuelle). Cette restriction des droits revendiqués par les principaux acteurs de la révolution repose, comme nous allons le voir, sur une vision scientiste de la société et de l'action politique, sur une rationalisation irrationnelle. Elle est motivée par une stratégie politique, par une alliance de dogmatisme idéologique et de proclamation d'universalisme. Cet universalisme, paradoxalement, est un particularisme extrêmement limité, il est la prétendue parole révélée d'un prolétariat mythifié et glorifié au service d'une classe restreinte de dirigeants bourgeois.



Détenus de la Kolyma (© Memorial International Collection)

## De la raison chez Marx à la rationalisation marxiste-léniniste



Affiche créée dans le cadre de l'Atelier populaire liégeois, 1970 (© IHOES)

Le système « soviétique » instauré à l'issue de la guerre civile se fonde très rapidement sur l'idée d'une rationalisation des modes de production et, plus largement, de la société dans sa totalité. Revendiquée par la prétendue scientificité de la pensée de Marx et de son analyse sociologique et historique du capitalisme, cette rationalité est en réalité motivée par une triple vision du monde, scientiste, absolutiste et calculatrice, fort présente dans le monde russe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, comme l'ont bien montré Orlando Figes (2007a et b) et Hans Magnus Enzensberger (2018). S'ajoute à cela une orientation dirigiste et conspirationniste inspirée des penseurs du terrorisme russe : « Lénine utilisa les idées de Tchernychevski, Netchaïev, Tkatchev et de La Volonté du peuple afin d'injecter une dose de conspiration typiquement russe dans une dialectique marxiste qui serait autrement demeurée passive, se contentant d'attendre que la révolution murît *via* le développement de conditions objectives plutôt que de la provoquer par l'action politique » (Figes 2007a : 288). Contre de nombreuses lectures marxistes, Maximilien Rubel montre en quoi Marx, dans plusieurs de ses écrits (notamment les plus tardifs), est plus proche du populisme russe que du dirigisme léniniste. En effet, le philosophe allemand voyait une forme de protocommunisme dans la commune paysanne russe et espérait une coopération des

producteurs qui éviterait l'accumulation primitive du capitalisme, tandis qu'Engels se méfiait d'une révolution d'avant-garde qui ne se fondrait pas sur un prolétariat urbain vigoureux. En réaction aux interprétations complètement réductrices de sa pensée, Marx met en garde contre l'idée d'une phase capitaliste nécessaire :

Le publiciste N. K. Mikhaïlovski avait critiqué [le] « système philosophique » [de Marx], son idée d'une étape capitaliste inévitable en tout pays. Soucieux de couper court à pareille interprétation de sa pensée, Marx affirma qu'il avait expliqué le capital en Occident, et qu'il n'en tirait nullement « une théorie historique et philosophique de la marche générale imposée par nécessité à tous les peuples ». Pour comprendre l'histoire, il faut analyser les informations empiriquement, en détail, au complet, et non recourir à une théorie philosophique particulière ». (Marx, cité in Rubel 1974 : 103).

Cette critique peut en fait être réalisée à propos de la pensée de Marx de manière générale et de l'application que prétendent en faire les bolcheviks. Sa philosophie est comprise par eux comme une caution morale, comme une série de principes applicables tels quels, comme un absolu détaché de chaque singularité historique. Lénine délaisse la conception première du matérialisme historique de Marx, qui s'apparente bien plus chez ce dernier à une sociologie critique de la réalité empirique qu'à des principes directifs idéalistes calqués comme des *a priori*. *A contrario* de Marx, Lénine puise dans une argumentation

marxiste retravaillée au gré des événements les justifications de ses propres politiques autoritaires. Même après la mort de l'auteur du *Capital*, Engels n'a cessé d'insister sur la nécessité de respecter la spontanéité du mouvement révolutionnaire (que les leaders ne feraient qu'impulser) et sur l'importance d'une prise en compte de chaque réalité historique idiosyncrasique.

Le capitalisme d'État instauré sous Lénine puis sous Staline selon Maximilien Rubel relève donc d'une forme de développement productiviste au sein de la société russe, économiquement

arriérée par rapport aux sociétés occidentales telles qu'analysées par Marx. Il interprète ce développement comme un capitalisme d'État prôné par Lénine lui-même dans sa lecture anhistorique de Marx. La justification que se donnent, sous l'étendard du « marxisme », les bolcheviks serait donc une interprétation fallacieuse, voire antagoniste, de la pensée du philosophe allemand parlant d'une réalité étrangère et historiquement différente. Maximilien Rubel va jusqu'à parler d'une fascination de ces révolutionnaires professionnels pour un mode de production occidental auquel ils prétendent paradoxalement s'opposer :

*interprétation  
fallacieuse,  
voire antagoniste,  
de la pensée de Marx*

Aux bâtisseurs du socialisme, on proposait pour modèle toutes les vertus du système capitaliste. Et Lénine de rappeler les bonnes règles de la comptabilité, de l'épargne et de la discipline à des « révolutionnaires prolétariens » qui les avaient justement méprisées. Appliquer ces procédés administratifs est « nécessaire et suffisant au triomphe du socialisme ». Et puisque « le Russe travaille mal », il lui faut apprendre la méthode Taylor, qui n'est pas sans qualités dans la période transitoire du capitalisme au socialisme puisqu'elle « allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements dans le travail » (Lénine, cité in Rubel 1974 : 113).

Tandis que la pensée de Marx souhaitait abolir, en même temps que l'État et le Capital, l'idée de salariat avec plus-value, le système soviétique instaure une exploitation plus aboutie que sous le capitalisme : dans les camps du SLON puis du GOULAG, le salaire se transforme tantôt en esclavagisme, tantôt en darwinisme pseudo-méritocratique. Les modes de production et leur maîtrise restent quant à eux les mêmes que sous le capitalisme, dont les principes de croissance, de rentabilité, d'industrialisation et de compétitivité sont préservés malgré l'accession d'une petite élite ouvrière au pouvoir. Dans les camps, la ration en nourriture se calcule sur base de la norme de rendement imposée, ce qui entraîne l'instauration d'un cercle vicieux éliminant les plus faibles physiquement. Mais il ne faut pas attendre les camps soviétiques pour qu'une véritable discipline du travail s'instaure. Une fois terminée la phase de « communisme de guerre », Lénine a immédiatement pris à bras le corps la question de l'accumulation primitive du capital en instaurant une gestion dictatoriale des usines et en exploitant les productions paysannes. Camouflant ses politiques économiques derrière des étiquettes socialistes, dont la plus fameuse reste l'« accumulation socialiste primitive » selon Preobrajenski, le pouvoir bolchevique a dans le même temps transformé l'idée d'une libération individuelle couplée à une émancipation collective en un communisme autoritaire.



Ivan Soukhanov, *La Distribution de la soupe*, 1936 (© Memorial International Collection)

Plusieurs analyses de Maximilien Rubel exagèrent certes quelque peu la réalité soviétique, occultant une série de tendances rigoureusement non capitalistes, mais ses travaux insistent sur une donnée fondamentale : la non maîtrise des instruments de production par la majorité des travailleurs soviétiques. Qu'il s'agisse du travail dans les usines dites « libres », dans les camps du SLON ou du GOULAG, dans les kolkhozes et les sovkhozes ou dans toute forme d'entreprise soumise aux plans décidés par les administrations d'État, la gestion de la production se réalise de l'extérieur et non au sein des comités ouvriers : « on peut donc affirmer que le capitalisme "soviétique" a pu se former et se développer dans une société où la classe des capitalistes, la classe au pouvoir au sens classique du terme, a été remplacée par une oligarchie combinant et concentrant en un seul pouvoir les privilèges de l'économie et de la politique » (Rubel 1974 : 115). Bien qu'elle partage en partie ce constat, établissant une distinction claire entre la place des intellectuels sous Lénine et l'ouvriérisme de Staline, Rita di Leo nuance la lecture de Maximilien Rubel en insistant sur l'inculcation *passive* par les ouvriers de modes de production décidés par les détenteurs des ressources et de la production, à savoir le parti. Bien que les travailleurs aient conquis « la liberté de décider comment exécuter le travail à partir du moment où il garantissait l'exécution du plan dans les délais prescrits » (di Leo 2012 : 91), cette liberté



Statue de Staline (© Memorial International Collection)

n'en reste pas moins rigoureusement contrainte par les exigences de production, elle s'apparente à une « liberté de travail dans le travail » :

Selon le projet originel, en URSS, le résultat du travail de l'homme bénéficiait à celui qui travaillait : il n'existait plus de propriétés, de rentes, de profits, de spéculations, de crises. Les ouvriers produisaient et pouvaient en même temps décider quoi faire de leur propre production. Ainsi en allait-il de la théorie, mais la pratique était tout autre : déjà pendant l'hiver 1917-18, de nombreux ouvriers, devenus maîtres de leurs usines, cessèrent de travailler et emportèrent chez eux les outils et les stocks à disposition. Lénine écrivit contre eux des mots d'une grande violence et chercha des solutions. Avec détermination et pragmatisme, il explora de nombreuses voies pour ramener les ouvriers au travail. La planification elle-même, inspirée de l'économie de guerre allemande, obéissait à une double motivation : elle correspondait à l'intention du parti de développer le pays sans marché et sans propriété privée, mais était aussi l'astuce pour faire accepter aux ouvriers leur relation au travail. Le plan fixait les normes de production dans un climat politique qui brouillait la substance de la relation : l'échange entre d'une part le travail des ouvriers, lesquels, bien qu'étant de manière abstraite les patrons des usines, ne disposaient pas de ressources suffisantes pour survivre, et de l'autre le parti au pouvoir qui disposait des ressources et avait besoin du travail des ouvriers (di Leo 2012 : 68-69).

L'instauration d'un modèle économique par une classe dominante s'est alors doublée de l'inculcation d'une idéologie dominante mystificatrice, qui « brouille la substance de la relation » : le marxisme-léninisme. Celui-ci a servi de voile apposé sur une réalité non conforme au modèle revendiqué, malgré les nombreuses dénonciations réalisées par divers courants idéologiques de plus

en plus dominés (qu'il s'agisse du *credo* libéral, anarchiste, communiste libertaire ou populiste). Enzo Traverso note à propos du stalinisme qu'il s'apparente à un « régime politique qui ne donna pas l'assaut au capitalisme mondial, [qui] chercha plutôt un *modus vivendi* avec ce dernier, mais déclencha une guerre sociale interne contre la paysannerie et contre le monde russe traditionnel »

(Traverso 2001). Ainsi, dans la continuité d'Enzo Traverso et de Maximilien Rubel, Rita di Leo observe la manière dont le système soviétique ne rompt pas, malgré les apparences de son discours autoproclamé, avec les logiques capitalistes :

L'économie fonctionnait sans marché des capitaux et des moyens de production mais, comme dans les autres sociétés industrielles, l'homme devint fonction de la croissance économique, de l'industrialisation accélérée, de l'urbanisation du pays. Personne ne modifia ce rapport. Personne ne fit même l'hypothèse qu'il pût être modifié. [...] Si le succès était dans l'économie et non pas dans la politique, si l'objectif prioritaire n'était pas tant de créer une société différente, mais d'atteindre une croissance au-delà du niveau du capitalisme, la conséquence fut la mise au premier plan de l'économie, avec ses acteurs et avec ses problèmes (di Leo 2012 : 98-99).



Taille de la roche et forage pour la mise en place de charges explosives sur la canal mer Baltique-mer Blanche, au début des années 1930 (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

## *La question démocratique*

On l'a vu dans les chapitres précédents, différentes conceptions de la démocratie s'affrontent au moment de la révolution : démocratie des comités, démocratie ouvrière directe, démocratie représentative, démocratie libérale. S'ajoute à cette diversité la notion problématique de *dictature du prolétariat*, que les bolcheviks prétendent emprunter à Marx. Ceux-ci vont utiliser la notion pour justifier la prise de pouvoir, la dissolution de l'assemblée constituante et, plus largement, la suppression des libertés fondamentales. Les bolcheviks initient en réalité un courant de pensée anti-démocratique, dont la particularité réside dans sa prétention à représenter une majorité. Dans les faits, le pouvoir est légué à une très petite minorité de dirigeants (le Politburo) qui concentrent et distribuent les différents niveaux de pouvoir : exécutif, législatif, judiciaire, carcéral et répressif. Or chez Marx, la révolution politique (démocratie) et la révolution sociale (communisme), bien que structurées en deux phases transitoires, sont

intimement corrélées. En outre, cette conception est nécessairement dépendante du « self-government des producteurs » et du suffrage universel (Rubel 1974 : 179), deux éléments aux antipodes du communisme autoritaire fondé sur la disparition des libertés démocratiques des bolcheviks :

*chez Marx, la révolution politique (démocratie) et la révolution sociale (communisme), bien que structurées en deux phases transitoires, sont intimement corrélées*

Ce que Marx appelle conquête de la démocratie, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique, est garanti aux ouvriers par le fonctionnement normal des institutions démocratiques, qui exclut théoriquement toute violence dans la lutte pour l'égalité sociale. Loin d'être une loi naturelle de l'histoire humaine, la violence naît du conflit de classes qui caractérise les sociétés où les forces de production sont devenues des forces de destruction et d'aliénation sociale. Fiction juridique, la démocratie dissimule une dictature réelle, un rapport de forces entre la classe exploiteuse et la classe exploitée, un divorce entre les droits fondamentaux et l'oppression matérielle. L'antithèse historique et morale de ce phénomène permanent de l'histoire passée et présente, c'est le gouvernement réel de la majorité, résultat normal des conflits sociaux quand le suffrage universel se transforme « d'un instrument de duperie en un moyen d'émancipation ». La démocratie apporte aux producteurs, organisés en syndicats et en partis, les moyens légaux de conquérir le pouvoir et d'œuvrer progressivement à la transformation de toute la société, en vue de bâtir « une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (Marx, cité in Rubel 1974 : 181-182).

Il n'est dès lors nullement question chez Marx d'une libération d'en-haut, dirigiste, centralisée et autoritaire telle que promue par Lénine. Cette insistance sur la nécessité du « libre développement de chacun », condition du « libre développement de tous », contraste avec la justification des moyens dictatoriaux des bolcheviks au nom de la finalité révolutionnaire, qui est en réalité la finalité d'une domination de la société par le parti. À propos du dirigisme centralisé et de la gestion du pouvoir par une élite politique, Rita di Leo a étudié l'idée d'un usage « vertical » du pouvoir qui, malgré l'accession de membres issus de la classe ouvrière à des postes importants, traduit

un fonctionnement rigoureusement hiérarchisé et fort peu démocratique (di Leo 2012 : 78). Lucien Bianco, dans son étude des analogies entre les régimes stalinien et maoïste, insiste quant à lui sur l'impossibilité d'une discussion libre des politiques décidées au plus haut niveau, par les individualités au pouvoir : « aucun membre ne s'est avisé de contester la "ligne générale", unique et juste par définition puisqu'elle émane du Guide infaillible » (Bianco 2014 : 94-95).

La question totalitaire est complexe et nécessite de traiter de la conception du peuple et de son rapport à l'autorité, politique et économique, s'en revendiquant. À nouveau, Lucien Bianco a développé, à la suite de Bernard Bruneteau, une réflexion importante qui nuance la conception strictement totalitaire et qui montre, comme Rita di Leo, le pouvoir créateur et la force de résistance de nombreux paysans et ouvriers soviétiques, contraints de développer des pratiques sociales, économiques et politiques sous-terraines, « hors plan » :

*force de résistance  
de nombreux paysans  
et ouvriers soviétiques*

Les sujets ne sont pas uniquement soumis ou terrorisés, il arrive qu'ils résistent, tels les paysans russes en 1930 et chinois en 1955, ou contournent les oukases en s'appuyant sur les voisins, la famille, la communauté. L'État-parti connaît lui-même des tensions entre centre et périphérie ou entre institutions rivales et n'a, en tout état de cause, pas les moyens d'administrer son immense empire de façon effective et continue : entre deux campagnes de mobilisation, la négligence, si ce n'est l'abandon, prévaut autant que la contrainte. Pis, le parti se croit omniscient, mais ne l'est pas. La planification a des ratés, elle se fonde sur des statistiques peu fiables quand ce n'est pas tout simplement sur des *a priori* démentis par une réalité diverse et complexe : imposer l'application du Gosplan n'implique pas qu'il soit applicable (Bianco 2014 : 96-97).

Conçu comme une masse au service d'un chef et non plus comme une classe consciente détenant un potentiel créatif et une autonomie politique, le peuple soviétique est progressivement glorifié dans son aliénation même, celle qui le maintient dans sa position dominée de prolétariat productif. En combinant pouvoir politique et pouvoir économique au profit du second, le système soviétique instaure une société fondée sur l'injonction au travail et au sacrifice de soi pour la collectivité (très loin de l'idée d'une émancipation *par* la collectivité). Rita di Leo parle en ce sens du « principe du sacrifice individuel pour l'intérêt collectif » (di Leo 2012 : 80), bien perceptible dans la formule « À bas la politique, vive l'économie » (di Leo 2012 : 109). Elle évoque en ce sens le stakhanovisme comme réponse aux exigences d'industrialisation promues par le pouvoir stalinien. Ce modèle productiviste stakhanoviste, rigoureusement hiérarchisé et planifié, est fort différent du tournant ouvriériste insufflé par Leonid Brejnev dans les années 1970, tournant marqué par une véritable hausse des salaires et une augmentation du pouvoir décisionnel des ouvriers.

Mais, durant la période léniniste-stalinienne, le travail reste une idéologie au nom de la rentabilité collective, et non plus de la rentabilité privée, il rend possible l'intégration complète du sujet à un appareil totalitaire au sens propre du terme, c'est-à-dire qui nie la singularité du sujet au profit de la totalité objective qu'est l'État productiviste. C'est bien ce qu'a entrevu Varlam Chalamov dans sa critique de l'inscription présente à l'entrée d'un camp de la Kolyma : « on allait nous ramener au camp, nous allions de nouveau franchir le portail surmonté de l'inscription gouvernementale : "Le travail est une question d'honneur, de gloire, de vaillance et d'héroïsme" » (Chalamov 1980 : 39). Plus cynique encore est l'extrait de la *Kolyma* mettant en relation la hiérarchie stricte des camps et la soumission des détenus dans le travail obligatoire :

*le travail reste  
une idéologie  
au nom de  
la rentabilité  
collective*

La vie du camp est organisée de telle façon que seul un membre du corps médical peut apporter une aide réelle et authentique au détenu. Protéger le travail c'est protéger la santé, et protéger la santé c'est protéger la vie. Le directeur du camp et les surveillants qui sont sous ses ordres, le chef de la garde avec son détachement de soldats d'escorte, le chef de la section de district du M.V.D. avec tout son appareil d'instruction, l'activiste sur le terrain de l'éducation au camp, c'est-à-dire le chef de la section culturelle et éducative avec tous ses inspecteurs – la direction du camp est composée de tant de gens. L'application du régime est laissée au bon ou au mauvais vouloir de ces gens. Pour les détenus, ils sont tous le symbole de l'oppression, de la contrainte. Ces gens obligent le détenu à travailler, ils le surveillent de jour comme de nuit pour l'empêcher de s'enfuir, ils s'assurent qu'il ne boit ni ne mange rien de superflu. Tous ces gens ne disent qu'une seule chose au détenu, tous les jours et à toute heure : « Travaille ! Vas-y ! » (Chalamov 1980 : 77).

Si une émancipation politique avait été rendue possible par l'instauration des soviets et par la reconnaissance du suffrage universel et des droits sociaux afférents au moment de la période révolutionnaire de février-octobre 1917, une réaction contre-révolutionnaire a progressivement ôté à la classe ouvrière ses forces actives et créatives au profit de son aliénation économique. La propagande a en ce sens joué un rôle indéniable, en soutenant une idéologie de façade et en empêchant la réalisation libre et collective des sujets politiques (voir à ce propos Le Bourgeois 2008). Les antagonismes de classe sont progressivement gommés au profit d'un dualisme réducteur entre « exploités et exploités » qui, dans les faits, ne correspond nullement aux groupes visés, les dirigeants

soviétiques étant quant à eux extérieurs à cette dichotomie puisque supposés être au service des seconds. L'uniformisation essentialisante de la masse ouvrière participe à une aliénation collective visant à détourner l'identification de l'exploitation vers des cibles définies. L'exemple des procès de Moscou est en ce sens emblématique : Staline se présente en conducteur éclairé d'un peuple dupé par des élites corrompues, ce qui nécessite logiquement une épuration du parti bénéficiant d'un assentiment populaire.



Mikhaïl Rudakov, *Détenu affecté à une section culturelle et éducative redessinant un matricule*, 1952 (© Memorial International Collection)

Précisons pour finir qu'il peut apparaître réducteur d'opposer radicalement un fonctionnement démocratique non violent, respectueux de chaque parole et intégralement émancipateur et une logique totalitaire, répressive et autoritaire. Il existe dans chacun des modèles des formes d'hybridité qui tendent à brouiller les repères et à servir des intérêts politico-idéologiques. D'une part, tout système totalitaire est traversé de contradictions et peut voir naître des formes de conscience politique extrêmement lucides et critiques envers le pouvoir. D'autre part, toute démocratie risque de laisser se développer des logiques répressives et autoritaires contraignant, sous les apparences d'une liberté intégrale, les mouvements d'insubordination dirigés contre des violences institutionnelles, sociales et économiques. Cette ambivalence peut être interprétée comme le résultat d'un double paradoxe : d'une part, l'évidence de la nécessité d'une lutte contre un pouvoir exploiteur peut mener à une prise de conscience active de groupes sociaux, certes limitée par la dangerosité de la situation ; d'autre part, la croyance en l'immutabilité d'acquis inscrits dans une forme de légalité peut entraîner une passivation de l'action politique réduite à sa plus minimale expression (limitée à quelques cadres institutionnels) et, en retour, autoriser un pouvoir « démocratique » à une répression de ce qui sort des cadres de la légalité. C'est sur cette réflexion que l'ouverture

finale de l'ouvrage reviendra, dans une volonté de dégager les enjeux actuels d'une recherche portant sur la production et la reproduction de violences diverses dans une société d'exploitation et de répression.



Paysage de la Kolyma, dans le massif montagneux du Butugychag, à 300 kilomètres au nord de Magadan. Avec le canal Staline, les mines de la Kolyma forment les premiers chantiers pharaoniques d'exploitation (© Gulag Collection/Tomasz Kizny)

*toute démocratie risque de laisser se développer des logiques répressives et autoritaires contraignant, sous les apparences d'une liberté intégrale, les mouvements d'insubordination dirigés contre des violences institutionnelles, sociales et économiques*



*dessin de Sukhanov  
représentant l'intérieur  
d'un baraquement  
de détenus privilégiés*

# *ouverture*

## ***SUR LES ENJEUX ACTUELS DE LA RECHERCHE***

Que signifie interroger aujourd'hui les formes et les causes profondes des violences tsaristes et soviétiques ? La réponse ne va pas de soi et nécessite d'être développée en guise d'ouverture, c'est-à-dire d'approfondissement et de relance. Tout contexte social et historique est singulier de même que tout discours et toute idéologie sont le résultat d'un rapport de forces situé. Étudier l'histoire des origines du système soviétique oblige donc à la fois à une immersion et à une mise à distance nécessaires au développement d'une critique lucide. Tant les pogroms que les déportations en camps ou les insurrections populaires sont des événements complexes, pour la plupart produits par des contextes de luttes et de tensions sociales entre des groupes dominants et des groupes dominés. Le double mouvement d'immersion/distanciation permet de prendre conscience de la manière dont d'autres sociétés sont elles aussi traversées par des violences diverses, exprimées dans des discours autoritaires et non démocratiques. Qu'il s'agisse de la précarisation de couches sociales

économiquement dominées, du sort réservé à des populations contraintes à un exil (à une non reconnaissance de leurs droits fondamentaux, notamment d'asile) ou encore des victimes de crimes de guerre, toutes ces formes de violence ont des origines profondes qu'il est primordial d'analyser. Si comparaison n'est pas raison entre des conflits internationaux étrangers l'un à l'autre, la démarche de recherche proposée dans ce *Cahier* peut quant à elle ouvrir sur une investigation des rapports de causalité entre les différentes formes de violence contemporaines.

Un autre apport important de cette étude du fonctionnement soviétique réside dans la mise en lumière d'une duperie collective. Encore admise aujourd'hui, l'idée selon laquelle l'URSS serait la réalisation des principes communistes doit être questionnée sans être complètement réfutée. Comme toute forme de propagande, l'autoproclamation de la substance doctrinaire d'un régime entraîne une mystification qui empêche de voir la réalité d'un fonctionnement politique, social et économique aux antipodes du modèle originel. D'autres régimes, se revendiquant d'autres idéologies, développent également ce type de discours mystificateurs, que l'on pense au mythe de la libre entreprise rendue inapplicable par des monopoles industriels, à l'injonction à la dérégulation financière derrière laquelle se camoufle un interventionnisme d'État au profit d'entreprises privées ou encore à la prétendue défense de la cause ouvrière voilant une conception nationale et raciale du peuple. La fonction de l'idéologie est précisément de complexifier l'analyse et la compréhension d'un monde en lui apposant une vision partielle et partielle. La critique de l'idéologie, promue comme un exercice de conscience politique, entre dès lors en adéquation avec l'idéal d'émancipation et de libre examen sous-tendant la conception d'un pouvoir démocratique souverain et étendu à l'ensemble de la collectivité.

On insistera également sur une composante fondamentale du régime soviétique (mise en lumière par Rita di Leo) et qui se retrouve au cœur de nombreux fonctionnements politiques contemporains, à savoir l'instauration d'une subsomption du projet politique (et de sa dimension utopique, c'est-à-dire créatrice) aux injonctions économiques. S'ajoute à cet asservissement réel un discours tenu par le pouvoir politique visant précisément à occulter cette réalité. C'est le cas de la justification des plans quinquennaux et des diverses décisions économiques par une lutte de classe et par une nécessité stratégique (la lutte entre les puissances économiques internationales). Mais ce processus de justification idéologique par un pouvoir politique s'opère également dans d'autres modèles sociaux, notamment lorsque des avantages fiscaux octroyés aux entreprises sont couverts par une défense des emplois locaux, lorsque des traités internationaux de libre-échange sont motivés par des nécessités diplomatiques et des stratégies de commerce international ou lorsqu'une réduction des allocations de chômage est promue au nom de l'employabilité. La réalité des effets de ces décisions, souvent aux antipodes de leurs prétendues motivations initiales, est camouflée derrière un discours enjoignant de les accepter au nom d'une idéologie de façade. La critique de ce rapport, telle qu'elle a pu être suggérée

dans ce *Cahier*, permet de repenser la relation à l'œuvre entre pouvoir politique et pouvoir économique en ôtant à cette relation les couches de mystification idéologique produites par un discours dominant.

Dans la foulée de cette critique, la mise au jour de l'état d'exception permanent, qui se dissimule dans le discours soviétique derrière les notions de « communisme de guerre » et de « dictature du prolétariat », peut éclairer la justification de décisions prises au nom de cet état d'exception permanent. Souvent, une décision impopulaire peut trouver dans le discours de l'urgence, de la menace et de la sécurité intérieure les cautions de son instauration. Diminution des libertés individuelles et collectives, répression des mouvements de contestation, brutalisation des rapports sociaux, discrimination ethno-nationale et intervention militaire sont autant de méthodes « d'urgence » qui risquent à tout moment de s'instaurer comme des pratiques pérennes. À nouveau, cette pérennisation – parfois planifiée – ne dira jamais son nom et exploitera la rhétorique de la nécessité pratique comme justification d'un état d'urgence.

Cette réflexion centrale soulève une question connexe, celle de la répression des mouvements de contestation sociale et de la violence politique à l'œuvre dans les différents types de régimes politiques. Si l'on a pu observer la manière dont cette répression était motivée par un pouvoir soviétique tentant de s'auto-conserver (notamment durant la guerre civile), on peut également analyser les pratiques de coercition, de discrimination et de répression mises en œuvre par des modèles politiques se présentant comme « démocratiques » ou en voie de le devenir. Les similitudes entre certaines pratiques « démocratiques » et « totalitaires », avec toutes les nuances nécessaires quant au degré de violence et de barbarie, obligent à repenser cette distinction sans toutefois perdre chacune des notions. Le sort réservé aux groupes dominés et la violence exercée sur eux doivent amener à une requalification de la substance idéologique réelle de tout pouvoir. Le titre de l'ouvrage, *Dictature et Prolétariat*, peut donc être compris en ce sens, c'est-à-dire comme l'expression de la difficulté de penser la condition politique d'une classe sociale dominée et les violences liées aux (im)possibilités de son affirmation.

Enfin, cette recherche aura tenté de comprendre comment des expériences particulières, celles d'individualités marginalisées, donnent des clefs d'interprétation des violences d'un système politique dans sa totalité. Prendre en considération les marges d'une société – les révolutionnaires stigmatisés et enfermés, les membres du sous-prolétariat, les intellectuels dissidents, les paysans exilés ou plus généralement tout prisonnier arbitrairement arrêté – permet une meilleure lecture des causes et des origines d'une violence sociale. Adopter le point de vue des marges, leur donner une voix et comprendre le sort que leur réservent les régimes politiques les plus divers constitue un contre-point critique par rapport aux points de vue habituellement adoptés sur les événements historiques, politiques, économiques et sociaux. Le continuum de crise et de violence à l'œuvre en URSS, qui se perpétue après 1991 dans une nouvelle violence sociale induite par la privatisation massive des usines et par l'abandon des services collectifs aux ouvriers, n'est pas le propre de ce système. Penser les origines de ce continuum est un premier pas vers sa destruction.



Mikhail Rudakov, *Matin au camp*, 1952 (© Memorial International Collection)



*statue de Staline détruite  
dans un camp du Goulag  
(Vorkouta), 1955*



# *bibliographie*

- Ackerman, Galia. 2019. *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine*. Paris : Premier Parallèle.
- Althusser, Louis. 1994. « Le courant souterrain du matérialisme aléatoire ». In *Écrits philosophiques et politiques*. Tome I. Paris : Stock/IMEC.
- Alzon, Claude. 2016. *Au goulag. Mémoires inédits d'un chef de camp*. Paris : le Temps des Cerises.
- Applebaum, Anne. 2005. *Goulag. Une histoire*. Paris : Grasset.
- Arvon, Henri. 1987. « L'insurrection de Cronstadt ». In *La Révolte de Cronstadt*. Bruxelles : Éditions Complexe.
- Aymé, François, Rotman, Patrick et Werth, Nicolas. 2019a. *Goulag. Une histoire soviétique*. Ouvrage illustré. Paris : Arte Éditions/Seuil.
- Aymé, François, Rotman, Patrick et Werth, Nicolas. 2019b. *Goulag. Une histoire soviétique*. Documentaire vidéo. Arte France.
- Bachkatov, Nina et alii. 1989. *L'URSS de Lénine à Gorbatchev*. Bruxelles : GRIP.
- Baldaev, Danzig. 2004. *Russian Criminal Tattoo Encyclopedia*. Vol. I. London: Fuel.
- Baldaev, Danzig. 2006. *Russian Criminal Tattoo Encyclopedia*. Vol. II. London : Fuel.
- Baldaev, Danzig. 2008. *Russian Criminal Tattoo Encyclopedia*. Vol. III. London : Fuel.
- Baldaev, Danzig. 2010. *Drawings from the Gulag*. London : Fuel.
- Baldaev, Danzig & Vasiliev, Sergei. 2014. *Soviets*. London : Fuel.
- Barrillon, Michel. 1999. « L'URSS, un capitalisme d'État réellement existant ». In *Agone*. N°21. Marseille : Agone.

- Benjamin, Walter. 2018. *Expérience et Pauvreté*. Paris : Payot.
- Benzoussan-Burszteinn, Daniel. 2018. « Simon Petiloura et les pogroms antijuifs. La question de la responsabilité ». In *Revue d'Histoire de la Shoah*. Vol. II. N°209.
- Berkman, Alexandre. 2017. *Le Mythe bolchevik*. Paris : Klincksieck.
- Berman, Harold J. 1966. *Soviet Criminal Law and Procedure. The RSFSR Codes*. Cambridge : Harvard University Press.
- Berns, Thomas. 2019. *La Guerre des philosophes*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bettelheim, Charles. 1974. *Les Luttes de classes en URSS. 1<sup>ère</sup> période : 1917-1923*. Paris : Seuil-Maspero.
- Bettelheim, Charles. 1977. *Les Luttes de classes en URSS. 2<sup>e</sup> période : 1923-1930*. Paris : Seuil-Maspero.
- Bettelheim, Charles. 1983. *Les Luttes de classes en URSS. 3<sup>e</sup> période : 1930-1941*. Paris : Seuil-Maspero.
- Bianco, Lucien. 2014. *La Récidive. Révolution russe, révolution chinoise*. Paris : Gallimard.
- Blum, Alain. 2015. « Décision politique et articulation bureaucratique : les déportés lituaniens de l'opération "Printemps" (1948) ». In *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Vol. LXII. N°4.
- Blum, Alain, Craveri, Marta et Nivelon, Valérie dir. 2012. *Déportés en URSS. Récits d'Européens au goulag*. Paris : Autrement.
- Boschloos, Georges. Juillet-septembre 2019. « Le cas de Cuba ». In *Traces de Mémoire*. N°33. Bruxelles.
- Bourmeyster, Alexandre. 2015. « CESC et analyse du discours soviétique ». In *Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie*. N°21. Lien Internet consulté le 10 février 2020.
- Boutonnet, Pierre. 2010. « Des sources pour étudier la Terreur blanche ». In *Revue des études slaves*. Vol. LXXXI. N°4.
- Bouvard, Josette. 2012. « La commune de Bolchevo (1924-1938) ou la fabrique de l'Homme nouveau ? ». In *Revue Russe*. N°39.
- Bouvet, Laurent. 2012. *Le Sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*. Paris : Gallimard.
- Broué, Pierre. 1963. *Le Parti bolchevique*. Paris : Minuit.
- Broué, Pierre. 1980. *L'Assassinat de Trotsky*. Bruxelles : Complexe.

- Brown, Kate. 2004. *A Biography of No Place : From Ethnic Borderland to Soviet Heartland*. Cambridge : Harvard University Press.
- Bruschi, Fabio. 2015. « Accumulation primitive et dictature du prolétariat. Étude sur la conception althussérienne de l'histoire et de la politique ». In *Cahiers du GRM*. N°7. Lien Internet consulté le 08.10.2019.
- Bryant, Louise. 2017. *Six mois rouges en Russie*. Paris : Libertalia.
- Cadiot, Juliette et Marc, Elie. 2017. *Histoire du Goulag*. Paris : La Découverte.
- Camous, Thierry. 2015. *La Violence de masse dans l'histoire*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Carrère d'Encausse, Hélène. 1978. *L'Empire éclaté*. Paris : Flammarion.
- Chalamov, Varlam. 1980. *Kolyma. Récits de la vie des camps*. Paris : François Maspero.
- Claussen, Detlev. 2019. *Theodor W. Adorno, un des derniers génies*. Paris : Klincksieck.
- Collectif. 2017. *Les Vaincus. 7 personnages en quête de justice et de liberté*. CD I à IV. Liège : Rakonto asbl.
- Collectif. Octobre 2017. « La révolution russe en questions ». In *Le Monde Diplomatique*. N°763.
- Collectif. 2019. *L'Histoire*. N°461-462 (*Les Mondes du Goulag*). Paris : Sophia Publications.
- Combe, Sonia. 2019. *La Loyauté à tout prix. Les floués du « socialisme réel »*. Lormont : Le Bord de l'eau.
- Combe, Sonia. Octobre 2019. « Allemagne de l'Est, après l'exil ». In *Le Monde Diplomatique*. N°787.
- Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire. 1951. *Livre blanc sur les camps de concentration soviétiques*. Paris : Le Pavois.
- Crahay, Frédéric. Juillet-septembre 2019. « Savez-vous qu'il existe plusieurs sortes de communisme ? ». In *Traces de Mémoire*. N°33. Bruxelles.
- Craveri, Marta et Losonczy, Anne-Marie. 2012. « Trajectoires d'enfances au goulag ». In *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. N°14. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Craveri, Marta et Losonczy, Anne-Marie. 2017. *Enfants du Goulag*. Paris : Belin.
- Denis, Juliette. 2010. « Violence en URSS : chantiers historiographiques et enjeux mémoriels ». In *Tracés*. N°19.

- Depretto, Jean-Paul. 1997. *Les Ouvriers en U.R.S.S. 1928-1941*. Paris : Publications de la Sorbonne.
- Didi-Huberman, Georges. 2019. *Désirer désobéir. Ce qui nous soulève*. Tome I. Paris : Minuit.
- Di Leo, Rita. 2012. *L'Expérience profane. Du capitalisme au socialisme et vice-versa*. Paris : Éditions de l'éclat.
- Eagleton, Terry. 2019. *Materialism*. New Haven : Yale University.
- Engels, Friedrich et Marx, Karl. 1999. *Le Manifeste du parti communiste*. Paris : Flammarion.
- Enzensberger, Hans Magnus. 2018. *Les Rêveurs de l'absolu*. Paris : Allia.
- Fejtő, François. 1977. *L'Héritage de Lénine*. Paris : Librairie générale française.
- Ferragu, Gilles. 2019. *Histoire du terrorisme*. Paris : Perrin.
- Ferro, Marc. 1971. « Le soldat russe en 1917 : indiscipline, patriotisme, pacifisme et révolution ». In *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. Vol. XXVI. N°1.
- Ferro, Marc. 1980. *Des soviets au communisme bureaucratique*. Paris : Gallimard-Julliard.
- Figes, Orlando. 2007a. *La Révolution russe. 1891-1924 : La tragédie d'un peuple*. Tome I. Paris : Gallimard-Denoël.
- Figes, Orlando. 2007b. *La Révolution russe. 1891-1924 : La tragédie d'un peuple*. Tome II. Paris : Gallimard-Denoël.
- Figes, Orlando. 2009a. *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*. Tome I. Paris : Gallimard-Denoël.
- Figes, Orlando. 2009b. *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*. Tome II. Paris : Gallimard-Denoël.
- Golomstockn Igor. 1991. *L'Art totalitaire : Union soviétique, III<sup>e</sup> Reich, Italie Fasciste, Chine*. Paris : Éditions Carré.
- Gorki, Maxime. 1976. *Mes universités*. Paris. Les Temps actuels.
- Gotovitch, José. 2012. *Du Communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*. Bruxelles : Aden.
- Grandhayé, Julie. 2012. *Russie. La république interdite*. Ceyzérieu : Champ Vallon.
- Grandhayé, Julie. 2019. « De Pierre le Grand à Nicolas II. La Sibérie : terre de relégation ». In *L'Histoire*. N°461-462 (*Les Mondes du Goulag*). Paris : Sophia Publications.
- Grossu, Sergiu. 1979. *Les Enfants du goulag. Chronique de l'enfance opprimée en URSS*. Paris : France-Empire.

- Gullotta, Andrea. 2018. *Intellectual Life and Literature at Solovki 1923-1930. The Paris of the Northern Concentration Camps*. Cambridge : Legenda.
- Gunder Franck, André. 1976. « Sur l'accumulation qu'on appelle primitive ». In *L'Homme et la Société*. N°39-40.
- Holquist, Peter. 2002. *Making War, Forging Revolution. Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*. Cambridge : Harvard University Press.
- Iaroslavskaïa-Markon, Evguénia. 2017. *Révoltée*. Paris : Seuil.
- INA. *Sous l'œil de la caméra. Des tsars à Lénine*. Paris : INA. Lien Internet consulté le 10.02.2020.
- Ivanova, Natalia. 2014. « Pétrograd pendant la Première Guerre mondiale ». In *Cahiers bruxellois*. N°46.
- Jakobson, Michaël. 1993. *Origins of the Gulag. The Soviet Prison Camp System. 1917-1934*. Lexington : The University Press of Kentucky.
- Jevakhoff, Alexandre. 2019. *La Guerre civile russe. 1917-1922*. Paris : Perrin.
- Jones, Polly. 2013. *Myth, Memory, Trauma : Rethinking the Stalinist Past in the Soviet Union (1953-70)*. New Haven : Yale University Press.
- Jurgenson, Luba. 2006. « La mort dans les camps de concentration ». In *Frontières*. Vol. XIX. N°1. Lien Internet consulté le 10.02.2020.
- Jurgenson, Luba et Werth, Nicolas. 2017. *Le Goulag. Témoignages et archives*. Paris : Robert Laffont.
- Kaplan, Karel. 1980. *Procès politiques à Prague*. Bruxelles : Complexe.
- Kendall, E. Bailes et Imbert, Marie-José. Octobre-décembre 1965. « Alexandra Kollontai et la Nouvelle Morale ». In *Cahiers du monde russe et soviétique*. Vol. VI. N°4.
- Kervyn, Gaétan. Juillet-Septembre 2019. « Le réalisme socialiste dans les dictatures communistes ». In *Traces de Mémoire*. N°33. Bruxelles.
- Kizewetter, W. A. 1930. « Les élections à la première Douma ». In *Revue d'histoire moderne*. Vol. V. N°25.
- Kizny, Tomasz. 2003. *Goulag*. Paris : Balland.
- Kizny, Tomasz. 2013. *La Grande Terreur en URSS. 1937-1938*. Lausanne : Les Éditions Noir sur Blanc.

- Le Bourgeois, Jacques. 2008. « La propagande soviétique de 1917 à 1991 : paix et désarmement au service de l'idéologie ? ». In *Revue LISA/LISA e-journal*. Vol. VI. N°1. Lien Internet consulté le 18 octobre 2019.
- Lefort, Claude. 1994. *L'Invention démocratique*. Paris : Fayard.
- Leivick, Halpern. 2019. *Dans les bagnes du tsar*. Paris : L'Antilope.
- Lénine, Vladimir Ilitch. 1966/1902. *Que faire ?* Paris : Seuil.
- Lénine, Vladimir Ilitch. Août 1906. « Boycottage ». In *Proletari*. In *Marxists.org*. Lien Internet consulté le 21.11.2019.
- Lénine, Vladimir Ilitch. Juillet 1917. « Tout le pouvoir aux soviets ! ». In *Pravda*. In *Marxists.org*. Lien Internet consulté le 28.10.2019.
- Lénine, Vladimir Ilitch. Octobre 1917. « Conseil d'un absent ». In *Marxists.org*. Lien Internet consulté le 10.02.2020.
- Lénine, Vladimir Ilitch. Décembre 1917. « Comment organiser l'émulation ? ». In *Pravda*. In *Marxists.org*. Lien Internet consulté le 03.12.2019.
- Lénine, Vladimir Ilitch. Mai 1918. « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises ». In *Pravda*. In *Marxists.org*. Lien Internet consulté le 22.10.2019.
- Lénine, Vladimir Ilitch. Janvier 1919. « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique ». In *Pravda*. N°16. In *Marxists.org*. Lien Internet consulté le 04.12.2019.
- Lénine, Vladimir Ilitch. 1925. *L'État et la Révolution*. Paris : Librairie de l'Humanité.
- Lewin, Moshe. 1987. *La Formation du système soviétique*. Paris : Gallimard.
- Lichtenhan, Francine-Dominique. 2004. *Le Laboratoire du Goulag. 1918-1939*. Paris : Desclée de Brouwer.
- Linhart, Robert. 2010. *Lénine, les paysans*, Taylor. Paris : Seuil.
- Luxembourg, Rosa. 2006/1904. *Centralisme et démocratie*. Chicoutimi : Éditions du Québec à Chicoutimi. Lien internet consulté le 28.10.2019.
- Luxembourg, Rosa. 1915. « La crise de la social-démocratie. Mais le Tsarisme ! ». In *Marxists.org*. Lien Internet consulté le 20.02.2020.
- Malia, Martin. 1995. *La Tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*. Paris : Seuil.

- Marie, Jean-Jacques. 1999. *Le Goulag*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Marie, Jean-Jacques. 2005. *Cronstadt*. Paris : Fayard.
- Marie, Jean-Jacques. 2016. *La Russie sous Poutine*. Paris : Payot.
- Marie, Jean-Jacques. 2017. *La Guerre des Russes blancs. 1917-1920*. Paris : Tallandier.
- Marie, Jean-Jacques. 2018. *Lénine. La révolution permanente*. Paris : Tallandier.
- Marx, Karl. 2008. *Le Capital*. Tome I. Paris : Gallimard.
- Miliakova, Lidia dir. 2010. *Le Livre des pogroms. Antichambre d'un génocide. Ukraine, Russie, Biélorussie*. Paris : Calmann-Lévy.
- Miliakova, Lidia et Ziuzina, Irina. 2008. « Le travail d'enquête des organisations juives sur les pogroms d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie soviétique pendant la guerre civile (1918-1922) ». In *Le Mouvement Social*. Vol. I. N° 222.
- Mirzoeva, Gulya. 2017. *Le Savant, l'Imposteur et Staline. Comment nourrir le peuple ?* Documentaire vidéo. Strasbourg : Arte.
- Monod, Jean-Claude. 2019. *L'Art de ne pas être trop gouverné*. Paris : Seuil.
- Netchaïev, Sergueï. 2019. *Catéchisme du révolutionnaire*. Ronces.
- Ollivier, Jean-Paul. 1967. *Quand fera-t-il jour, camarade ? Histoire de la Révolution d'Octobre*. Paris : Robert Laffont.
- Oulitskaïa, Ludmila. 2018. *L'Échelle de Jacob*. Paris : Gallimard.
- Piron, Geneviève. 2004. *Goulag. Le peuple des zeks*. Genèse : Infolio.
- Pierre, André. Mai 1954. « Alexandra Kollontaï, la première femme "ambassadeur" ». In *Le Monde Diplomatique*. N°1. Lien internet consulté le 20.02.2020.
- Popelard, Allan. Octobre-novembre 2013. « Nadejda Kroupskaïa (1869-1939) et les "bâtisseurs du socialisme" ». In *Manière de voir*. N°131. Lien Internet consulté le 10.01.2020.
- Prazan, Michaël. 2019. *Goulags*. Paris : TV Presse Productions.
- Quenelle, Benjamin. 03.09.2019. « Le troublant procès de l'historien russe Iouri Dmitriev ». In *La Croix*. Lien Internet consulté le 19.09.2019.

- Quenelle, Benjamin. 04.09.2019. « Les îles du premier goulag bolchévique exhumées par une ONG russe ». In *Le Soir*. Bruxelles.
- Rageau, Jean-Pierre. 1981. *Prague 48. Le rideau de fer s'est abattu*. Bruxelles : Complexe.
- Rossi, Jacques. 1997. *Le Manuel du Goulag*. Paris : Le Cherche-Midi.
- Rouhart, Jean-Louis. Octobre-Décembre 2018. « La "révoltée" Evguénia Iaroslavskaïa-Markon : Une Pussy Riot des années 1920 ? ». In *Aide-mémoire*. N°86. Liège : Les Territoires de la Mémoire.
- Rouhart, Jean-Louis. Avril-juin 2017. « Le mythe des condamnations "à 10 ans de camp de rééducation par le travail sans droit à la correspondance et sans droit aux colis" en Union soviétique ». In *Aide-mémoire*. N°80. Liège : Les Territoires de la Mémoire.
- Rousset, David. 1973. *La Société éclatée*. Paris : Grasset.
- Rubel, Maximilien. 1974. *Marx critique du marxisme*. Paris : Payot.
- Rucker, Laurent. 2002. « L'Union soviétique a-t-elle sauvé les Juifs ? ». In *Les Cahiers de la Shoah*. N°6.
- Sakhno, Sergueï, « "Peuple", "nation" et "ethnos" dans le discours russe ». In *Strates*. N°12.
- Sasson, Tehila. 2016. « From Empire to Humanity : The Russian Famine and the Imperial Origins of International Humanitarianism ». In *Journal of British Studies*. Vol. LV. N°3. Cambridge : Cambridge University Press.
- Serge, Victor. 1951. *Mémoires d'un révolutionnaire*. Paris : Seuil.
- Serge, Victor. 2010. *Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression*. Montréal : Lux.
- Sériot, Patrick. 1985. *Analyse du discours politique soviétique*. Paris : IMSECO.
- Slezkine, Yuri. 1994. « The USSR as Communal Apartment, or how Socialist State Promoted Ethnic Particularism ». In *Slavic Review*. Vol. LIII. N°2.
- Sorline, Pierre. 1964. « Lénine et le problème paysan en 1917 ». In *Annales. Économies, sociétés, civilisations*. Vol. XIX. N°2. Paris : Armand Colin.
- Staline, Joseph. 1937. « Pour une formation bolchévik ». In *Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste*. Lien consulté le 22.10.2019.

- Sumpf, Alexandre. 2017. *1917 : La Russie et les Russes en révolutions*. Paris : Perrin.
- Tarragoni, Federico. 2019. *L'Esprit démocratique du populisme*. Paris : La Découverte.
- Tchernychevski, Nikolai. 2017. *Que faire ? Les hommes nouveaux*. Genève : Éditions des Syrtes.
- Ternon, Yves. 1981. *Makhno. La Révolte anarchiste*. Bruxelles : Editions Complexe.
- Tissier, Michel. 2019. *L'Empire russe en révolutions. Du tsarisme à l'URSS*. Paris : Armand Colin.
- Traverso, Enzo. 2001. « De l'anticommunisme. L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle relue par Nolte, Furet et Courtois ». In *L'Homme et la Société*. Vol. II-III. N°140-141.
- Van Praag, Yannik. Juillet-septembre 2019. « La Chute de Berlin. Un cas d'école de la propagande stalinienne ». In *Traces de Mémoire*. N°33. Bruxelles.
- Weill, Claudie. 1975. « À propos du terme "bolchevisme" ». In *Cahiers du Monde russe et soviétique*. Vol. XVI. N°3-4.
- Werth, Alexander. 1949. « La psychologie du peuple soviétique ». In *Politique étrangère*. N°5.
- Werth, Nicolas. 1997. « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique ». In *Le Livre noir du communisme*. Paris : Robert Laffont.
- Werth, Nicolas. 2007. *La Terreur et le Désarroi. Staline et son système*. Paris : Perrin.
- Werth, Nicolas. 2009. « Crimes et violences de masse des guerres civiles russes (1918-1921) ». In *SciencesPo*. Lien Internet consulté le 03.12.2019.
- Werth, Nicolas. 2019. *Le Cimetière de l'espérance. Essais sur l'histoire de l'Union soviétique, 1914-1991*. Paris : Perrin.
- Werth, Nicolas. 2020. *Les Grandes Famines soviétiques*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Wojnowski, Zbigniew. 2015. « The Soviet People : National and Supranational Identities in the URSSR after 1945 ». In *Nationalities Paper*. Abingdon-on-Thames : Taylor and Francis.

# Remerciements

Ce Cahier du Centre Pluridisciplinaire de la Transmission de la Mémoire est paru dans le cadre de l'exposition *Goulag. Visages et rouages d'une répression* organisée par MNEMA asbl du 7 mars au 31 mai 2020 à La Cité Miroir. Il a été réalisé à la suite de la reconnaissance de MNEMA comme Centre Pluridisciplinaire de la Transmission de la Mémoire par la cellule « Démocratie ou barbarie » du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'asbl MNEMA tient à remercier tout particulièrement Philippe Raxhon, Nicolas Werth et Philippe Tomczyk pour leur relecture précieuse ainsi que Jacques Smits pour son soutien moral.

Ce travail n'aurait pas été possible sans la collaboration du photographe Tomasz Kizny, d'Irina Galkova de l'Association Memorial, du Centre des Archives du communisme en Belgique et de l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale. De nombreux documents ont été confiés par ces différentes personnes et institutions dans le cadre de l'élaboration de l'exposition et du *Cahier*.

L'exposition *Goulag. Visages et rouages d'une répression* est une programmation de MNEMA asbl - Centre Pluridisciplinaire de la Transmission de la Mémoire avec le soutien du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège et des Territoires de la Mémoire asbl | Cette exposition est inspirée de l'exposition réalisée par Le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère – Maison des Droits de l'Homme – Département de l'Isère. Avec le soutien de l'Association Memorial International (Moscow, Russia).

Commissariat scientifique de l'exposition : Nicolas Werth.

© Éditeur responsable :  
Jean-Michel Heuskin - Directeur de MNEMA asbl  
Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège  
Auteur : Thomas Franck / Graphisme : pierreyvesjurdant  
© MNEMA asbl, Liège 2020  
ISBN : 978-2-9601450-3-8  
Dépôt légal : D/2014/13.351/4  
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles









Bien qu'hétérogène, contradictoire et plurielle, l'URSS est une société répressive et autoritaire. Souvent aux antipodes des textes et des penseurs dont il se revendique, le pouvoir incarné par le parti bolchevique tend avant toute chose à privilégier sa conservation et sa pérennisation. Ce système n'est pas la réalisation d'une société sans distinction de classes, révolutionnaire et émancipée du productivisme économique.

Cet ouvrage tente de comprendre en quoi les pratiques bolcheviques sont tantôt l'expression d'une dictature du prolétariat répondant à la domination dont cette classe est l'objet, tantôt l'instauration arbitraire et autoritaire d'une dictature sur le prolétariat justifiée par une idéologie détournée à des fins politiques.